



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
À Toulouse (IPEAT)**

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

Parcours

IPAL

**S'intégrer et faire valoir ses droits. L'immigration des femmes
vénézuéliennes en Colombie**

Rapport d'étape du mémoire présenté par :

Lily Berbessou Lesauvage

Sous la direction de :

Franck Gaudichaud, FRAMESPA

Année Universitaire 2025-2026

Remerciement

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Gaudichaud, mon directeur de mémoire pour son accompagnement, ses conseils précieux et sa disponibilité tout au long de ce travail. Ses remarques et orientations m'ont permis d'approfondir ma réflexion pour améliorer ce mémoire.

J'adresse également mes sincères remerciements à Benjamin Buclet, chargé de formation IPAL, pour la transmission de ses savoirs ainsi que ses précieux conseils.

Par ailleurs, je tiens à remercier l'équipe de COLVENZ et particulièrement Arles, directeur de l'ONG, pour m'avoir reçu en stage et accordé de son temps. Un grand merci à Janeth, Yadira et Cora pour leur expertise, la confiance qu'elles m'ont accordée et les moments de partage au cours de ces semaines de stage qui m'ont permis de mener à bien ce travail.

Enfin, je souhaite remercier mes amies Justine et Léa sans qui je n'aurais probablement pas eu la confiance nécessaire pour poursuivre mes études universitaires et qui restent aujourd'hui encore mes plus grands piliers.

Je remercie mes amies toulousaines, Tess, Laura, Aude, Isabella, Samya, Perrine et Capucine pour ces deux années à vos côtés. Votre bonne humeur, votre humour et tous ces moments partagés ont permis de transformer ce master en une si belle aventure.

À toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'aboutissement de ce travail, je vous adresse ma profonde gratitude.

Liste des sigles :

ACNUR/ UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
DANE	Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas
DNP	Departamento Nacional de Planeación
EPS	Entidad Promotora de Salud
EPTV	Estatuto Temporal de Protección para Migrantes Venezolanos
FENALPER	Federación Nacional de Personeros de Colombia
M3	Observatorio de Migraciones, Migrantes y Movilidad Humana
MRE	Ministerio de las Relaciones Exteriores
NGRD	Sistema Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastre
OEA	Organisation des États Américains
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernemental
ONM	Observatorio Nacional de Migraciones
PDVSA	Petróleos de Venezuela SA
PEAS	Protección contra la Explotación y el Abuso Sexual
PEP	Permiso Especial de Permanencia
PEP-FF	Permiso Especial de Permanencia para el Fomento de la Formalización
PFGM	Programa para el Fortalecimiento de la Gobernanza Migratoria
PIP	Permiso de Ingreso y Permanencia
PNUD	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo
PPT	Permiso de Protección Temporal
PTP	Permiso Temporal de Permanencia
R4V	Inter-Agency Coordination Platform for refugees and migrants from Venezuela
RAMV	Registro Administrativo de Migrantes Venezolanos
RMRP	Plan Regional de Respuesta para Refugiados y Migrantes
SIVIGILA	Sistema Nacional de Vigilancia en Salud Pública
VGB	Violencia Basada en el Género
LGBTQIA+	lesbiana, gay, bisexual, transgénero, queer, intersexual y asexual. El + representa todas aquellas que no estén contempladas en estas letras.
COLVENZ	Colonia venezolana en Colombia
USAID	Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional
CC	Conexiones creativas
SAdP	San Antonio de Prado
PP	Politique publique
CdD	Centro de desarrollo
TDR	Termes de références
PIM	Politique Intégrale Migratoire

Sommaire

Remerciement	2
Introduction :	7
Partie I - Contexte de la migration vénézuélienne en Colombie : focus sur les femmes et leur prise en charge	11
1. L'identité des migrant.e.s ; contexte et focus sur les femmes	12
1.1 Facteurs de migration des femmes vénézuéliennes vers la Colombie	13
1.2 Les multiples défis des femmes migrantes.....	14
1.3 Répartition géographique de la migration féminine en Colombie.....	23
2. La prise en charge des migrantes vénézuéliennes en Colombie et à Medellín.....	28
2.1 Le cadre légal Colombien en matière de prise en charge.....	29
2.2 Réponses structurelles et dispositifs d'accueil des migrant.e.s	32
2.3 Medellín, « Ville Solidaire » et pôle d'attraction migratoire	36
Partie II – Compréhension du milieu professionnel :	38
1. Présentation de Colvenz.....	39
1.1 Présentation de la structure d'accueil.....	39
1.2 Historique et évolution.....	40
1.3 Les missions de COLVENZ	41
1.3.1 La régularisation :	42
1.3.2 Médiation pour l'insertion professionnelle :.....	42
1.3.3 La santé :.....	43
1.3.4 Promotion de l'intégration sportive et culturelle :.....	43
1.3.5 Gestion de projet et consolidation du réseau :	43
1.4 Organisation interne et gouvernance.....	44
1.5 Stratégie de développement	45
1.6 Positionnement institutionnel local	46
2. Réponse apportée à la problématique de développement	48
2.1 Le projet « Familiares de producción »	48

2.1	Le projet Territorio Talento	49
2.2.1	Son histoire et sa création	49
2.2.2	Ses objectifs et ses missions ;	49
2.2.3	Organisation et son fonctionnement ;	50
2.2.4	Public cible ;	50
2.2.5	Activités principales ;	50
2.2.6	Ses ressources et ses partenaires ;	51
3.	Analyse critique de COLVENZ et limites de l'aide apportée	52
3.1	Limites de l'organisation COLVENZ	52
3.2	Limites de COLVENZ dans la gestion de projet	53
3.3	Projet Territorio Talento	53
Partie III : Projet de loisir pour les femmes vénézuéliennes et retornadas de la communauté de San Antonio de Prado : Proyecto Recre' acción		
		55
1.	Présentation du projet	56
1.1	Contexte et problématique	56
1.2	Description et problématique	57
2.	L'action	58
2.1	Résumé	58
2.2	Objectifs et résultats attendus	58
2.2.1	Objectif global	58
2.2.2	Objectifs spécifiques	58
2.3	Résultats attendus	59
RA0.		59
RA1		59
RA2		59
RA3.		59
RA4		59
RA5		59

3.	Activités et Cadre logique	59
	3.1 Description des activités.....	59
4.	Cadre logique	62
5.	Bénéficiaires.....	65
	5.1 Participantes directes :	65
	5.2 Participant.e.s indirect.e.s.	65
6.	Hypothèses	66
7.	Durabilité	66
8.	Gouvernance	67
9.	Ressources humaines.....	67
10.	Communication	68
11.	Chronogramme	69
12.	Budget	72
	Conclusion :.....	75
	Bibliographie	77
	Sources primaires:	77
	Sources secondaires :	79
	Annexes	84
	Rapport de stage	84
	Annexe du rapport de stage	93
1.	Annexe n°1	93
2.	Annexe n°2	98

Introduction :

L'Amérique latine traverse l'une des crises migratoires les plus massives de son histoire contemporaine. Le Vénézuéla, autrefois pays d'accueil de la migration (notamment colombienne) et prospère de la région fait face à un exode sans précédent. Ce phénomène s'explique par un contexte politico-économique compliqué qui s'est progressivement mit en place tout au long du XXème siècle. Le destin du Vénézuéla a basculé le 31 juillet 1914, sous le gouvernement du dictateur Juan Vicente Gómez, avec la découverte de « l'or noir » dans la ville de Baralt¹. C'est après cette découverte que le pays passe d'un État rural à un pays rentier pétrolier qui laisse place à un boom économique dans les années 1920-30². Des décisions politiques après les années 50 font fuir les investisseurs étrangers et conduisent à la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1976, qui devient ainsi PDVSA³. Cependant, l'argent du pétrole est vite rattrapé par les phénomènes de corruption et de détournements de fonds, plongeant le pays dans une crise économique dès les années 1980⁴.

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999 après avoir fait campagne sur la mise en place de programmes d'alphabétisation, des subventions alimentaires, des plans de santé, marque un tournant avec la promesse d'une révolution sociale pour mieux répartir les richesses. Si ces programmes ont initialement permis une inclusion sociale, la dépendance exclusive au pétrole fait éclater une nouvelle crise en 2010. À la mort de Chávez en 2013, Nicolás Maduro hérite du projet bolivarien dans un contexte de dépréciation de la monnaie nationale « Bolívares » et d'hyperinflation. Depuis de nombreuses années, un grand nombre de Vénézuélien ont quitté le pays mais en 2015 surgit la plus grande vague de migration qu'ait connu le pays⁵. Cette instabilité interne est accentuée par les tensions diplomatiques avec les États-Unis. En 2014, le président Barack Obama fait voter une loi de sanctions, aboutissant en 2015 à un blocage économique justifié par la qualification du pays comme une « menace pour la

¹ Straka Tomás, « Pensar, representar y administrar el petróleo », *Tiempo y Espacio*, (vol.25), (n°63), 2025.

² Darwich Osorio Gregorio, « Petróleo en Venezuela en el siglo XX. De la inexperiencia institucional a la pericia », *Cuadernos del cendes*, (vol.32), (n° 88), 2015.

³ Rousseau Isabelle, « Petróleos de Venezuela (PDVSA) : de la logique entrepreneuriale à la mission nationale (1920-2016) », *Encyclopédie de l'énergie*, 2017, [En ligne]. [<https://www.encyclopedie-energie.org/petroleos-de-venezuela-pdvsa-de-la-logique-entrepreneuriale-a-la-mission-nationale-1920-2016/>] (consulte le 24/05/2025)]

⁴ Jasmin Louis-Philippe, « La corruption, un problème historique au Venezuela », *perspectives monde*, 2023, [En ligne]. [<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3488>] (consulté le 24/05/2025)]

⁵ *Ibid.*

sécurité nationale ». En 2017, Donald Trump intensifie cette stratégie de « hard power⁶ » pour faire pression sur le gouvernement Maduro. Cependant, la réduction des importations qui en découle affecte directement la population, entraînant des pénuries de nourriture et de soins médicaux essentiels, une situation dénoncée par de nombreuses personnalités et organisations internationales⁷.

Au mois d'août 2023, « Plus de 7,71 millions de vénézuélien-ne-s se trouvent hors de leur pays. Cela représente plus de 25 % de la population totale du Venezuela. Plus de 80 % de ces personnes sont en Amérique latine et dans les Caraïbes. Plus précisément, 70 % se trouvent en Colombie (2,9 millions), au Pérou (1,5 million), en Équateur (475 000) et au Chili (444 000)⁸ ». La Colombie, historiquement marquée par l'émigration due à son propre conflit armé, a vu son rôle s'inverser pour devenir le principal pays d'accueil des ressortissants vénézuélien.ne.s⁹.

Au sein de cette population, les femmes représentent plus de 51% des migrant.e.s. Leur processus d'intégration est marqué par la vulnérabilité intersectionnelle où se croisent discriminations de genre et VBG, de nationalité et de classe sociale¹⁰. Cette vulnérabilité est accentuée par une xénophobie systémique et un cadrage médiatique stigmatisant¹¹ qui, en associant la migration à l'insécurité renforcent les discriminations¹². On remarque également un manque historique de perspectives de genre dans les études, ce qui limite la compréhension des barrières réelles qu'elles affrontent, entravant leur accès aux droits fondamentaux et leur

⁶ Utilisation de la force économique pour contraindre un autre État.

⁷ Montenegro Yamile Andrea, « Sanciones impuestas por Estados Unidos a Venezuela: consecuencias regionales », Revista de relaciones internacionales, estrategia y seguridad, (vol.16), (n°2), 2021.

⁸ Amnesty internationale, « Datos y cifras: Regularización y protección de personas venezolanas en Colombia, Ecuador, Perú y Chile », 2023 [en ligne]. [<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2023/09/facts-figures-venezuelans-colombia-ecuador-peru-chile/>] (consulté le 12/01/2025)]

⁹ Díaz-Rico Jhojan Alejandro, « Migración, trabajo y nación. El lugar de Colombia en los estudios sobre las migraciones en los estudios sobre las migraciones a América Latina », Anuario de Historia Regional y de las Fronteras, (vol. 27), (n° 2), 2021, p. 219-258.

¹⁰ Departamento Nacional de Planeación, Observatorio Colombiano de migración desde Venezuela, Agencia de Estados Unidos para el desarrollo internacional, « Informe mujeres migrantes », 2022 [en ligne]. [<https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Justicia%20Seguridad%20y%20Gobierno/Gobierno/OMV/INFORME%20MUJERES%20MIGRANTES%20-%20TODAS%20SOMOS%20DIGNAS.pdf>] (consulté le 13/01/2025)]

¹¹ Lotero Echeverri Gabriel, Romero Rodríguez Luis, y Pérez Rodríguez Amor, « Migración masiva venezolana en Colombia: estudio de news framing en cibermedios de referencia » Anàlisi Quaderns de Comunicació i Cultura, no 63, 2020.

¹² Amnesty International, « Colombie et Pérou. Abandonnées par l'État dans les pays hôtes, les femmes vénézuéliennes sont de plus en plus exposées à des violences liées au genre », 2022 [en ligne]. [<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/07/colombia-peru-venezuelan-women-face-gender-based-violence/>] (consulté le 13/01/2025)]

intégration citoyenne¹³. Cette précarité est exacerbée par le poids de l'économie du soin dans lequel ces femmes assurent souvent la garde des enfants et la prise en charge des membres vulnérables de la famille.

Selon Émile Durkheim, on entend par intégration « un processus social par lequel l'individu prend place dans une société, par lequel il se socialise. Ce processus équivaut à apprendre les normes et valeurs qui régissent le corps social, cet apprentissage se faisant notamment par le truchement de la famille, l'école ou encore des groupes de pairs¹⁴ ». Cependant, Alejandro Portes dans son travail sur « l'assimilation segmentée » démontre que la définition anciennement utilisée serait caduque puisqu'elle ne reconnaît pas, à tort, les groupes d'immigrés et leurs enfants. Finalement, c'est Mirna Safi qui propose donc de compléter la définition à partir de ce constat en admettant que « Ce processus est en fait multidimensionnel : être intégré normativement n'implique pas nécessairement la mobilité sociale ». Dianne Pinderhughes rajoute que « le processus d'intégration dépend fortement de l'attitude de la société d'accueil et notamment de ses propres préjugés, raciaux en particulier »¹⁵.

À Medellín, seconde ville de réception de la migration en Colombie (8,3% et plus de 241 166 migrant.e.s), l'institutionnalisation de l'accueil a permis de mettre en place des stratégies pour améliorer les conditions des migrant.e.s à leur arrivée. Pourtant, malgré une réelle volonté politique avec l'adoption de la stratégie « Medellín solidaria » (basée sur la loi 2136 de 2021), la fermeture progressive de certains espaces physiques d'accueil, comme le « centro intégrate », risque de créer un manque dans l'aide apportée¹⁶.

Fondée en 2017, par une volonté citoyenne de la diaspora, l'ONG COLVENZ (Colonia Venezolana en Colombia) est une organisation pionnière qui a joué un rôle crucial dans l'amélioration des conditions d'accueil des migrant.e.s et retournades¹⁷. Cette ONG agit dans la région d'Antioquia et plus précisément dans les alentours de Medellín notamment autour des

¹³ Silvia Viñas, Eliezer Budasoff, « “Yo vine a trabajar”: mujeres migrantes en busca de un empleo digno », 2024 [podcast en ligne]. [<https://elhilo.audio/podcast/mujer-migracion-trabajo-america-latina/>] (consulté le 07/04/2025)]

¹⁴ Tiberj Vincent, « Intégration », la sociologie, les 100 mots de la sociologie, 2014, [en ligne]. [<https://journals.openedition.org/sociologie/2484>] (consulté le 14/08/2026)]

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ ACNUR, Alcaldía de Medellín, « Documento de buenas prácticas: Medellín, ciudad solidaria », 2023 [en ligne]. [<https://www.acnur.org/es-es/publicaciones/documento-de-buenas-prcticas-medelln-ciudad-solidaria-2023>] (consulté le 09/08/2026)]

¹⁷ Se refiere a las personas refugiadas y desplazadas internas que han vuelto a su país o lugar de origen con el propósito de permanecer ahí. Estas personas, sin embargo, no se han reintegrado del todo a la comunidad. Al volver a su país de origen, una persona refugiada pierde tal condición. ACNUR, « A quién ayudamos », s.d, [en ligne]. [<https://www.acnur.org/retornados>] (consulté le 07/05/2026)]

questions de régularisation, de médiation pour l'insertion professionnelle, de santé, du sport et de l'information aux migrant.e.s vénézuélien.ne.s et retournades colombien.ne.s. C'est au sein de cette organisation que j'ai eu l'occasion d'effectuer un stage de 15 semaines.

Cette expérience de stage permet de faire un bilan et une analyse critique concernant les dispositifs d'accueil ainsi que les défis à dépasser dans la ville de Medellín et ses alentours. Grâce à ces observations, aux témoignages des membres de COLVENZ ainsi que des migrantes sur le terrain, j'ai pu constater que les femmes migrantes n'ont quasiment aucun accès aux loisirs ou espaces de rencontre. En effet, ces espaces sont souvent écartés des autres dispositifs mis en place, substitués par les besoins dits « plus urgents ». C'est à partir de ce constat que j'ai formulé une proposition de projet ; « Recre'acción » présenté en partie 3 de ce mémoire. Ce projet propose de mettre en place un dispositif dédié à la socialisation et de faciliter l'accès aux droits grâce à l'information à travers les loisirs et à la culture au sein d'un espace communautaire dans le corregimiento de San Antonio de Prado.

**Partie I - Contexte de la migration vénézuélienne en
Colombie : focus sur les femmes et leur prise en charge**

1. L'identité des migrant.e.s ; contexte et focus sur les femmes

« Sous la V^e, je ne sais pas ce qui s'est passé. Au début, on avait l'impression que l'argent pleuvait, le Venezuela était le pays des pétrodollars, de l'abondance. Jusqu'à ce que notre sous-sol, embourbé de pétrole, se transforme en un grand trou noir qui a avalé les espoirs des pauvres, les illusions des jeunes gavés de révolution, les désirs d'inclusion sociale, de patrie glorieuse, de souveraineté alimentaire et d'indépendance économique. J'ai comme l'impression que dans la patrie socialiste, les Vénézuéliens ont connu l'égalité dans la pauvreté. »¹⁸

- *Vaitiere Rojas Manrique, Hablas como la noche*

Comme le souligne le World Bank Group dans son rapport « Migración desde Venezuela a Colombia » : « Les femmes migrantes représentent au moins 50% de la migration vénézuélienne, et sont confrontées à des difficultés d'intégration socio-économique accrues, face à des facteurs de risques exacerbés pendant leur parcours migratoire, en particulier si elles sont en situation irrégulière »¹⁹. Depuis la mise en place du projet bolivarien, nous avons assisté à des vagues successives de migration. La première vague est survenue entre 2002 et 2003, à la suite de l'échec du coup d'État soutenu par la droite contre le président Hugo Chávez et de la grève dans le secteur pétrolier. La deuxième entre 2006 et 2007, au moment de la première réélection de Chávez et la troisième, plus importante, s'est amorcée avec l'arrivée de Nicolás Maduro au pouvoir en avril 2013, s'intensifiant progressivement, notamment à partir de 2015²⁰. Observer les différentes vagues migratoires permet de rendre compte des écarts entre les migrant.e.s d'une période à une autre. En effet, on constate une différence significative entre les origines de classe sociale des individu.e.s et les raisons qui les ont poussé.e.s à s'en aller de leur pays natal.

¹⁸ Benard Sophie, « La littérature en exil – sur Tu parles comme la nuit de Vaitiere Rojas Manrique », AOC, 2021.

¹⁹ Expertise France, « Mujeres echando raíces », 2024, [en ligne]. [<https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=908058#:~:text=Les%20femmes%20migrantes%2C%20qui%20repr%C3%A9sentent,elles%20sont%20en%20situation%20irr%C3%A9guli%C3%A8re>] (Consulté le 11/04/2025)]

²⁰ Ávila Keymer, « Venezuela. Les différentes vagues d'exil », À l'encontre, La brèche, 2018.

1.1 Facteurs de migration des femmes vénézuéliennes vers la Colombie

Selon Felipe Andrés Aliaga Sáez dans son article « Causas de la Migración forzada de Venezuela a Colombia », il existe de multiples raisons qui poussent les vénézuélien.ne.s à fuir le pays. La faim et la malnutrition ont provoquées une situation extrême entraînant des conséquences sur la santé. Les individu.e.s s'inquiètent et d'autant plus celles et ceux qui ont des enfants à charge, comme l'explique ce témoignage :

« Es que la comida allá solo es yuca con lenteja, eso se come al desayuno, almuerzo, cena, entonces que, sí que quedan llenitos, pero es como se alimenta, es que hace falta un pedacito de carne, un pedacito de pollo; por eso es que los niños están mal, ya no hay nada allá, que se da nada »

Témoignage (Mujer, grupo # 4, 17 de julio de 2018)²¹.

Pour le politiste Keymer Ávila, la faim est une des conséquences de la crise économique au Vénézuéla qui pousse les citoyen.ne.s à fuir le pays afin de trouver des conditions de vie décentes. Le manque d'emploi ou d'un salaire suffisant incitent les vénézuélien.ne.s à devoir faire des choix entre leurs besoins fondamentaux²².

Par ailleurs, l'absence de pouvoir démocratique et la répression observée (bien que qu'elle ne soit pas aussi directe que dans certains États autoritaires) privent ces dernier.e.s d'une part de liberté. Depuis 2009, la Constitution vénézuélienne a été réformée par Chávez et ouvre la possibilité à la réélection indéfinie²³. Depuis 2013, Nicolás Maduro a été élu trois fois et entame son nouveau mandat depuis janvier 2025 malgré les accusations de fraude perpétrées à son encontre. L'ONG Human Rights Watch, dénonce les violations de droits humains tels que des détentions arbitraires (17.882 disparitions politiques depuis 2014)²⁴, et Amnesty International

²¹ Aliaga Sáez Felipe Andrés, « Causas de la migración forzada de Venezuela a Colombia », Universidad Nacional Pedro Henríquez Ureña, 2021.

²² Ávila Keymer, *art. cit.*

²³ Grijalva Jiménez Agustín et Castro-Montero José-Luis, « La Reección Presidencial Indefinida en Venezuela, Nicaragua, Ecuador y Bolivia », Estudios constitucionales, (vol.18), (n°1), 2020.

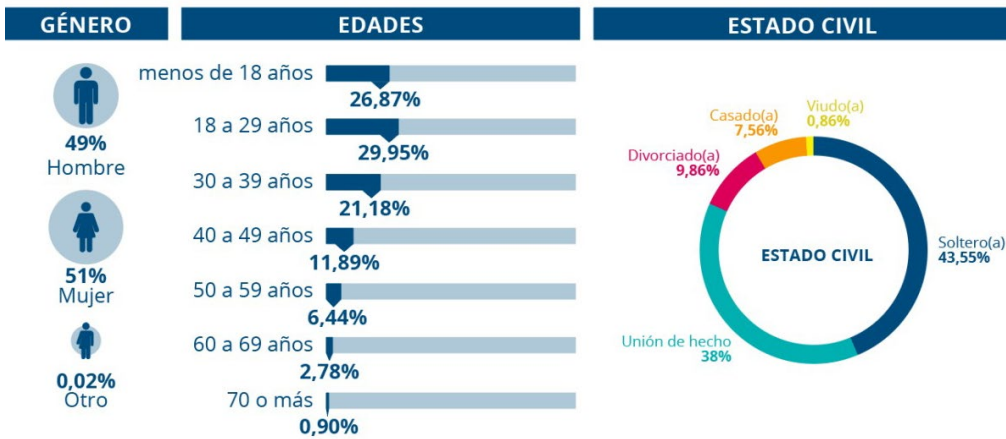
²⁴ Human rights watch, « Venezuela eventos de 2024 », 2025, [en ligne]. [<https://www.hrw.org/es/world-report/2025/country-chapters/venezuela> (consulté le 15/04/2025)]

détaille des disparitions forcées, actes de torture, représailles contre l'opposition, ainsi que la persécution et la censure, tous ces éléments font partie intégrante des motifs de départ²⁵²⁶.

1.2 Les multiples défis des femmes migrantes

Nous aborderons ici les défis principaux des femmes migrantes vénézuéliennes dans une perspective intersectionnelle²⁷.

Les migrations du monde ont toujours représenté un danger supplémentaire pour les femmes en route vers l'espoir d'un avenir meilleur. La migration vénézuélienne n'échappe pas à cette règle, notamment vers la Colombie (il y a actuellement près de 1.268.669 femmes vénézuéliennes dans ce pays). En effet, elles sont exposées à des violences dans l'espace public comme la xénophobie, les discriminations de genre, mais aussi dans leur milieu de travail ou dans leur couple. Comme le soulignent la vice-présidence de l'État colombien et l'ONG USAID dans leur rapport sur les femmes migrantes en Colombie, 78% des migrantes ont entre 18-59



ans, soit la tranche d'âge la plus productive au travail. Les 22% restant représentent des enfants et jeunes filles mineures.

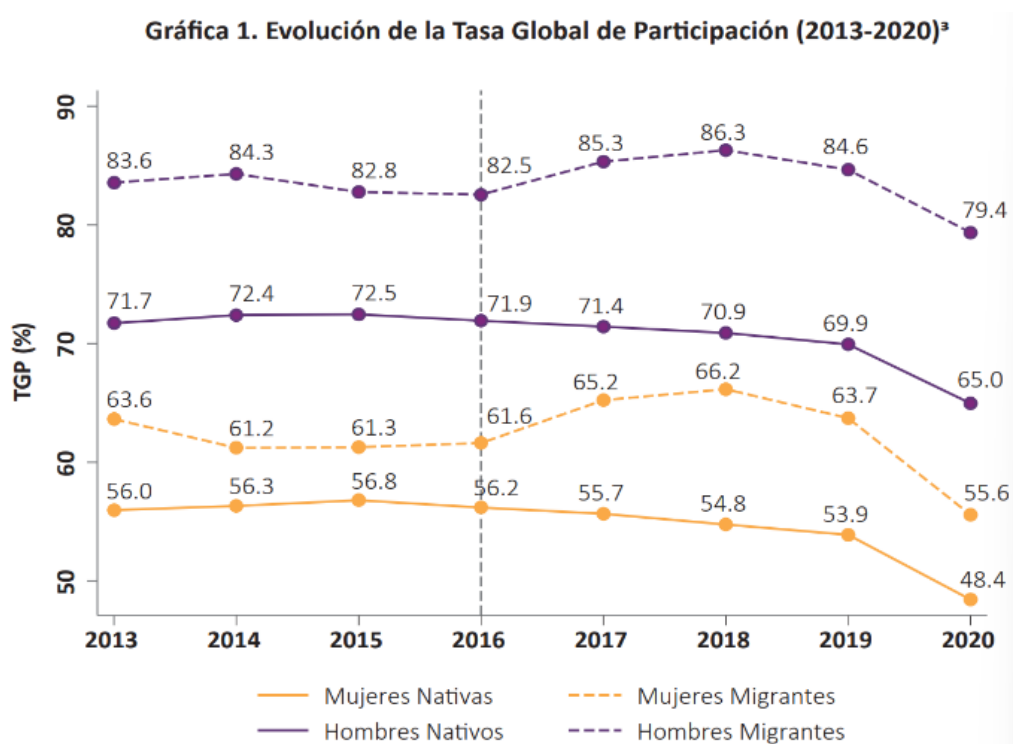
Graphique des différents profils migratoires, 2024

²⁵ Amnesty international, « Comprendre ce qu'il se passe au Venezuela », 2024, [en ligne]. [<https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/comprendre-ce-quil-se-passe-au-venezuela> (consulté le 15/04/2025)]

²⁶ Aliaga Sáez Felipe Andrés, *art. cit.*

²⁷ D'abord théorisé par Kimberlé Crenshaw l'intersectionnalité cherchait à montrer la double discrimination de genre, race, qu'elle subissait. Aujourd'hui l'intersectionnalité « désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination qui s'entrecroisent, se recoupent et s'intensifient mutuellement » OXFAM, « Intersectionnalité : quand les discriminations s'entrecroisent », 2025, [En ligne]. [<https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/intersectionnalite-quand-les-discriminations-sentrecroisent/#:~:text=L'intersectionnalit%C3%A9%20est%20un%20concept,recoupent%20et%20s'intensifient%20mutuellement>. (Consulté le 25/05/2025)]

On remarque que parmi les Vénézuélien.ne.s, les femmes ont globalement un meilleur niveau académique que les hommes. Bien que les hommes soient plus nombreux à terminer la formation « básica primaria », les femmes sont plus représentées au niveau des formations technologiques, professionnelles, et au niveau licence²⁸. En effet, le DNP, l'ONM et USAID démontrent dans un rapport annuel que 6,3% des femmes possèdent un titre universitaire contre seulement 4,5 % des hommes. Bien que cela aurait dû faciliter leur processus



d'intégration au travail, on remarque que ce n'est pas toujours le cas²⁹. Comme le souligne Ana María Tribín-Urbe, Alan David Gómez-Barrera, et Tatiana Mojica-Urueña, le taux global de participation (TGP) au marché du travail des femmes migrantes était de 55,6% contre 79,4% chez les hommes comme nous pouvons le voir ci-dessous.

Évolution du taux global de participation au sein du marché du travail, 2013-2020

Bien qu'il y ait une nette différence entre les hommes et les femmes vénézuélien.ne.s, l'écart reste le même pour les hommes et les femmes colombien.ne.s. Nous pouvons donc voir que les femmes ont un taux plus bas d'insertion au sein du marché du travail que les hommes,

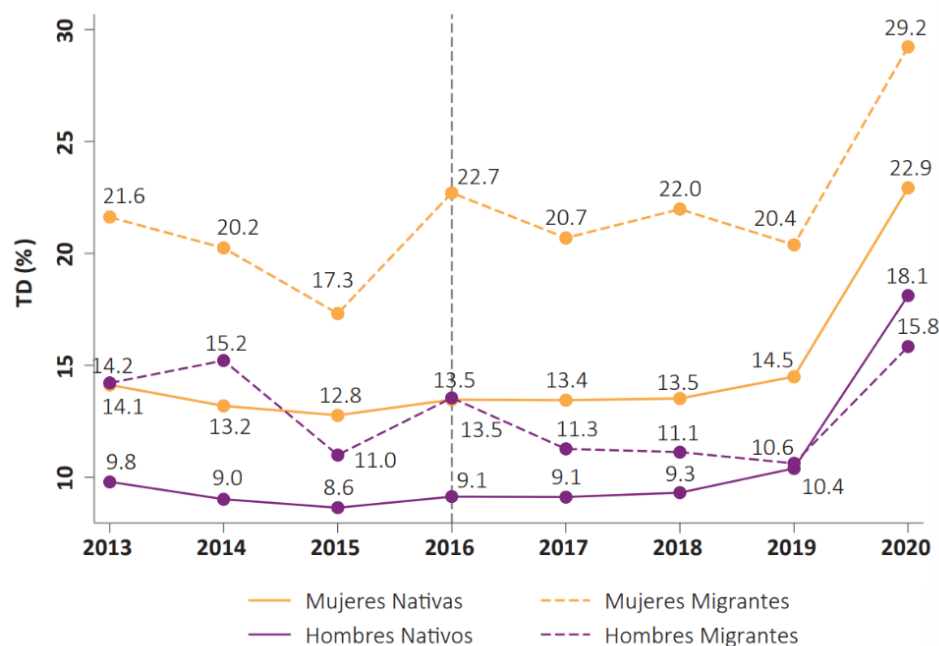
²⁸ Vicepresidencia (Colombia), USAID, « La violencia contra las mujeres migrantes en Colombia: una frontera por superar », 2021, p.12.

²⁹ DNP, ONM et USAID, Todas somos dignas, « Caracterización de mujeres migrantes en Colombia con énfasis en economía del cuidado y violencias basadas en género », Bogotá D.C, 2023, p.17.

mais égal aux femmes colombiennes, ce qui démontre une discrimination de genre face à l'accès au travail.

Les migrantes vénézuéliennes sont discriminées dans l'accès au travail par d'autres facteurs. L'un des problèmes récurrents est la difficulté pour faire reconnaître les diplômes, ce qui réduit les écarts entre les diplômé.e.s et celles et ceux qui ne le sont pas, et pousse certain.e.s à accepter des emplois sous qualifiés.

Gráfica 2. Evolución de la Tasa de Desempleo (2013-2020)*



Nota: Construcción propia con base en los microdatos de la GEIH 2013-2020

Les femmes migrantes font aussi face à un taux de chômage beaucoup plus élevé que les colombien.ne.s et les hommes migrants. Comme nous pouvons le voir ci-dessous, les femmes vénézuéliennes sont globalement amenées à travailler un nombre d'heures beaucoup plus conséquent pour des revenus moindres. « De plus, elles passent plus de temps à effectuer des travaux non rémunérés, ou du soin, que les femmes natives »³⁰, remarquent les auteurs du rapport de janvier 2022.

Évolution du taux de chômage, 2013-2020

On retrouve donc un premier écart de genre entre les hommes colombiens et vénézuéliens qui possèdent de meilleures conditions de travail que les femmes natives et immigrantes. On constate un second écart au sein des femmes en Colombie avec une nette

³⁰ Ana María Tribín-Urbe, Alan David Gómez-Barrera, et Tatiana Mojica-Urueña, « Desigualdad laboral : Migración y género », 2022, [en ligne]. [<https://cuidadoygenero.org/wp-content/uploads/2022/01/Desigualdad-laboral.pdf>] (consulté le 23/04/2023)]

différence entre les conditions des natives et celles des migrantes. Cela a pour conséquence de créer une féminisation de la pauvreté entraînée par de mauvaises conditions de travail.

Par ailleurs, le recours à la prostitution pour survivre est un rouage auquel beaucoup de femmes sont contraintes. Certaines choisissent délibérément de se prostituer afin de survivre ou de nourrir leurs enfants comme le souligne Riana, une vénézuélienne interviewée dans l'article de Marie Delcas pour Le Monde « En Colombie, les migrantes vénézuéliennes contraintes de se prostituer ». Riana déclare, « Et toi, tu choisis quoi entre faire le tapin ou voir tes gamins crever la dalle ? », « Nous avons dormi dans la rue pendant cinq jours, raconte la jeune femme de 26 ans. Je me suis promis que j'allais les tirer de là. Et je l'ai fait. Je ne vends pas mon corps, je travaille avec lui. ». Ces déclarations montrent, comme le souligne la psychologue Orfa Mora et Alejandra Vera directrice de l'association « Femme », interrogées dans cet article, qu'un grand nombre de vénézuéliennes pensent avoir en partie « choisi » leur travail. Cependant, elles sont victimes des réseaux de prostitution, de proxénètes qui profitent de la situation et de leur vulnérabilité.

Le cercle vicieux de la prostitution manipule un grand nombre de femmes et les migrantes sont de ce fait plus vulnérables. Souvent, ces migrantes cumulent leur rôle de femme réfugiée avec celui de mère et doivent redoubler d'efforts afin de s'en sortir et ainsi garantir de bonnes conditions de vie à leurs enfants³¹. La stigmatisation de ces femmes prostituées est systémique. Les femmes migrantes vivent une double peine car elles sont aussi victimes de discrimination et d'idées reçues. Un taxi déclare dans l'article de Marie Delcas, que les femmes migrantes se vendent pour « trois sous » et volent le travail des colombien.ne.s, stéréotype très courant au sein du pays. Ces déclarations démontrent bien la xénophobie vécue par les migrant.e.s vénézuélien.ne.s en Colombie et d'autant plus pour les femmes qui y sont exposées. Une prostituée colombienne répond « Le tarif n'a rien à voir avec la nationalité. Il n'y a pas de sexe bon marché, il y a des hommes qui profitent du malheur des femmes ».

On constate que les colombien.ne.s ont intériorisé.e.s de nombreux stéréotypes, à tel point que dans les rapports officiels publiés par le DNP, l'ONM et USAID, des points d'informations « info ou intox » sont ajoutés, comme dans l'exemple ci-dessous où l'on peut voir un encadré remettre en cause le stéréotype selon lequel, les vénézuélien.ne.s viendraient « prendre le travail » des colombien.ne.s³².

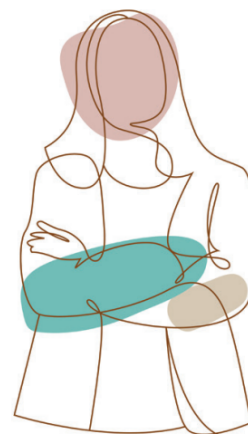
³¹ Delcas Marie, « En Colombie, les migrantes vénézuéliennes contraintes de se prostituer », Le monde, 2021, [en ligne]. [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/30/en-colombie-les-migrantes-venezueliennes-contraintes-de-se-prostituer_6086409_3210.html] (consulté le 29/04/25)]

³² DNP, ONM et USAID, *op. cit.*, p.29.

¿MITO O VERDAD?

Mito: “Las personas migrantes les quitan el trabajo a los colombianos”.

Realidad: Según cifras de la Encuesta Pulso de la Migración del DANE (marzo-abril 2023), casi la mitad de la población migrante ha experimentado dificultades para encontrar trabajo. Por rango de edad, aquellos de 25 a 54 años son los que más experimentan estas dificultades, a pesar de encontrarse en edades productivas. En especial, se encontró que las mujeres migrantes mencionan experimentar mayor dificultad para encontrar trabajo (52,3%) frente los hombres migrantes (47,7%) (DANE, 2023b).



Mythe ou réalité, DANE, 2023

Jonathan Orlando Rojas López et Deisy Katherine Castro Carpintero, de l'université de La Salle à Bogotá, décrivent les stéréotypes de genre et la stigmatisation envers les femmes vénézuéliennes dans leur travail de fin d'études intitulé « Discriminación, estereotipos y prejuicios sobre las mujeres migrantes venezolanas en la ciudad de Bogotá »³³. Ils ont identifié plusieurs stéréotypes sur leur chemin migratoire, au sein des groupes de soutien, d'aide et dans le contexte social et professionnel. On retrouve le terme « Venekas »³⁴ : « las mujeres Venecas son indocumentadas, viajan solas a rebuscarse, no tienen valores son chicas fáciles, tienen un educativo bajo, vienen a prostituirse, son perezosas quieren todo regalado, son quita maridos ». Ces stéréotypes se transmettent de façon orale, mais aussi à travers les discours banalisés et les médias comme le précisent Lotero Echeverri, Gabriel, Romero Rodríguez, Luis, et Pérez Rodríguez Amor avec des cadrages médiatiques exagérés qui attisent la haine et le mépris des migrant.e.s vénézuélien.ne.s et les discriminent³⁵.

Ces femmes sont confrontées à de nombreux défis supplémentaires en tant que vénézuéliennes, femmes, parfois aussi en tant que mères ou en tant que personnes LGBTQIA+.

³³ Castro Carpintero Deisy Katherine et Rojas López Jonathan Orlando, « Discriminación, estereotipos y prejuicios sobre las mujeres migrantes venezolanas en la ciudad de Bogotá », universidad de la Salle, Bogotá, 2020, p.98-105.

³⁴ « Término para referirse a las a las mujeres venezolanas en el exterior, [...] ha sido objeto de múltiples denuncias por su carácter discriminatorio y denigrante »³⁴

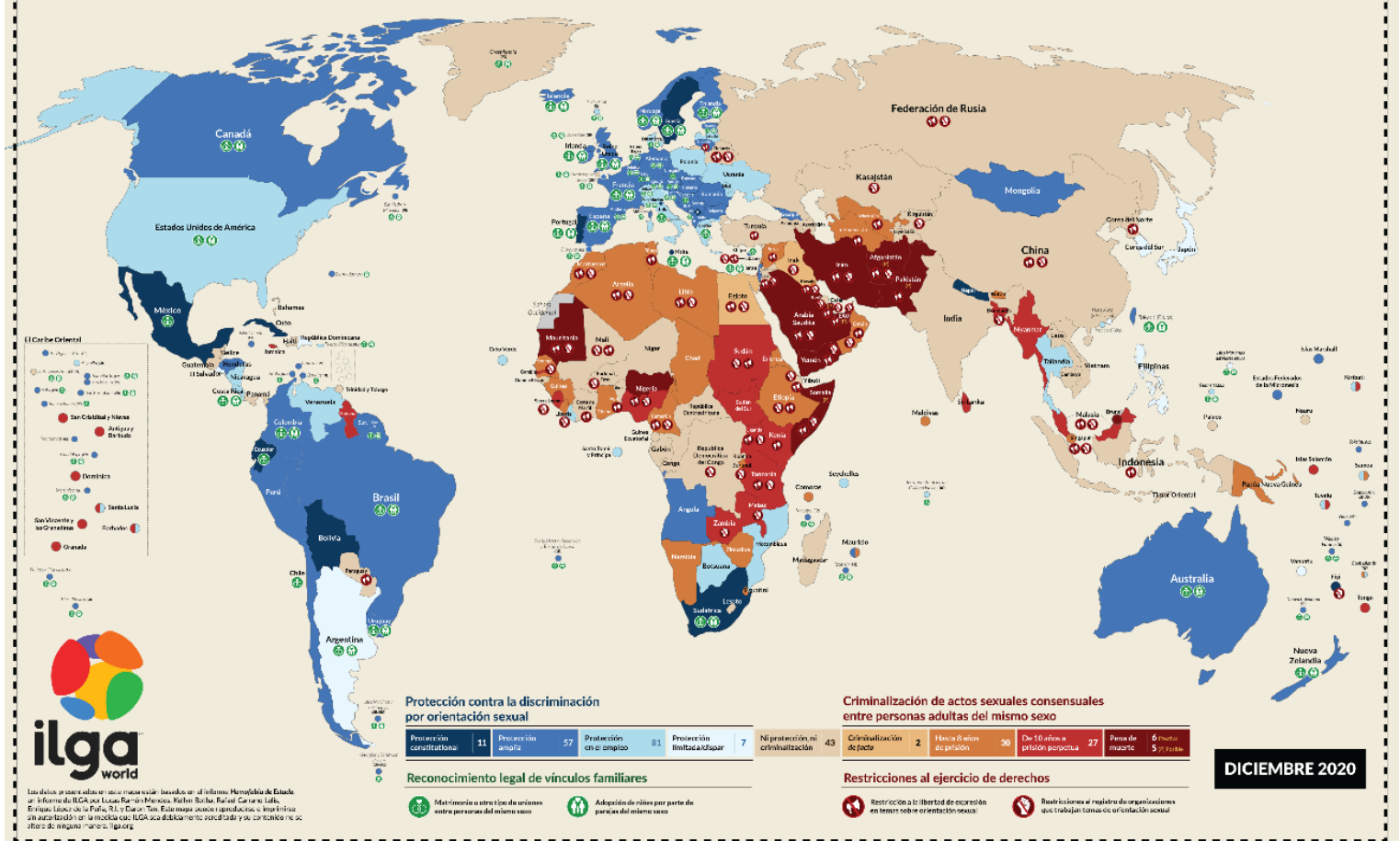
Molina Catherine, « Mujeres despliegan pancarta en rechazo del término “Veneka” en Caracas », Ministerio del poder popular para la Mujer y la Igualdad de Género, Venezuela, 2024.

³⁵ Lotero Echeverri Gabriel, Romero Rodríguez Luis, y Pérez Rodríguez Amor, *art. cit.*

Diego Prieto-Olivares, doctorant spécialiste des migrations des populations LGBTQIA+, précise que ce sont les marginalisations à leur rencontre qui les poussent à fuir. Comme nous pouvons le

LEYES SOBRE ORIENTACIÓN SEXUAL EN EL MUNDO

De la criminalización de los actos sexuales consensuales entre personas adultas del mismo sexo a la protección legal contra la discriminación por orientación sexual.



voir sur la carte, le Vénézuéla protège seulement les droits des personnes LGBTQIA+ face à l'emploi³⁶.

Lois sur l'orientation sexuelle dans le monde, Ilga world, 2020

Bien que nous voyions que la Colombie protège de façon très large la communauté, Laura Vásquez Roa, anthropologue spécialiste en genre et migration, démontre dans son article pour Amnesty International qu'il y a un écart entre les législations protégeant cette population et la

³⁶Prieto-Olivares Diego, « Estado de la cuestión sobre la migración LGBTQ+ en Colombia », TransMigrARTS, 2025, [en ligne]. [<https://hal.science/hal-04913828v1/file/Estado-de-la-cuestion-sobre-la-migracion-LGBTIQ-en-Colombia-TMA5-A.pdf> (consulté le 02/05/25)]

réalité vécue par ces dernier.e.s. En effet, on remarque que cette partie des migrant.e.s est souvent invisible, ce qui les rend plus vulnérables et discriminé.e.s³⁷.

L'une des autres problématiques à laquelle ces femmes sont confrontées concerne la santé. En effet, on remarque que les femmes ou les jeunes filles ont plus recours aux consultations médicales que les hommes. Cela peut s'expliquer par un grand nombre de consultations en lien avec une grossesse dont 73 334 pour suivi obstétrique et 49 354 pour accouchement (sur les 1 803 930 migrantes en Colombie en 2021). Ces femmes sont aussi plus enclines à développer des maladies génitales, urinaires, et buccales sans doute dues à un manque d'accès aux produits d'hygiène adéquats. Elles sont donc dépendantes du système de soin en cas de non-recours/accès aux soins adaptés³⁸ et d'autant plus celles en situation d'irrégularité ou en attente d'un rendez-vous avec les services de la migration. Cette situation est accentuée en tant que migrante, femme, mère voire possédant une orientation sexuelle différente :

La irregularidad migratoria no solo priva a la población migrante de algunos de sus derechos, también la expone a la discriminación y a riesgos de ser víctimas de violencias, como la trata de personas, explotación sexual comercial y diversas formas de violencias basadas en el género, en particular cuando se presenta asociado a otros factores, como bajos niveles socioeconómicos, académicos y de experiencia laboral, entre otros. Los riesgos de ser víctimas de violencias se incrementan cuando son mujeres jóvenes y cuando su género u orientación sexual se apartan de la condición binaria de hombre y mujer y de relaciones de pareja heterosexuales.³⁹

La violence basée sur le genre (VBG) touchant annuellement des millions de femmes dans le monde, n'échappe pas non plus à ce phénomène migratoire. Cette violence généralisée et bien souvent banalisée est passée de 34 cas en 2015 à 5.837 victimes en 2021 parmi les femmes vénézuéliennes en Colombie selon SIVIGILA. Cela peut sans doute s'expliquer par la croissance de la migration depuis cette date ; cependant on constate une augmentation significative de 5,05% et ce, jusqu'à nos jours.

³⁷ Laura Vásquez Roa, « Entre la invisibilidad y la discriminación: personas refugiadas venezolanas LGBTQ+ en Colombia y Perú », amnistía internacional, 2022, [en ligne]. [<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2022/06/personas-refugiadas-venezolanas-lgbtqi-colombia-y-peru/>] (consulté le 02/05/2025)]

³⁸ Sánchez Hidalgo Karen Viviana, « Migración y género: factores de vulnerabilidad de las mujeres migrantes venezolanas en Colombia », Notas de población, (n°117), 2023, p.43-70.

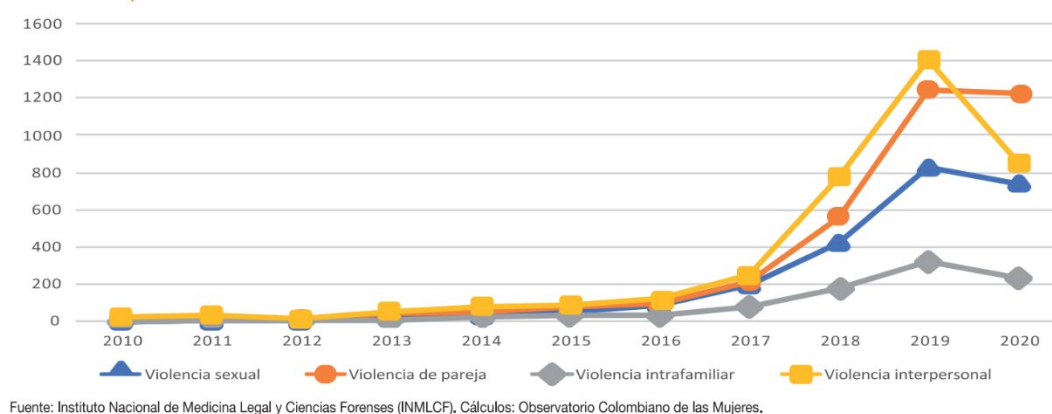
³⁹ Vicepresidencia, USAID, *op. cit.*, p.16.

Tabla 15. Cifras de VBG registradas en Sistema de Vigilancia en Salud Pública -SIVIGILA (2015-2021)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Casos de VBG reportados al SIVIGILA	72.386	93.828	99.229	109.470	122.758	119.288	115.658
Casos de personas de nacionalidad venezolana	34	55	277	556	3.167	5.189	5.837
Porcentaje	0,04%	0,06%	0,28%	0,51%	2,58%	4,35%	5,05%

Chiffres de VBG enregistrés dans le système de vigilance en santé public, 2015-2021

Le DNP, ONM et USAID recensent deux types de violences : physique et psychologique au sein duquel nous retrouvons plusieurs autres catégories telles que la violence sexuelle, au sein du couple, intrafamiliale, interpersonnelle, négligence ou abandon comme nous pouvons le voir sur le graphique ci- dessous.



Cas de violence contre les femmes migrantes, 2010-2020

En 2021, on recense 2.775 cas de violences physiques, dont 1543 cas de violences sexuelles, 1.243 cas d'abandon ou de négligence et 276 cas de violences psychologiques. Les trois quarts de ces cas reportés ont été perpétrés sur des femmes bien que certains hommes en soient aussi victime⁴⁰. Par ailleurs, il est important de noter que ces cas ont été signalés, mais qu'il est fort possible qu'un grand nombre n'ait pas été comptabilisé ou rendu public. Les cas de VBG touchent notamment les femmes de 18-28 ans avec 29% de victimes et les 29-59 ans avec 18,6%⁴¹. La scientifique Karen Viviana Sanchez Hidalgo rappelle dans l'article « Migración y género: factores de vulnerabilidad de las mujeres migrantes venezolanas en Colombia » qu'il existe un grand nombre de mères ayant entre 10 et 14 ans (401 en 2021) qui sont donc de ce fait considérées comme des victimes de pédocriminalité (en vertu des articles 208 et 209 du code pénal de

⁴⁰ DNP, ONM et USAID, *op. cit.*, 2023, p.35.

⁴¹ DNP, ONM et USAID, *Ibid.*, 2023, p.36.

Colombie qui stipulent « los actos de acceso carnal con una persona menor de 14 años se consideran acceso carnal abusivo »). L'impact des violences sexuelles sur la vie des femmes touche aussi les enfants⁴².

Ces violences sont majoritairement commises par des personnes de l'entourage, c'est-à-dire au sein du couple, ou bien dans la famille. En 2022, on ne compte pas moins de 41.184 cas de violences au sein des couples en Colombie. Parmi ces derniers, 5,7% (2.361) concernent des vénézuélien.ne.s dont 92,6% des cas sont des femmes. Ces violences, bien que perpétrées sur les femmes du monde entier ayant immigrées en Colombie, mais sont beaucoup plus

Casos de violencia sexual			Casos de violencia de pareja contra mujeres		
NACIONALIDAD	No. de casos	%. de casos	NACIONALIDAD	No. de casos	%. de casos
VENEZUELA	702	95,4%	VENEZUELA	1.198	97,8%
ESPAÑA	10	1,4%	ESTADOS UNIDOS	5	0,4%
ECUADOR	7	1,0%	ARGENTINA	4	0,3%
CHILE	3	0,4%	ECUADOR	3	0,2%
ARGENTINA	2	0,3%	PANAMÁ	3	0,2%
CANADÁ	2	0,3%	BRASIL	2	0,2%
FRANCIA	2	0,3%	MÉXICO	2	0,2%
OTROS	8	0,8%	PERÚ	2	0,2%
TOTAL NACIONAL	736	100%	TOTAL NACIONAL	1.225	100%

Casos de violencia intrafamiliar			Casos de violencia interpersonal		
NACIONALIDAD	No. de casos	%. de casos	NACIONALIDAD	No. de casos	%. de casos
VENEZUELA	229	98,3%	VENEZUELA	812	96,1%
ECUADOR	5	1,7%	ECUADOR	10	1,2%
TOTAL NACIONAL	234	100%	ESPAÑA	3	0,4%
			PERÚ	3	0,4%
			ALEMANIA	2	0,2%
			CUBA	2	0,2%
			MÉXICO	2	0,2%
			OTROS	11	1,3%
			TOTAL NACIONAL	845	100%

Fuente: Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses (INMLCF). Cálculos: Observatorio Colombiano de las Mujeres.

importantes à l'encontre des femmes vénézuéliennes comme nous pouvons le voir ci-dessous.

Cas de violence contre les femmes migrantes selon le type de violence et nationalité, 2020

Les femmes vénézuéliennes représentent près de 95,4% des agressions sexuelles étrangères en Colombie quand les espagnoles, équatoriennes, chiliennes, argentines, canadiennes, et les françaises représentent entre 0,8 et 1,4% de ces agressions recensées en Colombie. Il en va de même pour les violences au sein du couple où elles représentent 97,8%, les violences interpersonnelles 96,1%, et 98,3% des violences intrafamiliales.

⁴² Sánchez Hidalgo Karen Viviana, *op. cit.*, 2023, p.43-70.

1.3 Répartition géographique de la migration féminine en Colombie

Selon « l'observatorio de Migraciones » et « migrantes y movilidad humana », en février 2024, on estime à 2.845.706 le nombre de migrant.e.s vénézuélien.ne.s en Colombie. La Colombie représente une superficie de 1,142 million km² composée de 5 régions (les Caraïbes, les Andes, l'Amazonie, Orinoquia, Amazonie et insulaire)⁴³, de 32 départements et 1.102 municipios ⁴⁴ « entidad territorial, [...], con autonomía política, fiscal y administrativa dentro de los límites que le señalen la Constitución y las leyes de la República »⁴⁵.

La Colombie, quatrième plus grand pays en 2023⁴⁶, et deuxième pays le plus peuplé d'Amérique du sud avec près de 52 millions d'habitants⁴⁷, possède une distribution très hétérogène de sa population. Cette dernière est influencée par de multiples facteurs tels que la géographie, les dynamiques socio-économiques et sociales⁴⁸.

Selon le rapport du ministère des relations extérieures, « DISTRIBUCIÓN DE VENEZOLANAS(OS) » sur des informations recueillies jusqu'en décembre 2022, une majorité écrasante de 616.942 de migrant.e.s vénézuélien.ne.s s'est installé.e à Bogotá. Parmi les quelques 3 millions de migrant.e.s, on estime que 294.401 migrant.e.s sont régularisé.e.s c'est-à-dire « Quienes han realizado el proceso de ingreso y salida del territorio nacional debidamente registrados por los puestos de control migratorio habilitados, con el uso del pasaporte, visa, documento de viaje, u otros documentos debidamente establecidos por la normatividad vigente », 613.681 sont en passe de régularisation. Iels cherchent à obtenir « el Estatuto Temporal de Protección a Migrantes Venezolanos (ETPV) » », ou « Permiso de Protección Temporal (PPT) ».

⁴³ DANE, « Regiones geográficas », 2008, [En ligne].[https://geoportal.dane.gov.co/servicios/atlas-estadistico/src/Tomo_I_Demografico/%E2%80%A2regiones-geogr%C3%A1ficas.html#:~:text=El%20territorio%20colombiano%20se%20divide,%2C%20Andina%2C%20Orinoquia%20y%20Amazonia. (consulté le 05/05/2025)]

⁴⁴ DNP, « Los departamentos », [En ligne].[<https://ods.dnp.gov.co/es/departamentos> (consulté le 05/05/2025)]

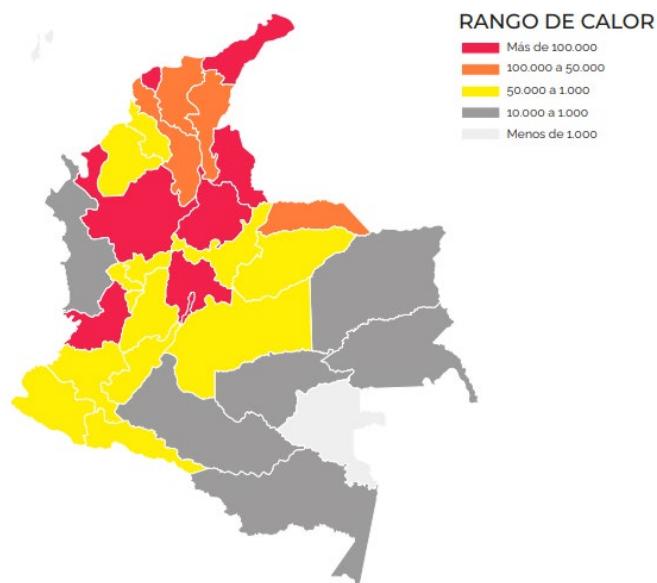
⁴⁵ Dane, « Conceptos Básicos », 2008, [En ligne].[https://www.dane.gov.co/files/inf_geo/4Ge_ConceptosBasicos.pdf (consulté le 05/05/2025)]

⁴⁶ Llerena Paula, « ¿Cuáles son los países más grandes de Sudamérica? », 2023, [en ligne].[<https://trome.com/familia/escuela/cuales-son-los-paises-mas-grande-de-sudamerica-imp-noticia/?ref=tr> (consulté le 05/05/2025)]

⁴⁷ Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, « Colombie », 2023, [En ligne].[https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/_CO/indicateurs-et-conjoncture (consulté le 05/05/2025)]

⁴⁸ DANE, « Distribucion de la población », [En ligne].[https://geoportal.dane.gov.co/servicios/atlas-estadistico/src/Tomo_I_Demografico/2.2.--distribuci%C3%B3n-de-la-poblaci%C3%B3n.html (Consulté le 05/05/2025)]

Parmi iels, 1.693.816, sont considéré.e.s comme « Autorizados » c'est à dire « Quienes recibieron aprobación de su Permiso de Protección Temporal (PPT) en el marco del ETPV » et qui ont de ce fait terminé.e.s leur processus de régularisation au sein du Pays. Finalement, près de 294.850 seraient considéré.e.s en situation d'irrégularité c'est-à-dire « Quienes ingresaron o permanecen en el territorio nacional como ciudadanos extranjeros que no cumplen o han dejado de cumplir las condiciones de entrada, estancia o residencia establecidas en la normatividad migratoria colombiana »⁴⁹. On comptabilise, 908.531 migrant.e.s non régularisé.e.s en Colombie, ce qui pourrait par conséquent influencer les destinations où ces derniers s'établissent. On remarque notamment dans la carte ci-dessous, que la migration se disperse au niveau de la frontière colombo-vénézuélienne et autour des grandes villes de Colombie. Comme nous pouvons le voir dans la carte ci-dessous, les départements les plus fréquentés sont Bogotá D.C. (616.942), Antioquia (394.244) où se trouve la deuxième ville de Colombie - Medellín -, Norte de Santander (338.442) frontalière au Vénézuéla malgré la dangerosité du département dû au conflit armé, Atlántico (212.693) département de Barranquilla, et Valle del Cauca (202.761), département de Calí. Les départements de La Guajira, Cundinamarca et Santander regroupent plus de 100.000 migrant.e.s dû à leur proximité ou l'attrait des aires urbaines de proximité « lo que hace de estos siete (7)



departamentos, acompañados de Bogotá, los lugares en el territorio colombiano con mayor concentración de migrantes provenientes de Venezuela »⁵⁰.

⁴⁹ Migración MRE, « DISTRIBUCIÓN DE VENEZOLANAS(OS) », 2022, [En ligne]. [https://unidad-administrativa-especial-migracion-colombia.micolombiadigital.gov.co/sites/unidad-administrativa-especial-migracion-colombia/content/files/000608/30382_distribucion-venezolanos-2022-diciembre-version--2023.pdf] (Consulté le 15/05/2025)]

⁵⁰ *Ibid.*, p.11.

Répartition de la migration vénézuéliennes en Colombie par département où ces derniers ont l'intention de s'établir, 2022

Selon Lina Penagos, chercheuse spécialiste de l'économie souterraine, la consolidation de la paix et les perspectives de sécurité, la frontière colombo-vénézuélienne est reconnue comme l'une des frontières latinoaméricaines la plus dangereuse. Son article « Reconfigurations institutionnelles sur la frontière colombo-vénézuélienne, frontière de tous les trafics », démontre que cette zone est soumise à un grand manque de sécurité et que les droits humains n'y sont pas vraiment respectés. Cela est dû en partie à l'emplacement stratégique pour les conflits armés et les trafics en tout genre ce qui rend la zone particulièrement sensible. Les activités illégales font émerger une « économie souterraine » et de la violence impactant les habitants locaux impuissants, mais aussi un grand nombre de migrant.e.s vénézuélien.ne.s, cibles fréquentes de l'activité criminelle. Cela passe par l'extorsion, les micro-trafics, le trafic de faux papiers, le recrutement pour travailler dans des industries illégales, l'exploitation sexuelle et la prostitution auxquelles les femmes sont le plus exposées. Les migrant.e.s non régularisés « sont extrêmement vulnérables et craignent d'alerter les autorités colombiennes »⁵¹. Selon l'article « Migración y post acuerdo : desafíos del Estado colombiano » écrit par María Palacios Sanabria, Laly Peralta González, la Colombie a récemment mis en place des investissements en biens et services publics ruraux. Ils sont mis en place dans les régions frontalières au Vénézuéla comme dans le département de Arauca, Catatumbo, Sierra Nevada dans des zones où arrivent en parallèle de nombreux migrant.e.s. C'est l'effet recherché par le gouvernement pour attirer

⁵¹ Penagos Lina, « Reconfigurations institutionnelles sur la frontière colombo-vénézuélienne, frontière de tous les trafics », Caravelle, (n°122), « Les frontières en Amérique latine : constructions, déconstructions, mises à l'épreuve », 2024, p.49-64.

un grand nombre de migrant.e.s dans ces zones afin de tirer profit de ce phénomène et relancer l'économie.⁵² Le DANE affirme :

«Muy en sintonía con la tesis de este artículo, que el desafío es lograr una oferta de bienes y servicios públicos suficientes para obtener la incorporación al mercado laboral de jóvenes migrantes, que así puedan aportar al sistema económico del municipio. Esto en virtud de que el ingreso de personas inmigrantes podría afectar el mercado laboral de la sociedad de acogida, en los casos en los que este ingreso de personas no se encuentre regulado⁵³. »

Cela peut donc expliquer en partie la forte présence et les motivations des vénézuélien.ne.s à rester dans cette zone malgré sa dangerosité. En effet, la relance de l'économie dans ce secteur permet de créer de l'emploi, ce qui l'amène à devenir l'un des premiers motifs des migrant.e.s pour quitter leur pays natal.

De plus, une multitude d'ONG, mais aussi d'agences de l'ONU et d'associations sont présentes à la frontière pour pallier ce que l'ONU qualifie de « crise humanitaire majeure ». L'aide apportée à ces migrant.e.s (aide en nourriture, kits d'hygiène, soins de base) peut être l'une des raisons qui poussent les vénézuélien.ne.s à s'établir dans la région frontalière afin d'avoir un accès à leurs besoins fondamentaux, pas toujours acquis au Vénézuéla, ou sur le chemin migratoire⁵⁴. Le DANE reconnaît cependant la fragilité de ce plan d'intervention face aux dérives illégales dans cette région :

«Por su parte, también puede incidir en el incremento de la discriminación y la xenofobia fragmentando el tejido social. Por lo anterior, alcanzar la incorporación a la fuerza de trabajo de esta población e impulsar acciones de capacitación para los jóvenes implica un gran desafío⁵⁵. »

Comme le rappelle Théo Guidat, la présence des migrant.e.s dans ces villes, ou leurs alentours, s'explique par l'offre plus conséquente en terme « d'emplois, de structures d'accueil,

⁵² Palacios Sanabria María Teresa, Peralta González Laly Catalina, « Migración y posacuerdo: desafíos del Estado colombiano », *Migraciones internacionales*, (vol°14), 2023, p.13-18.

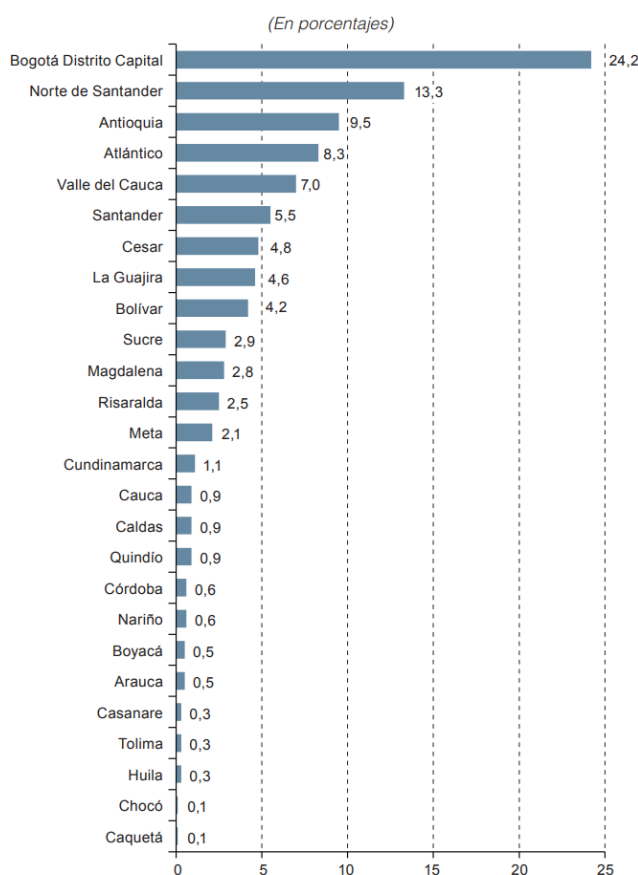
⁵³ *Ibid.*, p.15.

⁵⁴ Guidat, Théo, « Aux portes de l'exil, la Colombie face à la migration vénézuélienne », *le grand continent*, 2020, [En ligne]. [<https://legrandcontinent.eu/fr/2020/07/28/aux-portes-de-l'exil-la-colombie-face-a-la-migration-venezuelienne/> (Consulté le 05/05/2025)]

⁵⁵ Palacios Sanabria María Teresa, Peralta González Laly Catalina, *art. Cit.*

de services de
d'éducation,
en termes de
terminaux de
etc »⁵⁶.

Comme
voir dans l'article
généro: factores
de las mujeres
venezolanas en
femmes ont
diriger en
la Capitale
puis vers Norte
(13,3%),
Atlántico (8,3%),
(7%)⁵⁷.



santé et
d'opportunités
logements, des
transports,

nous pouvons les
« Migración y
de vulnerabilidad
migrantes
Colombia », les
tendances à se
premier lieu vers
Bogotá (24,2%),
de Santander
Antioquia (9,5%),
Valle del Cauca

Département où ont résidées les personnes migrantes Vénézuéliennes primo arrivantes, 2018

Cela reste sensiblement le même résultat que la globalité des migrant.e.s, qui se dirigent légèrement plus vers Bogotá et au Norte de Santander avant Atlántico. En excluant Norte de Santander, les migrantes priorisent en premier lieu les grandes villes puis vers les zones frontalières.

Depuis quelques années déjà, la Colombie cherche à régulariser un maximum de migrant.e.s vénézuélien.ne.s par tradition historique mais aussi après avoir compris que cela représentait un avantage économique certain pour le pays. C'est dans cette dynamique que s'inscrit aujourd'hui l'accueil de ces migrant.e.s à travers le pays.

⁵⁶ Guidat Théo, *art. Cit.*

⁵⁷ Sánchez Hidalgo Karen Viviana, *art. Cit.*, p.13.

2. La prise en charge des migrantes vénézuéliennes en Colombie et à Medellín

Lo estamos viendo (la migración venezolana hacia Colombia) como ventajas, eso no más, es un enfoque revolucionario, y ese, no permitir la estigmatización del venezolano que ha sido estigmatizado como la fuente de la delincuencia, no. Somos una patria histórica, la Gran Colombia, y en esa medida, somos hermanos, de sangre, de historia, y cuando Colombia tuvo dificultades, recibió Venezuela la migración colombiana. Ahora nos corresponde a nosotros, [...] abrir el sistema de derechos sociales universal realmente, para que tengan acceso a salud, educación, y condiciones laborales. Además, son 3 millones de fuerza laborales bastante maravillosa que recibe la economía colombiana de tal manera que lo estamos viendo con el criterio más positivo que se pueda, pero también reclamamos, solidaridad del planeta a la hora de las mayores migraciones del mundo y solidaridad⁵⁸.

Ambassadeur colombien en France, Hernando Alfonso Prada Gil

Comme l'indique Olga María Mutis O, Camilo José Ríos I, Laura María Montaña G, Vanessa Monroy R, il y a une différence entre les migrant.e.s de la période 2013-2019 et celles et ceux de la seconde vague de 2015-2019. La deuxième partie de la migration aurait plus d'avantages pour la société colombienne en termes de contribution à la productivité que la population non migrante avec un faible niveau éducatif ⁵⁹. De ce fait, la migration a un impact positif sur l'économie colombienne et représente donc une opportunité pour le pays. En 2022, l'OIM souligne que « Les migrants et réfugiés vénézuéliens en Colombie ont eu un impact économique de 529,1 millions de dollars pour le pays »⁶⁰. Il est important d'encadrer cette migration afin de garantir des droits à ces individus afin qu'ils puissent vivre décemment. La Colombie a de nombreux intérêts à mieux organiser la migration afin de pouvoir transformer ce phénomène en un facteur positif. Les plans et les structures d'accueil jouent donc des rôles

⁵⁸ IPEAT, Alfonso Prada S.E. (ambassadeur de Colombie en France), « Rencontre : « Où va la Colombie? » », 2025.

⁵⁹ Mutis O Olga María, Ríos I Camilo José, Montaña G Laura María et Al, « Crisis u oportunidad: impacto de la migración venezolana en la productividad colombiana », Desarrollo y sociedad, (n°89), 2021, p.13-56.

⁶⁰ OIM, « Les migrants et réfugiés vénézuéliens stimulent l'économie colombienne à hauteur de 529,1 millions de dollars », 2024, [En ligne].[\[https://www.iom.int/fr/news/les-migrants-et-refugies-venezueliens-stimulent-leconomie-colombienne-hauteur-de-5291-millions-de-dollars-selon-une-etude-de-loim\]](https://www.iom.int/fr/news/les-migrants-et-refugies-venezueliens-stimulent-leconomie-colombienne-hauteur-de-5291-millions-de-dollars-selon-une-etude-de-loim) (Consulté le 16/05/2025)]

cruciaux en agissant comme des organisateurs de la réception de cette vague migratoire cependant certaines problématiques restent à surmonter.

2.1 Le cadre légal Colombien en matière de prise en charge

«El artículo 13 de la Constitución Política (1991) consagra el derecho a la igualdad indicando que “el Estado protegerá especialmente a aquellas personas que, por su condición económica, física o mental, se encuentren en circunstancia de debilidad manifiesta y sancionará los abusos o maltratos que contra ellas se cometan. En virtud de este derecho constitucional”, el Estado colombiano tiene el deber de promover medidas que garanticen de forma real y efectiva las condiciones de igualdad, adoptando medidas a favor de los grupos o personas discriminados o marginados.⁶¹»

Selon Fajardo Farfán, July Samira, Palacio Puerta, María Adelaida, et Vásquez Grajales, Julián auteur.e.s du rapport «Los derechos de las personas migrantes y la gobernanza migratoria desde un enfoque de derechos», la constitution colombienne de 1991 donne les mêmes droits à ces compatriotes qu’à la population migrante⁶².

Depuis 2015, la loi colombienne a dû préciser sa réglementation en même temps qu’a progressé l’arrivée de ces migrant.e.s. Comme le souligne María Rocío Bedoya Bedoya dans son article « Migración venezolana hacia Colombia : respuestas del Estado (2015 -2019) » bien que l’État colombien ait déjà mis en place quelques lois avant 2015, c’est lors de cette arrivée massive que le gouvernement instaure une liste de normes et politiques publiques afin de gérer au mieux le flux. C’est le cas par exemple, de la loi 1565 de 2012, qui cherchait à faire respecter les droits humains des déportés colombien.ne.s après que Nicolás Maduro ait déclaré l’état d’urgence et fermé la frontière⁶³. C’est à partir de cette année que la Colombie commence à recevoir le flux migratoire et de cela découlent de nombreuses lois avec un tournant en 2021.

Dans un premier temps, le ministère des relations extérieures publie un décret - 1067- en mai 2015 afin d’unifier et de réglementer la migration en Colombie. Un décret en Colombie est considéré comme « textos normativos, con fuerza material de ley, dictados con base en una

⁶¹ Fajardo Farfán, July Samira, Palacio Puerta, María Adelaida, Vásquez Grajales, Julián, « Los derechos de las personas migrantes y la gobernanza migratoria desde un enfoque de derechos », OIM, 2021, [En ligne]. [<https://repository.iom.int/handle/20.500.11788/2328>] (Consulté le 16/05/2025)]

⁶² *Ibid.*, p.90.

⁶³ Bedoya Bedoya María Rocío, « Migración venezolana hacia Colombia: respuestas del Estado (2015 - 2019) », Revista internacional de cooperación & desarrollo, (vol.7), (n°2), 2020, p.9-28.

ley de facultades extraordinarias, de acuerdo con lo previsto en el numeral 10 del artículo 150 de la Constitución »⁶⁴. Le décret 1067 permet de clarifier les conditions d'entrée et de sortie sur le sol colombien, d'officialiser le type de visa (tourisme, travail, étudiant...) et enfin les responsabilités des services migratoires comme Migración Colombia. Il reconnaît, entre autres, que la « Migración Colombia » représente une entité ayant autorité sur le contrôle migratoire au sein de l'État colombien selon les lois et les politiques en vigueur.⁶⁵

Comme nous l'explique Laura Maria Rojas Morales, entre 2015 et 2017, le président Juan Manuel Santos et son gouvernement se sont d'abord focalisés sur l'aide humanitaire ou encore le PEP. Ces mesures ont été pensées sur le court terme, cependant, elles ont permis aux migrant.e.s d'accéder à un statut régulier dans le pays pendant deux ans. De 2018 à 2021, une seconde initiative est prise à moyen terme afin de permettre aux déplacés vénézuélien.ne.s d'accéder à plusieurs droits cruciaux comme les services sociaux incluant « la santé, l'éducation, la prise en charge des enfants et les possibilités d'emploi »⁶⁶. C'est grâce aux initiatives du PNUD, en collaboration avec l'État colombien, qu'ils ont pu distinguer les actions et les obstacles à rectifier afin de permettre aux vénézuélien.ne.s d'accéder plus facilement au travail⁶⁷.

C'est avec la mise en place du PEP, en juillet 2017, reconnu comme « geste humanitaire le plus important depuis des décennies » qui selon Ana María Ibáñez, María Adelaida Ortega, Sandra Rozo, Marisol Rodríguez, Andrés Moya dans l'article « El Impacto de Permisos Temporales de Trabajo y Residencia para Inmigrantes en Colombia », qu'un effet positif a été constaté notamment sur l'emploi, le bien-être et la résilience des migrant.e.s en les sortant d'une extrême vulnérabilité dans leur pays d'adoption⁶⁸. Pour pouvoir accéder à celui-ci, les critères étaient assez restreints comme être entré légalement muni d'un passeport valide en Colombie, ce qui réduit considérablement le nombre de candidats. Néanmoins, iels ne pouvaient pas obtenir le permis s'ils avaient des antécédents judiciaires ou n'étaient pas encore présents sur le sol

⁶⁴Urrego-Ortiz Franky, Quinche-Ramírez Manuel Fernando, « LOS DECRETOS EN EL SISTEMA NORMATIVO COLOMBIANO », Universidad Javeriana, 2008, p.57.

⁶⁵ Ministerio de relaciones exteriores, « Decreto 1067 de 2015 », 2015, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Normograma/docs/decreto_1067_2015.htm] (Consulté le 16/05/2025)]

⁶⁶Rojas Morales Laura Maria, « Statut de protection temporaire de dix ans accordé par la Colombie aux migrants et réfugiés vénézuéliens », 2023, [En ligne]. [<https://www.sdg16.plus/fr/policies/statut-de-protection-temporaire-pour-les-migrants-venezueliens-colombie/#policy-reference-15>] (Consulté le 16/05/2025)]

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Ibáñez Ana María, Adelaida Ortega María, Rozo Sandra, Rodríguez Marisol, et Al, « El Impacto de Permisos Temporales de Trabajo y Residencia para Inmigrantes en Colombia », Innovations for poverty action, 2022.

colombien au moment de la publication du décret 1288 de juillet 2018 et ne pas avoir de mesure d'expulsion ou de déportation en cours⁶⁹.

Il faudra attendre août 2021 et la loi 2136 « La política integral migratoria del estado Colombiana », pour que la migration soit réellement encadrée au niveau législatif. Cette loi dispose les principes fondateurs et dicte la marche à suivre en ce qui concerne la migration au sein du pays. Elle a pour objectif de mettre en place une migration sûre, ordonnée et régulière ; promouvoir l'intégration socio-économique ; fortifier et créer des alliances nationales et internationales ; développer le système permettant de mieux connaître les flux migratoires en temps réel ; faciliter la participation des migrant.e.s à la société ; protéger les droits humains ; mettre en place des actions pour protéger les femmes migrantes ou personnes vulnérables⁷⁰. Le même jour, le congrès adopte la loi 2125, aussi appelée « Creo en tí », ayant pour but de faciliter l'accès aux financements et la formation pour des femmes en situation de vulnérabilité (comme les femmes migrantes) qui chercheraient à se lancer dans l'entrepreneuriat⁷¹. La loi 2136 est légèrement précédée par le décret 216 de mars 2021 pour assister à la création de l'Estatuto Temporal de Protección para migrantes Venezolanos - EPTV - qui est :

«es un mecanismo jurídico de protección temporal para las personas refugiadas y migrantes venezolanas en Colombia que buscan permanecer, complementario al régimen de protección internacional de refugiados y que permite llenar los vacíos existentes en este régimen, con base en la realidad de los movimientos mixtos de población y la capacidad de respuesta que tiene el país en materia institucional, social y económica.⁷²»

Ce décret est très important puisqu'il permet notamment de régulariser les migrant.e.s en situation irrégulière, ce qui n'était pas possible avec le PEP ainsi que celles et ceux ayant d'autres documents en vigueur comme le PIP, PTP, PEP, PEP-FF... Avec cette mesure, l'État colombien cherche à limiter les migrant.e.s en situation irrégulière, à leur garantir des droits fondamentaux, l'accès aux services de santé avec l'affiliation à l'EPS, au système de retraite,

⁶⁹ Función Pública, « Decreto 1288 de 2018 », Departamento Administrativo de la Función Pública, 2018, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=87780> (Consulté le 16/05/2025)]

⁷⁰ Función pública, « Ley 2136 de 2021 », Congreso de la República, 2021, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=168067> (Consulté le 16/05/2025)]

⁷¹ Función pública, « 2125 de 2021 », Congreso de la República, 2021, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=168050> (Consulté le 16/05/2025)]

⁷² UNHCR, ACNUR, « Regularización para personas venezolanas », s.d., [En ligne]. [<https://help.unhcr.org/colombia/regularizacion-para-personas-venezolanas/> (Consulté le 16/05/2025)]

d'éducation, du secteur bancaire (ouvrir un compte en banque). Elle tend aussi à protéger les enfants plus vulnérables, leur permettre de sortir du pays et revenir avant les 180 jours de délai maximum, l'égalité et la possibilité de travailler et de faire valider les diplômes devant le ministère de l'éducation, etc⁷³... Nous pouvons voir une amélioration de la protection législative de ces migrant.e.s au fur et à mesure des années. En 2024, le ministère des relations extérieures a adopté le décret 1209 de 2024 et crée le PEP-TUTOR permettant de résoudre une situation plus particulière, celle des adultes vénézuélien.ne.s responsables de mineurs, enfants ou adolescents en Colombie. Cela permet de faciliter la réunification familiale⁷⁴.

Nous voyons bien la volonté de l'État colombien depuis plusieurs années à mettre en place des politiques publiques et d'instaurer de nombreux plans et marche à suivre en matière d'immigration.

2.2 Réponses structurelles et dispositifs d'accueil des migrant.e.s

La Colombie, premier pays d'accueil de migrant.e.s vénézuélien.ne.s, a mis en place un certain nombre de lois en faveur de l'immigration. En outre, elle a laissé les ONG entrer dans le pays afin de collaborer sur de nombreux aspects de cette migration. Cependant, le pays réclame aussi plus d'aide et une meilleure coordination régionale afin de recevoir les migrant.e.s et réfugié.e.s auprès de l'OEA en mai 2019. L'État demande « un esfuerzo en la coordinación de políticas » afin de maintenir la politique de « bras ouverts », offrir aux migrant.e.s une attention sanitaire et faire face aux groupes criminels qui compliquent les situations des migrant.e.s⁷⁵.

D'après l'article « El rol de las organizaciones no gubernamentales en la respuesta a la migración venezolana en Colombia » de Juan Fernando Pineda Arboleda, avant 2020, l'État colombien n'avait pas de précédent face à la réception massive de cette migration et n'avait pas les ressources nécessaires pour donner une aide humanitaire complète aux réfugié.e.s. De plus, en octobre 2021, 18,7% seulement des migrant.e.s étaient en situation régulière ce qui les rendaient aussi plus vulnérables et exposés à des conditions de vies préoccupantes⁷⁶. Selon l'OIT, c'est à partir de la création de l'EPTV, valable 10 ans que la régularisation d'un plus grand nombre

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Cancillería, « Decreto 1209 de 2024 », Ministerio de las relaciones exteriores, 2024, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/normograma/compilacion/docs/decreto_1209_2024.htm] (Consulté le 18/05/2025)]

⁷⁵ El comercio, « Colombia reclama ante la OEA más ayuda para atender a migrantes venezolanos », 2019, [En ligne]. [<https://www.elcomercio.com/actualidad/mundo/colombia-oea-ayuda-migrantes-venezuela.html>] (Consulté le 18/05/2025)]

⁷⁶ Pineda Arboleda Juan Fernando, « El rol de las organizaciones no gubernamentales en la respuesta a la migración venezolana en Colombia », Desafíos, (vol.35), (n°spécial), 2023, p.1-32.

de réfugiés fut possible, leur donnant ainsi la possibilité d'accéder à de nombreux services et de ce fait d'améliorer leurs droits et condition de vie⁷⁷. D'autre part, l'État a donné plus de responsabilités aux entités territoriales afin qu'elles aient une certaine autonomie économique et en matière d'action concernant la migration⁷⁸. Le plan de développement de l'OIM – PFGM – a pour objectif d'encourager l'État à mettre en place un suivi des politiques entrées en vigueur :

«El propósito principal es territorializar los instrumentos internacionales del Sistema de Naciones Unidas relativos a la migración, especialmente, el Pacto Mundial para la Migración Segura, Ordenada y Regular y el Marco de Gobernanza sobre la Migración (MIGOF) ⁷⁹»

En 2018, le registre RAMV a été réalisé sur une période de 2 mois (d'avril à juin) afin d'avoir une meilleure connaissance sur la migration vénézuélienne en Colombie et de faciliter la mise en place de plans mais aussi d'actions politiques en leur faveur. Elle s'adresse exclusivement aux migrant.e.s né.e.s au Vénézuéla et est gratuite et confidentielle. Nous pouvons voir sur le site RAMV, qu'il est précisé dans un premier temps, que les informations collectées sont strictement confidentielles et ne peuvent en aucun cas donner suite à des amendes, déportations, expulsions... Cela démontre la volonté de l'État de connaître au mieux les situations migratoires afin de pouvoir en tirer des bénéfices. Par ailleurs, ils précisent bien sur les formulaires du RAMV, qu'aucune poursuite ne pourra avoir lieu, y compris des personnes en situation d'irrégularité. En effet, certain.e.s aurait pu craindre des représailles et ne pas remplir les informations permettant de faire état du phénomène de façon plus impartiale⁸⁰.

Aussi, nous pouvons voir que l'État met en place des rapports annuels par différents organismes gouvernementaux comme la Vicepresidencia, M3, l'ONM, le DNP, SIVIGILA, MRE, DANE entre autres, qui travaillent au bon déroulement et à l'information sur la migration. Ce rôle est très important afin de pouvoir cerner les failles et les besoins des migrant.e.s et ainsi, transformer le phénomène migratoire en un moteur socio-économique. C'est grâce à ces informations collectées que l'on peut observer les besoins spécifiques aux femmes migrantes et les défis supplémentaires qu'elles rencontrent. C'est dans cette dynamique que le ministère de

⁷⁷ OIT, « MUJERES REFUGIADAS Y MIGRANTES DE VENEZUELA EN COLOMBIA: ¿quiénes son y qué barreras enfrentan para su integración socioeconómica? », 2024, p.33.

⁷⁸ Pineda Arboleda Juan Fernando, *op. Cit.*

⁷⁹ OIM ONU Migración Colombia, Política pública migratoria, s.d, [En ligne]. [<https://colombia.iom.int/es/politica-publica-migratoria>] (Consulté le 19/05/2025)]

⁸⁰ Gobierno de Colombia, FENALPER, NGRD et al, «ABC del RAMV», 2018, [En ligne]. [<https://portal.gestiondelriesgo.gov.co/RAMV/SitePages/inicio.aspx>] (Consulté le 18/05/2025)]

l'égalité et de l'équité a été créé en 2023, sous le gouvernement de Gustavo Petro, et en collaboration avec le ministre des relations extérieures et de la migration⁸¹.

Les plans mis en place par l'État sont globalement affiliés aux ONG avec une relation de « Coordinacion y complementariedad ». Dans l'article de Juan Fernando Pineda Arboleda, un représentant d'une ONG affirme que l'État possède un rôle de garant des lois de la constitution, mais la Colombie n'ayant pas prévu un tel phénomène, s'est laissé d'abord submerger par l'ampleur de la migration. Le rôle des organisations internationales serait donc de prêter main forte et d'apporter une réponse humanitaire directe et rapide. Les organisations ne rendent pas toujours de compte à l'État quant à leurs activités, puisqu'elles considèrent que ce dernier est dépassé par les événements. Cependant, des dialogues sont établis et l'État est chaperonné par de grandes ONG qui travaillent en collaboration avec ce dernier tels que ACNUR, la Agencia de los Estados Unidos para el desarrollo internacional, le Bureau of population, Refugee... Les ONG jouent donc un rôle de répartition vers les bonnes structures et vers les dispositifs gouvernementaux comme l'EPTV par exemple, et permettent de couvrir les dynamiques auxquelles il ne peut pas répondre. Les ONG réclament une plus grande implication de la Colombie pour accompagner le pays dans cette démarche, grâce à un soutien mutuel mais pas interdépendant⁸².

Il est important de souligner les programmes mis en place par les ONG, notamment pour les femmes qui sont plus discriminées au sein de cette migration. La plateforme R4V (dirigée par l'ACNUR et l'OIM) permet, par exemple, de coordonner plusieurs agences depuis 2018, ce qui permet notamment de mieux organiser les secteurs d'actions. Ils ont mis en place depuis plusieurs années des plans à destination des vénézuélien.ne.s, dont le dernier en date s'intitule « RMRP 2025-2026 ». Ils coordonnent un grand nombre d'acteurs en Amérique latine, comme les gouvernements, 230 organisations, les communautés d'accueil et les réfugié.e.s et migrant.e.s eux-mêmes⁸³. On retrouve plusieurs points importants à traiter au sein du plan RMRP 2025-26 comme le PEAS qui cherche à sensibiliser les migrant.e.s sur leurs droits et sur les démarches pour déposer plainte. RMRP tend à proposer la présence d'un plus grand nombre d'acteurs humanitaires pour prévenir ces abus, faire une évaluation des risques et améliorer

⁸¹ Cancillería, « Políticas y asuntos migratorios », 2024, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/politica_asuntos_migratorios] (Consulté le 19/05/2025)]

⁸² Pineda Arboleda Juan Fernando, *art. Cit.*, p.24-25.

⁸³ RW, RMRP « 2025-2026: Regional Refugee and Migrant Response Plan (RMRP) », 2024, [En ligne]. [<https://reliefweb.int/report/colombia/rmrp-2025-2026-regional-refugee-and-migrant-response-plan-rmrp>] (Consulté le 19/05/2025)]

l'aide aux victimes⁸⁴. On retrouve d'autres initiatives des ONG pour les femmes comme l'ONU « Mujeres » qui vise à informer et à récolter des données sur les filles et les femmes migrantes, mettre en place des plans locaux contre les VBG, l'exploitation sexuelle et faire de la sensibilisation⁸⁵. Le plan « Mujeres echando raíces » financé par l'AFD, cherche à mieux intégrer les femmes migrantes au niveau socio-économique notamment⁸⁶. Compte tenu des circonstances actuelles aux États-Unis, l'agence ONU pour les réfugié.e.s – ACNUR – a récemment (avril 2025) dû suspendre et/ou réduire certains financements ce qui entraîne une conséquence directe sur l'aide humanitaire dispensée aux migrant.e.s arrivé.e.s en Colombie ou les déplacé.e.s internes⁸⁷.

Certaines initiatives comme « l'agence MUJ » mises en place par la mairie de Bogotá, ont été initiées afin de recevoir des appels d'urgence des femmes victimes de violences multiples. Le secrétariat est composé de professionnels (psychologues, travailleurs sociaux) permettant via la ligne 123 ou via WhatsApp d'accompagner les femmes au téléphone et éventuellement les mettre en relation avec d'autres agences pour engager des actions psycho-juridiques⁸⁸. Cela permet aussi aux autorités de comprendre les différents types de violence. Les professionnels peuvent ainsi cerner et identifier les contextes dans lesquels se produisent celles-ci, leur fréquence et éventuellement les cas de récidive.

De nombreux plans, et programmes d'accueil sont donc instaurés pour les migrant.e.s et femmes qui sont particulièrement exposées à des facteurs multiples comme les violences sexuelles, des responsabilités parentales supplémentaires, des discriminations en tout genre etc... L'État et des ONG locales, nationales et internationales se relaient, afin de couvrir plus largement les besoins des réfugié.e.s et migrant.e.s. À terme, les organisations cherchent à ce que la Colombie puisse assumer ce phénomène sans leur intervention. De son côté, cette dernière réclame la solidarité internationale et régionale ainsi que la reconnaissance de ce « geste humanitaire ».

⁸⁴ R4V, « RMRP 2025-2026 Plan de respuesta para refugiados y migrantes », 2024, p.42-43.

⁸⁵ ONU Mujeres, « Garantizando servicios públicos para las mujeres migrantes venezolanas », 2019, [En ligne]. [<https://www.unwomen.org/es/news/stories/2019/7/feature-ensuring-public-services-for-venezuelan-migrant-women>] (Consulté le 19/05/2025)]

⁸⁶ Expertise France groupe AFD, *Ibid*.

⁸⁷ Swissinfo, « ACNUR suspende y reduce programas de asistencia en Colombia debido a la falta de fondos », 2025, [En ligne]. [<https://www.swissinfo.ch/spa/acnur-suspende-y-reduce-programas-de-asistencia-en-colombia-debido-a-la-falta-de-fondos/89215808>] (Consulté le 19/05/2025)]

⁸⁸ Bogotá, « ¿Dónde llamar por un caso de violencia contra las mujeres?, Te contamos », 2024, [En ligne]. [<https://bogota.gov.co/mi-ciudad/mujer/linea-de-emergencia-123-para-atender-casos-de-violencia-contra-mujeres>] (Consulté le 21/05/2025)]

2.3 Medellín, « Ville Solidaire » et pôle d'attraction migratoire

Selon le rapport rédigé par la mairie de Medellín avec le soutien de l'ACNUR, intitulé « La protection et l'intégration des personnes réfugiées au niveau local », la « ville solidaire » a instauré quelques spécificités institutionnelles afin de structurer l'accueil des migrant.e.s. Historiquement, la ville a souvent accueilli des populations vulnérables comme les déplacé.e.s internes (victimes du conflit armé) en se plaçant comme la seconde ville de réception après Bogotá. Ces antécédents représentent depuis lors autant de défis tels qu'adapter les services publics, garantir les droits fondamentaux, offrir des opportunités d'emploi et assurer la cohésion sociale. Cependant, les déplacements internes et les migrations représentent également une opportunité et des avantages pour la métropole. La ville s'est depuis ce moment engagée dans la protection et le bien-être des réfugié.e.s et migrant.e.s à travers la mise en place de politiques publiques⁸⁹, des programmes d'intégration et des alliances avec les organisations nationales et internationales, ce qui en fait une ville particulièrement attractive.

Lors du processus de formulation de la loi 2136 de 2021, 5 axes de vulnérabilité ont été identifiés à Medellín, à cette période à savoir, « une attention humanitaire encore insuffisante, des barrières socio-économiques persistantes, des violences spécifiques envers les populations réfugiées et migrantes (notamment sexuelles et basées sur le genre). On remarque que les défis de Medellín suivent la tendance nationale, cependant, les acteurs locaux travaillent concrètement à l'amélioration des conditions en s'engageant au niveau du cadre légal et en fixant des objectifs à atteindre pour le bien commun. Le rapport recense les bonnes pratiques effectuées à Medellín comme l'aide au logement (jusqu'à 3 mois pour les familles en situation de vulnérabilité extrême), le module migrants de la ligne 123 social (informations, orientation, auberges temporaires et transport humanitaire...), le Centro Intégrate (dont nous reparlerons plus tard), la formation à l'entrepreneuriat (Ruta del Emprendimiento), et l'école pour l'inclusion (formation professionnelle et accès à l'emploi pour les populations historiquement exclues)⁹⁰.

Malgré la bonne volonté notable de la municipalité et de la région, les directives innovantes mises en place ces dernières années sont fragiles puisqu'elles sont soumises aux changements politiques dans un contexte changeant. C'est le cas par exemple du Centro

⁸⁹ «El Distrito de Medellín adhiere en marzo del 2023 a la campaña global de ACNUR #ConLosRefugiados, reconociendo su rol en la creación de comunidades inclusivas y la promoción de la esperanza e integración de la población refugiada, migrante y desplazada, quienes dejan casi todo atrás en la búsqueda de protección y seguridad, manteniendo sus esperanzas y sueños para el futuro y la capacidad de contribuir al desarrollo y bienestar de sus familias y comunidades.» Alignedement de la ville de Medellín pour se rapprocher de la loi 2136 de 2021 (PIM)

ACNUR, Alcaldía de Medellín, *op. Cit.*

⁹⁰ *Ibid.*

Intégrate qui a depuis fermé ses portes avec le changement de gouvernement. Cela place les institutions et les bénéficiaires dans une posture de vulnérabilité et ne permet pas encore d'assurer un réseau de partenaires publics stable. Par ailleurs, plusieurs organisations se maintiennent depuis plusieurs années et font toujours partie du panorama des acteurs pour les réfugié.e.s comme j'ai pu le constater au cours de mon stage et comme nous allons le voir en partie II.

Partie II – Compréhension du milieu professionnel :

1. Présentation de Colvenz

1.1 Présentation de la structure d'accueil

La Colonia venezolana en Colombia (COLVENZ) est une ONG à but non lucratif de caractère privé. Fondée en octobre 2017, elle œuvre notamment auprès des migrants vénézuélien.ne.s résidant en Colombie dans la région d'Antioquia. Contrairement à d'autres organisations, COLVENZ opère particulièrement dans les villes en périphérie de la métropole de Medellín et notamment à San Antonio de Prado puis parfois à Itagüí, Bello, Rionegro et Envigado. Elle a pour principale vocation de permettre l'intégration socio-économique et culturelle de ces derniers⁹¹. Pour ce faire, l'ONG promeut et met en place divers programmes, services et actions qui permettent de faciliter l'intégration à long terme des migrant.e.s et retournades⁹². Au sein de cette organisation travaillent 17 personnes, toutes bénévoles, regroupant des migrant.e.s vénézuélien.ne.s, des retournades et des colombien.ne.s.

Depuis 2017, COLVENZ intervient en collaboration avec de nombreuses entités privées et publiques afin de renforcer son action. L'un des principaux alliés depuis sa création est la mairie de Medellín qui s'est toujours portée volontaire dans l'accompagnement de la population migrante. C'est aussi le cas de l'ACNUR, la Croix-Rouge (seulement durant un temps), l'entreprise Conexiones Creativas (locale), la gobernación de la région d'Antioquia ou encore le centro intégrate (initialement issu d'un projet avec USAID puis repris par la mairie de Medellín). De nombreux autres acteurs locaux collaborent avec ces dernier.ère.s, ce qui lui confère aussi une grande légitimité dans la région.

COLVENZ fait également partie depuis sa création en 2019 de la Coalición por Venezuela. Cette coalition est un réseau d'organisations de la société civile vénézuélienne (la plus grande au niveau mondial) sans but lucratif et non partisane. Elle a été co-crée par COLVENZ à Medellín dans l'objectif de «promover los derechos humanos, la integración y la protección de personas en movilidad humana y sus comunidades de acogida»⁹³. Aujourd'hui, Coalición por Venezuela réunit de nombreuses organisations au niveau régional depuis les États-Unis jusqu'en Argentine. La coalition réalise ses propres projets et renforce les capacités de ses organisations en leur versant des fonds ou du matériel (ordinateurs, caméras...).

⁹¹ COLVENZ, « Nosotros », s.d, [en ligne]. [<https://colvenz.org/nosotros/> (consulté le 05/05/2026)]

⁹³ Coalición por Venezuela, « Sobre nosotros », 2024, [en ligne]. [<https://coalicionporvenezuela.org/quienes-somos/> (consulté le 07/05/2026)]

1.2 Historique et évolution

COLVENZ est issue de plusieurs tentatives de création d'une organisation à destination des migrant.e.s vénézuélien.ne.s. L'idée apparaît en 2014 à Medellín, portée par des mouvements collectifs dénonçant le contexte de répression au Vénézuéla. Ces mobilisations ont été organisées par l'actuel directeur de COLVENZ, Arles Pereda Yepes, ainsi que d'autres militant.e.s, à partir d'un groupe Facebook (qui n'existe plus aujourd'hui) qui leur a permis de réunir de nombreux vénézuélien.ne.s, retornades, et colombien.ne.s. Par ailleurs, à cette époque, les premiers migrant.e.s déjà sur place appartenaient plutôt à la vague d'« entrepreneur.e.s » (comme expliqué plus tôt), et par conséquent il n'existait encore aucune aide spécifique aux migrant.e.s, ce qui avait donné lieu aux revendications militant.e.s.

C'est dans ce contexte qu'a émergé la volonté de tenir des réunions, et ainsi, de fonder une organisation qui a précédé COLVENZ. Cette première organisation n'a pas pu aboutir en raison de plusieurs freins et difficultés d'organisation. D'abord, cette première organisation était centrée autour du sport (notamment le baseball très populaire au Vénézuéla). Selon le directeur, à cette époque cela a été bénéfique et a permis aux migrant.e.s de se déconnecter de la réalité le temps de l'entraînement et de se dépenser, or, les vagues de migration se sont intensifiées et les priorités ont dû être revues. Ensuite, à la création de COLVENZ en 2017 (pendant l'intensification de la migration), de nombreux migrant.e.s ne possédaient qu'une carte d'identité vénézuélienne, ce qui a suscité un débat au sein du groupe, à savoir : les membres doivent-ils être en situation régulière ? Quelques mois plus tard, le phénomène des « caminantes » a débuté, ce qui a conduit les membres de l'ONG à se structurer pour répondre à l'urgence humanitaire en imposant une situation régulière à ses adhérent.e.s.

COLVENZ naît alors d'un manque de dispositif destiné à accueillir la diaspora vénézuélienne ainsi que les retornades, mais également d'une volonté citoyenne. En effet, depuis un peu plus de 10 ans, les membres de COLVENZ sont impliqué.e.s au sein de l'ONG de façon totalement bénévole sur leur temps libre en parallèle de leurs emplois respectifs. Comme me l'ont indiqué plusieurs membres de l'équipe, ce qui entretient la dynamique de COLVENZ est le sentiment collectif d'aider leurs compatriotes, ce qui représente pour eux l'une des plus grandes forces de l'organisation depuis tant d'années.

Lors des débuts de l'ONG, la seule institution présente sur place était l'ACNUR ; cependant, ces derniers n'étaient pas encore présents sur le terrain. Le rôle de COLVENZ a été d'accompagner les différentes instances gouvernementales à mettre en place de nombreuses mesures nécessaires. Cela a été le cas notamment pour la mairie de Medellín, qui malgré sa

bonne volonté ne savait pas comment recevoir ces migrant.e.s et n'avait que la possibilité de les accueillir comme des déplacé.e.s internes⁹⁴. Cependant, l'ambiguïté du statut des vénézuélien.ne.s, n'a pas permis de leur tendre la main à ce moment-là, et a donc limité leur accès à l'emploi, au logement, à la santé, etc. Les membres de COLVENZ ont alors été les premiers au niveau national à rédiger une lettre à l'attention du « Consejo de Medellín » (dans l'objectif qu'elle arrive au Congrès et au Sénat colombien), afin de réclamer un processus de régularisation de ces migrant.e.s. Cette lettre visait à obtenir un document « type visa » basé sur le modèle péruvien, qui avait déjà mis ce dispositif en place. Par la suite, le groupe politique « Centro democrático », a présenté le projet au Sénat, puis, a été adopté, ce qui a par la suite donné lieu au PPT facilitant ainsi le travail des organisations comme COLVENZ et la régularisation de millions de personnes.

Durant la pandémie de la COVID-19 en 2020, l'ONG a également dû s'adapter à cette épreuve inédite. À ce moment-là, COLVENZ venait de remporter deux appels d'offres financés par la France et les États-Unis, et a vu ces programmes suspendus et annulés. L'urgence sociale s'est rapidement fait sentir puisque de nombreux.ses migrant.e.s étaient déjà à la rue ou s'y sont retrouvé.e.s, faute de moyen pour payer leur loyer durant le confinement. COLVENZ a alors plaidé auprès de la mairie pour que des mesures soient prises. Celle-ci a finalement mis en place des bus vers le Vénézuéla, en proposant un retour volontaire, après que le gouvernement de Nicolás Maduro a déclaré accepter de les recevoir. Durant la pandémie, les citoyen.ne.s colombien.ne.s ont été prioritaires, tant en ce qui concerne l'aide apportée que l'accès aux vaccins, ce qui a eu pour effet d'aggraver les conditions de vulnérabilité des migrant.e.s. L'une des autres difficultés de cette période a été l'accompagnement des personnes malades. L'une d'elles est décédée de la COVID-19 dans des conditions déplorables après qu'on lui ait refusé l'admission à l'hôpital, ce qui a profondément bouleversé l'équipe de COLVENZ. Par la suite, cela les a poussé.e.s à laisser temporairement de côté certaines missions pour se concentrer sur l'aide d'urgence, la prévention et l'accompagnement sanitaire tout en respectant les restrictions imposées par l'État.

1.3 Les missions de COLVENZ

Au cours de ces dix dernières années, la migration vénézuélienne a considérablement évolué comme évoqué précédemment, ce qui a amené les membres de COLVENZ à faire évoluer les différentes missions de l'ONG. Cela permet en effet de s'adapter aux besoins réels des populations migrantes afin d'y répondre le plus précisément possible.

⁹⁴ Référence aux déplacé.e.s internes colombien.ne.s, victimes du conflit armé.

1.3.1 La régularisation :

Aujourd'hui, l'une des missions les plus déterminantes est encore la régularisation des migrant.e.s et retournades. Bien que la Colombie soit un pays permettant une régularisation simplifiée, la désinformation et les démarches, entre autres, restent un enjeu de taille. Avoir un document d'identité en règle en Colombie est extrêmement important puisqu'il permet l'accès à tous les services publics et réglemente l'aide apportée par la majorité des organisations, ainsi que l'accès à l'emploi formel, à la santé, parfois au logement. L'une des priorités de COLVENZ, en alignement avec le gouvernement, est donc de permettre une régularisation de ces personnes. Pour ce faire, l'organisation agit comme relais afin de diffuser l'information, mais intervient également dans la gestion des procédures administratives en matière de régularisation. L'ONG oriente spécifiquement les demandeurs (PPT notamment), concernant les documents à fournir, les différents rendez-vous à prendre, les délais approximatifs, etc, ce qui facilite considérablement la compréhension du processus et son efficacité. Concernant la diffusion d'information, l'un des principaux objectifs est d'informer les vénézuélien.ne.s dont un membre de la famille, est, ou, a été colombien.ne, qu'ils peuvent prétendre à la nationalité et être considéré.e.s comme retournades (de 1^{ère}, 2^{ème}, ou 3^{ème} génération). Ces informations sont aussi diffusées lors des « jornadas », notamment grâce à l'avocate travaillant comme bénévole pour COLVENZ. La coalition diffuse également des actualisations concernant le thème réglementaire, permettant une meilleure vulgarisation et compréhension des changements apportés par le gouvernement.

1.3.2 Médiation pour l'insertion professionnelle :

Le deuxième point important dont s'occupe l'ONG est l'accès à l'emploi et l'obtention d'équivalence des diplômes obtenus au Vénézuéla. Là encore, l'employabilité des migrant.e.s représente un réel défi compte tenu de la xénophobie à leur égard. Les vénézuélien.ne.s sont souvent stigmatisé.e.s et discriminé.e.s dans l'accès à l'emploi, ou relégué.e.s à des emplois subalternes alors même qu'ils sont majoritairement plus diplômé.e.s que les Colombien.ne.s. Afin de permettre une meilleure intégration professionnelle de ces derniers, COLVENZ assume la fonction de porte-parole de ces derniers afin de promouvoir les bénéfices à employer des vénézuélien.ne.s. Elle propose ensuite des offres d'emploi sur le site internet, facilitant ainsi l'accès au marché du travail formel et permettant une meilleure autonomie financière de cette population. C'est dans cette même dynamique que l'organisation relaie ou organise des journées de l'emploi où sont réunies de nombreuses entreprises à la recherche d'employé.e.s, tout en assurant la promotion de l'entrepreneuriat. COLVENZ encourage le développement économique grâce à des programmes d'entrepreneuriat qui favorisent la génération de revenus comme

moyen d'intégration socio-économique et d'épanouissement personnel grâce à un emploi valorisant.

1.3.3 La santé :

COLVENZ relaie également la possibilité de s'affilier au système de santé gratuit (programme de la gobernación de Antioquia) pour accéder au régime de « subsidiado ⁹⁵ ». Cela concerne les migrant.e.s vivant dans l'un des « municipios » d'Antioquia sans capacité financière. Par ailleurs, l'organisation explique comment être affilié.e à l'EPS⁹⁶ (système national) notamment lors des activités qu'elle organise afin que ces dernier.ère.s puissent accéder à leurs droits.

1.3.4 Promotion de l'intégration sportive et culturelle :

Enfin, COLVENZ étend ses fonctions aux domaines sportifs et culturels en impulsant l'intégration sociale par ce biais. Initialement créée pour cette fonction, COLVENZ a continué de promouvoir le sport au sein du « Club deportivo COLVENZ » qui a pu participer à des événements tel que le festival de Football babyfoot Colanta. Par ailleurs, la coalition organise des événements culturels comme le « Festival de la venezonalidad », afin de promouvoir l'intégration culturelle à mi-chemin entre les traditions colombo-vénézuéliennes. Ces activités permettent de renforcer la cohésion sociale en utilisant le sport et la culture comme outils d'inclusion. Cela permet aussi de renforcer les liens d'amitié entre les vénézuélien.ne.s et colombien.ne.s qui cohabitent aujourd'hui au sein des mêmes communautés.

1.3.5 Gestion de projet et consolidation du réseau :

Finalement, COLVENZ propose de chercher des fonds afin de créer et mettre en place des projets, actions, services et programmes pour améliorer la qualité de vie des colombien.ne.s et vénézuélien.ne.s. Pour ce faire, l'organisation répond à des appels d'offres de différents niveaux (locaux, nationaux, régionaux et internationaux) et les met en œuvre lorsqu'ils sont retenus. L'objectif est de transformer les besoins socio-économiques de cette population en solutions concrètes et durables. COLVENZ conçoit des projets adaptés aux réalités qu'elle a pu observer

⁹⁵ Se réfère aux personnes qui n'ont pas de revenus ou d'emploi et ne possèdent pas de capacité de paiement.

Integración migrantes, « Afiliación a la salud », s.d, [en ligne]. [<https://www.integracionmigrante.com/health/AffiliateFormHealth>] (consulté le 16/05/2026)]

⁹⁶ « Entidades responsables de la afiliación y registro de los afiliados al sistema de la regularidad social en Colombia. Se encargan también del recaudo de las cotizaciones y su función básica es organizar y garantizar la prestación del plan obligatorio de salud. »

Secretaría de planeación, «Entidad promotora de salud - EPS», s.d, [en ligne]. [<https://www.sdp.gov.co/transparencia/informacion-interes/glosario/entidad-promotora-de-salud-eps>] (consulté le 16/05/2026)]

sur le terrain, qu'elle planifie et exécute. Afin de mener cette mission à bien, l'organisation a dû créer des partenariats avec un réseau d'acteurs (notamment Connexiones Creativas) afin de pouvoir mobiliser diverses ressources (humaines, financières et matérielles) et la coordination avec des acteurs publics tels que le gouvernement ou la mairie. La colonie vénézuélienne en Colombie assure également la participation de la population, ainsi qu'un suivi auprès de celle-ci par le biais de petits diagnostics annuels, pour assurer la pérennité de ses actions et la pertinence dans la conception de ses projets.

1.4 Organisation interne et gouvernance

L'organisation de COLVENZ est structurée en plusieurs secteurs d'activités. D'une part, un groupe de terrain est chargé de mener des activités auprès de la population et d'organiser des journées d'information et d'accueil de la population. D'autre part, le groupe de communication assure la diffusion des indications relatives à ces activités et relaie également des informations gouvernementales sur les comptes Instagram et Facebook de l'ONG. Ces plateformes comptent respectivement plus de 10.000 et 6.000 abonné.e.s, ce qui témoigne de l'impact de COLVENZ sur les réseaux sociaux. Enfin, un groupe dédié à la gestion de projets est en charge de concevoir et mener à bien des initiatives à destination des migrant.e.s et retournades. COLVENZ bénéficie, de manière ponctuelle, de l'appui bénévole d'une psychologue et d'une avocate, qui mettent leurs compétences au service de l'accompagnement de la population quand celle-ci le nécessitent. Par ailleurs, la gestion financière est assurée par le directeur et l'ancien directeur de l'organisation, qui veillent à l'administration des ressources, au suivi des dépenses, à la bonne utilisation des financements obtenus et au respect du cadre légal colombien.

La gouvernance de l'organisation, quant à elle repose, sur un fonctionnement collectif de prise de décision dans lequel l'Assemblée générale représente l'instance de résolution suprême. Selon le président de l'organisation, cette instance est mobilisée pour les décisions stratégiques et permet notamment de nommer de nouveaux membres au conseil d'administration ou d'effectuer des changements de statuts. Au fil des années, la fréquence de ces réunions a évolué afin de s'adapter aux disponibilités des membres en passant de conseils d'administration chaque quinzaine, à une organisation mensuelle, puis trimestrielle aujourd'hui. Les responsables de COLVENZ ont estimé que l'organisation ne nécessitait plus un suivi aussi rapproché, et que cela a aussi fait partie d'une volonté de limiter la charge imposée à ses membres qui exercent parallèlement une activité professionnelle ou mènent leurs propres projets. Cela permet également de maintenir un conseil d'administration stable, ce qui représente un défi majeur pour une organisation composée d'une population migrante et des

retornades qui peut être amenée à se déplacer. Depuis sa création, quatre conseils d'administrations se sont succédé après avoir connu un fort taux de départs en raison de contraintes professionnelles ou de déménagements. Aujourd'hui, les réformes apportées ont permis de constituer une équipe plus stable et intégrée au sein de la ville de Medellín qui est aujourd'hui en poste depuis près de trois ans. Cette stabilité est perçue comme un facteur essentiel de pérennité pour pouvoir assurer une situation administrative et économique suffisamment sécurisée, ainsi qu'un bon suivi, pour pouvoir s'investir durablement. Cela soulève cependant un problème de représentativité, puisque les membres confrontés à une forte précarité, ou une situation migratoire instable, ont été contraints de se retirer pour privilégier leurs besoins immédiats. Cette situation a souvent été renforcée par les règles appliquées par les bailleurs internationaux. En effet, ces derniers ont souvent exclu les membres de diverses organisations comme COLVENZ des programmes et projets proposés, afin d'éviter les conflits d'intérêts, limitant ainsi l'implication des migrant.e.s/retornades les plus vulnérables.

Enfin, la composition du conseil d'administration reflète cependant plutôt bien la mission de l'organisation puisqu'il est composé de migrant.e.s vénézuélien.ne.s mais aussi de retornades de plusieurs générations possédant la double nationalité.

1.5 Stratégie de développement

Depuis sa création, COLVENZ a su évoluer, en adaptant ses objectifs ainsi que l'action apportée face au contexte migratoire comme expliqué précédemment. Cette évolution est également due à une prise de conscience par les membres de l'équipe qui ont pris conscience de leurs capacités d'actions au-delà de l'urgence humanitaire. Cela s'est traduit par le développement de projets financés grâce à des appels d'offres, notamment de la coopération internationale très présente durant la vague la plus intense de la migration vénézuélienne en Colombie. Depuis 2014, les créateurs de COLVENZ militent et agissent pour les droits humains de la population vénézuélienne, ce qui leur a permis à posteriori d'acquérir une expertise sur le sujet. L'organisation s'est alors très vite imposée comme alliée des gouvernements locaux, et des instances internationales qui lui ont fait confiance dans la conception et la gestion de projets. Cette dynamique a non seulement favorisé la réalisation d'actions auprès des populations migrantes et des retornades, mais a aussi permis de renforcer les compétences de l'équipe grâce à des formations continues.

Toutefois, l'organisation a encore de nombreux défis avant d'améliorer son développement et de se maintenir en place. Les responsables de COLVENZ considèrent à l'heure actuelle qu'une réorientation stratégique s'impose pour pallier les réductions de financements

internationaux (mais également la réduction de fonds pour la population migrante vénézuélienne qui s'est relativement stabilisée). Ces dernière.s m'ont indiqué que le retrait du bailleur USAID représenterait « un mal pour un bien », puisque cela les conduit aujourd'hui à revoir leur modèle économique. L'une des stratégies de développement de COLVENZ repose sur la recherche de pérennité de l'organisation, dépendant de sa capacité de création et de mise en place de mécanismes d'autofinancement pour limiter sa dépendance aux bailleurs de fonds externes.

Dans cette perspective, les membres de l'équipe chercheront à développer plusieurs activités génératrices de revenus. C'est le cas notamment du domaine du sport qui m'a été présenté comme l'une des stratégies potentielles qu'adoptera COLVENZ, mais également la valorisation des compétences de leur équipe pluridisciplinaire à travers l'organisation d'événements publics, pouvant, en outre, apporter un service à la population migrante.

1.6 Positionnement institutionnel local

Dès ses débuts, COLVENZ a dû faire sa place parmi des acteurs « de Medellín y del Valle de Aburrá » et a progressivement gagné la reconnaissance des institutions présentes sur le terrain. En tant qu'organisation fondée et dirigée par des personnes ayant elles-mêmes vécu une expérience migratoire, ces dernière.s sont particulièrement conscient.e.s des réalités et défis qu'elle implique. Comme expliqué par l'une des fondatrices de COLVENZ (Janeth Medina), les organisations internationales (notamment l'ACNUR) et les gouvernements locaux se sont d'abord rapprochés des membres de l'équipe en tant qu'individu.e.s, car ces derniers avaient besoin de porte-parole pour représenter les besoins de la population migrante. C'est par ce biais que COLVENZ a commencé à occuper une place stratégique dans les instances de prise de décision locales, et a ainsi pu influencer les orientations politiques d'intégration. Cela a été le cas après que l'organisation a obtenu à deux reprises un droit de parole lors du Conseil municipal de Medellín, et où ils ont pu présenter leur analyse de la situation migratoire et exposer les données recueillies sur le terrain. Cette participation illustre la légitimité qu'a pu gagner COLVENZ au cours de ces dernières années puisque sa capacité d'expertise est reconnue et lui permet de prendre part aux débats publics de la deuxième plus grande ville du pays.

Par ailleurs, ses dirigeants revendiquent avoir été parmi les premiers à défendre la nécessité de passer d'une aide humanitaire d'urgence vers la promotion d'une intégration à long terme. Pour ce faire, l'organisation a pensé le projet « Familiares de producción » mettant l'accent sur l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle et dont nous reparlerons postérieurement. Cela lui a également permis de se distinguer grâce à la pertinence du projet et

à son impact, ce qui lui a valu par la suite d'être repris par de nombreuses organisations internationales afin de répliquer ce modèle dans d'autres villes de Colombie et de la région. Grâce à cet événement, COLVENZ a encore une fois eu l'occasion de gagner en reconnaissance auprès des acteurs locaux pour son expertise.

COLVENZ est donc devenue l'une des organisations les plus importantes dans la gestion de la migration à Medellín et ses alentours. Les responsables de l'organisation soulignent que cette logique de coopération constitue un levier essentiel dans l'amélioration de la prise en charge de la communauté vénézuélienne et des retournades. Ils reconnaissent également qu'en Colombie, et plus précisément à Medellín, l'articulation entre les initiatives de la société civile, les institutions publiques et les organisations internationales a été simplifiée, grâce à la disposition du gouvernement à améliorer la situation.

2. Réponse apportée à la problématique de développement

2.1 Le projet « Familiares de producción »

En réponse au problème de l'employabilité des vénézuélien.ne.s en Colombie notamment pour des raisons de xénophobie parfois accompagnée de sexisme comme évoqué précédemment, l'équipe de COLVENZ a réalisé un projet en réponse à cette problématique.

Le projet « Familiares de producción » a été mis en œuvre par COLVENZ et financé par l'ambassade de France à hauteur de 145.400.000 COP (pesos colombiens) (33.936 €). L'objectif de ce projet était de promouvoir l'entrepreneuriat de la population migrante vénézuélienne, colombo-vénézuélienne et des retournades colombien.ne.s. L'entrepreneuriat permet en grande partie de résoudre le problème du manque d'accès au marché du travail de ces migrant.e.s ou dans des emplois sous qualifiés et/ou dévalorisants. Le programme a été mis en œuvre durant 12 mois (Août 2019 - Juillet 2020) et a bénéficié à 102 familles sélectionné.e.s selon plusieurs critères de « vulnérabilité »: mère ou père chef.fe de famille sans emploi, famille avec mineurs de moins de 5 ans, mère célibataire, famille de plus de 6 individu.e.s, personnes âgées. Elles bénéficient d'un appui financier jusqu'à 800.000 pesos (186 €). Le projet était à destination des habitants de Medellín et de sa périphérie.



Répartition géographique des bénéficiaires du projet, 2019

Le projet « Familiares de producción » comprenait 4 phases de mise en œuvre, d’abord, l’identification, la caractérisation et la sélection des bénéficiaires, ensuite la formation puis l’achat, la remise du matériel, des équipements et des outils de travail. Enfin, un suivi ainsi qu’une évaluation de 6 mois ont été réalisés afin de mesurer l’impact et la réalisation des objectifs du projet. Ce projet, comme mentionné précédemment, a été particulièrement important pour le développement de l’organisation et représente encore aujourd’hui le projet le plus conséquent de COLVENZ.

2.1 Le projet Territorio Talento



Le projet Territorio Talento est une initiative du secteur privé, développée de concert par COLVENZ et la plateforme Conexiones Creativas dans le but de permettre aux jeunes migrant.e.s, réfugié.e.s et retournades (18-29 ans ; tranche d’âge la plus représentée parmi les migrant.e.s vénézuélien.ne.s en Colombie), une meilleure intégration socio-économique. Le projet n’a pour le moment pas été mis en place car les équipes cherchent des financements de la coopération internationale.

2.2.1 Son histoire et sa création

Dans la continuité de son engagement dans la gestion de projet, COLVENZ a rédigé une nouvelle proposition en faveur de l’insertion professionnelle. Ce projet a été créé pour répondre à une problématique persistante, à savoir ; les talents des jeunes migrant.e.s ne sont pas valorisés et qu’ils sont souvent relégué.e.s à des emplois subordonnés ou informels malgré leurs niveaux de qualification et leur potentiel. Cette nécessité a pu être identifiée grâce aux connaissances du terrain de COLVENZ mais également à partir de recherches documentaires et il est prévu de réaliser des entretiens et des groupes de discussion auprès des individus concerné.e.s, ainsi que des échanges avec les partenaires institutionnels et académiques.

2.2.2 Ses objectifs et ses missions ;

Ce projet a pour ambition de permettre aux jeunes d’accéder aux opportunités de formation, d’emploi et d’entrepreneuriat existantes dans la région tout en limitant le sous-

emploi et l’informalité. Ce projet cherche également à amener les bénéficiaires à être acteurs de leur avenir au sein de ce projet grâce à un système de mentorat et la valorisation de leurs talents.

2.2.3 Organisation et son fonctionnement ;

Le programme est conçu comme une alliance public-privée grâce au travail conjoint de COLVENZ, et de CC, ainsi que des acteurs publics tels que la mairie de Medellín, le gouvernement local d’Antioquia, les universités publiques et des acteurs privés tels que des entreprises, banques, fondations... Le projet propose une première phase dite pilote d’un an et demi focalisée sur la population vénézuélienne en priorisant uniquement les « *ecosistemas creativos* », le tourisme et la mode. La deuxième phase prévue propose de revoir et ajuster le modèle déjà mis en place et d’augmenter sa portée.

2.2.4 Public cible ;

La première phase prévoit d’accompagner 1.000 jeunes migrant.e.s, réfugié.e.s ou retournades, d’origine vénézuélienne, établi.e.s à Medellín, Valle de Aburrá et Urabá. Lors de cette première phase seront privilégié.e.s les jeunes présentant des aptitudes concernant les industries créatives, culturelles, de la mode, du tourisme, du sport ou ayant pour vocation d’utiliser leur talent pour monter leur entreprise. À terme, ce programme pourrait être étendu à d’autres populations migrantes et d’autres territoires.

2.2.5 Activités principales ;

Le projet Territorio Talento s’articule autour de 3 axes d’intervention. Le premier concerne la réalisation d’un diagnostic ainsi que d’un plaidoyer en faveur de 1000 jeunes migrant.e.s vénézuélien.ne.s. L’objectif de ce diagnostic est d’identifier leurs compétences, leurs vocations, leurs envies et leurs perspectives de vie professionnelle. Ce diagnostic cherche également à cartographier les opportunités professionnelles dans la région, ainsi que les formations déjà existantes. C’est grâce à ces données que le deuxième axe du projet « *Ruta Talento* » pourra être mis en place. Lors de cette phase, les bénéficiaires identifié.e.s durant le diagnostic pourront accéder au mentorat permettant de les accompagner dans la construction de leur projet de vie mais aussi à une plateforme centralisée d’informations comprenant de nombreuses ressources pouvant leur être utiles. Finalement, le programme permettra d’accéder à diverses formations, à des offres d’emploi, et à des dispositifs d’entrepreneuriat, mais aussi, à un accompagnement juridique, un soutien pour l’accès au crédit et une participation aux programmes de leadership visant à renforcer l’autonomie de ces jeunes. Enfin, le troisième axe est consacré à une stratégie de communication publique afin de donner plus de visibilité au projet, et de permettre de sensibiliser l’opinion publique et ainsi, réduire les stigmates en

donnant une image positive de la migration et des jeunes participant au développement économique et social colombien.

2.2.6 Ses ressources et ses partenaires ;

La mise en œuvre de « Territorio Talento » repose sur le large réseau d'acteurs et de partenaires du secteur public-privé. La mise en œuvre du projet sera assurée par COLVENZ ainsi que par CC, mettant collectivement en œuvre leurs réseaux respectifs ainsi que leurs compétences complémentaires.

Le projet prévoit également la participation de partenaires comme divers établissements d'enseignement supérieur et organismes de formation afin de contribuer à l'orientation des jeunes. Des institutions financières et organismes de microcrédit seront mobilisés pour favoriser l'entrepreneuriat, et un accompagnement juridique est envisagé grâce à un partenariat avec l'organisation « Hemisferio Derecho ».

Le projet repose sur un financement provenant de sources publiques, privées (dont CC), et internationales. Les porteurs du projet ont notamment sollicité des fonds de l'Union européenne dans le cadre du programme « EU-LAC Social Accelerator » en avril 2026 auquel j'ai pu prendre part lors de la formulation du projet. À ce jour, aucune réponse n'a été apportée à cette proposition, cependant, j'ai pu commencer à rédiger une proposition d'amélioration de ce projet qui paraît à mon sens encore faible au niveau de sa structuration et présente donc de nombreuses limites que nous détaillerons dans l'analyse critique. Des ressources locales sont également envisagées ou bien d'entreprises vénézuéliennes implantées en Colombie telles que « Harina pan », « Farmatodo » ... Cette multiplicité des partenaires et des diverses sources de financement témoigne de la volonté de développer un modèle plus durable et moins dépendant d'une seule source de financement et de la coopération selon les gestionnaires du projet.

3. Analyse critique de COLVENZ et limites de l'aide apportée

3.1 Limites de l'organisation COLVENZ

Bien que COLVENZ soit une organisation bien structurée, née de revendications citoyennes, plusieurs limites freinent l'amélioration de l'aide apportée aux vénézuélien.ne.s. D'abord, tous ses membres sont bénévoles, ce qui en fait la force de l'organisation car les membres sont activement engagé.e.s pour la cause. Cependant, les membres de COLVENZ doivent, en complément, avoir une autre activité professionnelle afin de subvenir à leurs besoins quotidiens. Cela représente un défi organisationnel majeur puisque l'ONG fonctionne à temps partiel selon les disponibilités de chacun. Cela limite à la fois la recherche d'un nouveau modèle de structuration de l'ONG pour réduire sa dépendance à la coopération internationale, point que nous aborderons plus loin, et la réponse aux appels d'offres qui exigent un investissement temporel conséquent.

Par ailleurs, une autre limite de COLVENZ est le manque d'espace physique pour accueillir la population migrante, bien que, dans le contexte actuel de structuration de l'ONG, une telle mise en place ne serait pas envisageable. À Medellín, le projet « Centro Intégrate », porté par l'USAID puis repris par la mairie de la métropole et le ministère de l'Égalité sous le gouvernement de Gustavo Petro, a permis de disposer d'un espace physique où les migrant.e.s pouvaient réellement être accompagné.e.s. Cependant, depuis les élections de juin 2026, le ministère de l'Égalité va fermer ses portes, ce qui entraînera la fermeture du centre physique après l'investiture d'Albelardo de la Espriella qui a eu lieu le 7 août 2026. Cette situation risque donc de créer un manque dans la ville de Medellín, tout en confirmant que le manque de soutien gouvernemental, le retrait de l'USAID et la configuration actuelle de COLVENZ ne permettent pas d'offrir un tel espace ou du moins pas de manière suffisamment pérenne. Comme évoqué précédemment, le retrait de l'USAID à la demande de Donald Trump a également supprimé un grand nombre d'aides qui étaient plus simples d'accès pour les petites organisations, et depuis, COLVENZ n'a pas vraiment réussi à se relever, avec très peu de projets menés à bien. Cela se traduit par la baisse des services apportés à la population migrante et retornadas alors même que plusieurs solutions sont envisageables afin de moins dépendre de la coopération internationale comme me l'a expressément indiqué Janeth, fondatrice de l'ONG.

3.2 Limites de COLVENZ dans la gestion de projet

Afin de gagner du temps, la majorité des membres de l'équipe ont eu recours à l'IA de façon assez systématique. Bien que cet outil soit aujourd'hui omniprésent, que son usage tend à se généraliser dans nos vies et que cela implique d'apprendre à le dominer, il me semble qu'il doit être utilisé à bon escient. À mon sens, il est d'ailleurs évident, à la lecture des projets, que l'IA a été largement utilisée et bien que les termes de référence ne l'interdisent pas expressément, il me semble que cela joue en notre défaveur. L'IA reste un outil d'aide, et ne peut pas, à mon sens, se substituer au travail humain. Or, cet usage a pour conséquence des formulations de projets très sommaires, avec des arguments peu convaincants pour justifier de telles initiatives et des activités qui ne correspondent pas réellement aux besoins des futurs bénéficiaires.

Par ailleurs, l'espace de dialogue avec les populations reste encore trop faible, ce qui s'explique à la fois par l'absence de lieu physique dédié à l'accueil et par ses lacunes dans la formulation même des projets, qui ne laissent presque aucune place pour une co-construction avec les bénéficiaires. En effet, des espaces de réunion sont annoncés lors de la formulation mais peu mis en place lors de l'exécution et ne sont pas suffisamment fondés sur les besoins réellement exprimés par les personnes concernées. Les membres de COLVENZ étant eux-mêmes issu.e.s de la population migrante ou retournades, font reposer les projets davantage sur leur observation plutôt que sur une démarche participative de recueil de la parole des bénéficiaires.

3.3 Projet Territorio Talento

Le projet « Territorio Talento » présenté dans le cadre de l'appel d'offres de l'Union européenne pour un budget de 250.000€ pour une durée maximale de 3 ans, a initialement été créé dans l'intention de répondre aux besoins des jeunes migrant.e.s et retournades. Représentant la catégorie d'âge la plus représentée en Colombie, ces jeunes n'ont pour la plupart pas choisi cet exode et sont également confrontés à de nombreux et imposants défis, notamment concernant l'insertion professionnelle. Toutefois, plusieurs limites structurelles compromettent sa faisabilité opérationnelle.

D'abord, le projet repose sur une dépendance quasi totale à la coopération internationale puisqu'aucun autre moyen de réalisation n'a été envisagé malgré la possibilité d'effectuer plusieurs activités grâce à de plus petits fonds. Le budget estimé lors de cette formulation est en effet disproportionné par rapport aux activités prévues. La phase pilote (1 an et demi) du projet prévoit essentiellement des diagnostics, des mentorats, une plateforme d'information et une stratégie de communication. Cependant, les activités ne sont pas

réellement prévues pour les bénéficiaires tels que des formations, un suivi personnalisé, et des ateliers permettant de travailler leur « talent ». Le budget envisagé paraît alors disproportionné par rapport aux activités proposées. Par ailleurs, le projet a été pensé sur une période de 10 ans, avec un découpage en phases successives censées être financées indépendamment. Cette approche me semble peu réaliste puisqu'elle est trop dépendante d'autres ressources dans une période où les financements sont incertains et moins engagés sur des temporalités aussi longues.

Ensuite, l'objectif de ce projet pose également question puisqu'il prétend agir sur plusieurs secteurs d'activités en même temps. En effet, les activités prévues ne correspondent pas à ces nombreux objectifs restreints et peu détaillés. Le titre du projet sous-entend agir concrètement sur la mise en valeur des talents des jeunes (artistiques, sportifs, mode...), cependant, cet engagement d'en tirer profit est évoqué que très rapidement et sans réelles explications. Le projet « Territorio Talento » est extrêmement contradictoire puisque l'on nous annonce vouloir agir sur certains points que l'on ne retrouve pas dans la description des activités du projet et ne paraît pas cohérent.

Par ailleurs, il est important de souligner que le projet Territorio Talento a été rédigé en amont de l'appel d'offres en collaboration entre COLVENZ et CC, cependant, ces derniers n'ont pas souhaité l'adapter aux termes de référence spécifiques de l'Union européenne et ont conservé sa version originale. En conséquence, le document final est bien plus long que la norme demandée, ce qui démontre également un manque de synthèse et une certaine rigidité dans la conception. Il est aussi mentionné dans le document la création de nombreux partenariats plausibles (Hemisferio Derecho, entités de formation, collectivités, universités, etc.), mais aucun engagement explicite n'a été formalisé avec les parties prenantes citées dans le document.

Enfin, le modèle de suivi et de résultats, bien qu'articulé autour d'indicateurs chiffrés (réduction de 60 % des écarts d'intégration, taux d'emploi formel de 45 %, etc.), repose sur des hypothèses théoriques non vérifiées et un diagnostic initial qui n'est pas réalisé en amont, mais envisagé a posteriori. Le projet n'évalue pas réellement les besoins réels des jeunes que l'on n'a pas convié.e.s pour nous expliquer leurs besoins. Ainsi, malgré son ambition et sa volonté de dépasser l'assistanat, « Territorio Talento » manque de cohérence, de pertinence et de réalisme quant aux objectifs, partenariats, moyens opérationnels, qui en font un projet séduisant sur le papier mais difficilement viable dans les faits.

**Partie III : Projet de loisir pour les femmes
vénézuéliennes et retornadas de la communauté de San
Antonio de Prado : Proyecto Recre' acción**

1. Présentation du projet

Titre du projet	Proyecto recre'acción
Localisation	San Antonio de Prado (Corregimiento ⁹⁷ de Medellín) – Centro de desarrollo (CdD)
Période de mise en œuvre	3 ans
Budget total	100.000€ (360M COP)

1.1 Contexte et problématique

Le corregimiento de San Antonio de Prado (SAdP), situé dans la zone périurbaine de Medellín, est l'un des territoires d'intervention de l'ONG COLVENZ, organisation née d'une volonté citoyenne de la diaspora vénézuélienne. La ville de Medellín s'est historiquement inscrite comme la seconde ville de réception des populations vulnérables en Colombie et comptabilise aujourd'hui plus de 214 166 ressortissants vénézuélien.ne.s, soit 8,3 % du total national. Ce territoire, comme au niveau national, présente une dynamique migratoire assez hétérogène avec une légère tendance à la féminisation (52% de femmes) et une forte concentration de personnes en âge productif.

Dans ce contexte, la métropole a institutionnalisé son accueil via la stratégie « Medellín Ciudad Solidaria », basée sur la loi 2136 de 2021 (politique intégrale migratoire), qui cherche à garantir l'accès aux services de base et à lutter contre la xénophobie. Cependant, au-delà des dispositifs mis en place comme le PPT, l'expérience de terrain démontre que l'intégration de ces femmes passe par leur capacité à sortir de l'isolement et à établir des liens sociaux. Face à la fermeture progressive d'espaces d'accueil comme le « Centro Intégrate », l'action de COLVENZ devient particulièrement importante grâce à son maintien au sein des institutions actives de Medellín. Cela permet de renforcer les capacités collectives des migrant.e.s afin de faire valoir leurs droits et de s'ancrer durablement dans la communauté locale qui leur est propre.

⁹⁷ Division d'une commune rurale de Medellín (Zona rural que pertenece a la división de los municipios que los Consejos determinan para mejorar la prestación de los servicios y asegurar la participación de la ciudadanía en el manejo de los asuntos públicos de carácter local)

DANE, « Sistema de consulta de conceptos estandarizados », s.d, [en ligne]. [<https://conceptos.dane.gov.co/conceptos/conceptos/6162/ficha/#::~text=Zona%20rural%20que%20pertenece%20a,asuntos%20p%C3%BAblicos%20de%20car%C3%A1cter%20local>] (consulté le 22/07/2026)]

1.2 Description et problématique

Si la régularisation administrative par le PPT apparaît comme une solution durable permettant de sécuriser la situation de ces migrant.e.s en leur permettant d'accéder à la résidence et à l'emploi, sa mise en œuvre demeure insuffisante pour garantir une intégration durable. Les femmes migrantes font face à une vulnérabilité intersectionnelle alors même qu'elles sont majoritairement plus diplômées que leurs homologues masculins (6,3 % possèdent un titre universitaire), elles subissent un taux de chômage et d'informalité nettement supérieur, aggravant la « féminisation de la pauvreté ». De plus, l'exposition alarmante aux violences basées sur le genre (VBG) touche particulièrement les femmes (18-28 ans), et les limite dans leur autonomie et leur sécurité. À ces risques de VBG s'ajoutent la charge supplémentaire des responsabilités familiales et du travail non rémunéré. En effet, ces femmes sont beaucoup plus souvent amenées à s'occuper des enfants et à prendre en charge des membres vulnérables de la famille (personnes âgées, personnes en situation de handicap, ou de dépendances). Ces femmes voient leur temps disponible drastiquement réduit, ce qui freine leur insertion professionnelle et limite leur accès aux espaces de socialisation, pour leur épanouissement personnel et nécessaire à leur intégration.

Dans ce contexte, l'enjeu est de renforcer des espaces indépendants de dialogue, de loisirs, d'information et d'accès à la culture pour les migrantes vénézuéliennes et colombiennes retornadas. Pour ce faire, le projet pourra se dérouler au sein du « Centro de desarrollo social » de SAdP, lieu déjà ouvert au public comprenant trois espaces permettant le développement de différentes activités culturelles et sociales par des organisations communautaires. Bien que certaines organisations (comme COLVENZ) proposent des activités, le manque de lieux dédiés aux migrantes reste un frein pour rendre ce lieu accueillant pour tous.te.s. De plus, le manque de dispositifs dédiés au partage et à l'accès aux loisirs, est aujourd'hui souvent éclipsé par l'urgence des besoins « essentiels » (santé, emploi), ce qui limite l'émergence d'un sentiment d'appartenance communautaire et dans ce cas de sororité. Le projet « Recre'acción » propose donc de développer des formes d'animations sociales incluant le bien-être, la culture, l'accès simplifié à l'information juridique et autres ainsi que la mutualisation de ces informations. Cela facilite l'émergence de dynamiques démocratiques locales à SAdP. Ce projet tire sa légitimité de la nécessité de rompre avec l'aide traditionnellement et largement apportée par la coopération internationale en Colombie et à Medellín. Ce projet vise à ajouter une dimension psychosociale de l'intégration en considérant les loisirs et les échanges communautaires comme des leviers indispensables à l'intégration et à la cohésion sociale.

2. L'action

2.1 Résumé

Le projet « Recre'acción » est une initiative d'intervention sociale qui aura lieu à San Antonio de Prado, un « corregimiento » de Medellín, ville reconnue pour son engagement historique en tant que « cité solidaire ». Ce projet vise à favoriser l'intégration sociocommunautaire et le bien-être des femmes migrantes vénézuéliennes et retornadas colombiennes en plaçant les loisirs, la culture et les espaces de socialisation au cœur du projet. Basé sur le constat que les besoins primaires (santé, emploi, régularisation) sont déjà ciblés par des acteurs majeurs comme l'ACNUR, l'OIM, les institutions publiques colombiennes, l'action propose une approche complémentaire axée sur le tissage de liens sociaux et sur le renforcement de la cohésion avec la communauté d'accueil. Concrètement, le projet prendra vie au sein du CdD déjà existant à SAdP pour renforcer l'action de l'ONG COLVENZ, en proposant des activités diverses de loisirs et de culture, tout en facilitant l'accès aux droits par la diffusion d'un guide d'information pratique. Afin de garantir une participation effective, l'action intègre un espace de garde d'enfants ponctuel pour alléger le poids du travail non rémunéré qui incombe souvent aux femmes, tout en visant une durabilité financière par le biais de formations à l'autofinancement et l'utilisation d'infrastructures publiques gratuites pour la pérennité post-projet.

2.2 Objectifs et résultats attendus

2.2.1 Objectif global

L'objectif global est de favoriser l'intégration sociocommunautaire et le bien-être des femmes migrantes et retornadas à San Antonio de Prado.

2.2.2 Objectifs spécifiques

L'objectif spécifique du projet est d'améliorer le tissu social et de faciliter l'accès effectif aux droits fondamentaux par la création d'espaces de loisirs, de sociabilisation et d'information de proximité, tout en prenant en compte les barrières liées à la charge du travail de soin non rémunéré.

2.3 Résultats attendus

Le projet doit aboutir à des résultats concrets et visibles à quatre niveaux : la création d'un espace communautaire, la participation des femmes au projet, l'accès à une information fiable, la génération de revenus pour et par l'association.

RA0. Une association de femmes vénézuéliennes et retornadas colombiennes a été créée et une gouvernance participative a été adoptée par toutes ses membres.

RA1. Des alliances stratégiques avec les acteurs locaux publics et privés sont créées

RA2. Le lien social et communautaire est renforcé par un espace à disposition des bénéficiaires où des activités de loisirs, de bien-être, et culture sont mises en place

RA3. Les femmes ont renforcé leurs connaissances concernant leurs droits et les services ressources dont elles peuvent disposer.

RA4. Les femmes sont impliquées dans le projet car les obstacles liés à la garde d'enfants sont réduits.

RA5. L'association développe progressivement des activités génératrices de revenus assurant sa pérennité.

3. Activités et Cadre logique

3.1 Description des activités

RA0 – Création d'une association de femmes vénézuéliennes et retornadas colombiennes et l'adoption d'une gouvernance participative par toutes ses membres

A0.1 : Identification des femmes bénéficiaires à partir d'un diagnostic à SAdP et grâce à la capitalisation des données et de la liste des bénéficiaires déjà identifiées par COLVENZ

A0.2 : Organisation de rencontres des femmes bénéficiaires afin de créer l'association, établir la gouvernance, et réaliser les élections du bureau

A0.3 : Réalisation d'un sondage auprès des bénéficiaires pour connaître leurs disponibilités et mettre en place les activités du projet

A0.4 : Création d'un comité de femmes bénéficiaires pour les prises de décisions du projet

RA1 – Des alliances stratégiques avec les acteurs locaux sont créées

A1.1 : Création d'un partenariat avec la mairie de Medellín et convention signée pour avoir accès au CdD

A1.2 : Diagnostic des acteurs locaux ressources identifiés et mise en place de partenariats pour les faire figurer dans le guide (A3.2)

A1.3 : Création d'alliances avec des partenaires locaux de tourisme afin de vendre les créations réalisées lors des activités A2.1 et A2.2.

RA2 - Les femmes disposent d'espaces sûrs favorisant leur bien-être et leur intégration sociale

A2.1 : Réalisation d'activités créatives choisies par le comité de femme bénéficiaires (cuisine, crochet, macramé, couture, peinture, dessin, fabrication de bijoux, décoration...)

A2.2 : Réalisation d'activités bien-être choisies par le comité de femmes bénéficiaires (vernis, maquillage, coiffure, relaxation, yoga, méditation...)

A2.3 : Réalisation d'activités culturelles choisies par le comité de femmes bénéficiaires (théâtre, chorale, danses traditionnelles ou autre, cinéma-débat, visites culturelles, journées interculturelles Colombie/ Vénézuéla)

A2.4 : Réalisation d'activités de jeux (tournois de jeux, soirées jeux, rencontres inter-quartiers...)

A2.5 : Réalisation d'activités culinaires et de partage multiculturel

→ Les activités A2.1 à A2.4 et A2.5 seront également à terme des prestations proposées au public local mais également aux touristes afin de générer des fonds pour l'association.

A2.6 : Achat de matériel nécessaire à la réalisation des activités

RA3 - Les femmes renforcent leurs connaissances concernant leurs droits et les services disponibles

A3.1 : Diagnostic pour cibler les besoins d'informations à dispenser (santé, VBG, régularisation, emploi, protection, logement, scolarisation des enfants, garde d'enfants, entrepreneuriat...)

A3.2 : Création, conception et impression du guide des femmes vénézuéliennes migrantes et retornadas (format papier, WhatsApp, Code QR)

A3.3 : Organisation d’ateliers de réflexion et de prévention dont les thèmes ont été choisis par les femmes bénéficiaires en fonction du diagnostic (droits des femmes (incluant VBG), santé sexuelle, parentalité, droits du travail...)

RA4 – Création d’un système de garde d’enfants permettant une meilleure implication des femmes et la formation de jeunes vénézuélien.ne.s et retornadas

A4.1 : 4 adolescents et/ou jeunes adultes de la communauté sont identifié.e.s et sélectionné.e.s pour être formés à l’animation et aux premiers secours

➔ (En contrepartie de la formation certifiante, les jeunes s’engagent à assurer un minimum de 12 demi-journées d’animation communautaire (1 fois par mois) au cours de la première année, la seconde année ils seront rémunérés)

A4.2 : Les animateur.ice.s assurent la garde des enfants durant les activités réalisées au sein du projet

RA5 – L’association de femmes est formée à l’autofinancement et développe progressivement des activités génératrices de revenus assurant sa pérennité

R5.1 : Formation des membres de l’association à la gestion durable d’une organisation de l’économie sociale et solidaire pouvant être remobilisée dans la sphère personnelle (entrepreneuriat, possibilité de financer avec l’association d’autres formations pour les membres...)

➔ (**Contenu :** gouvernance associative, gestion administrative et financière, recherche de financements, développement d’activités génératrices de revenus, gestion d’événements, stratégie de communication, tourisme)

A5.2 : Réalisation d’un guide de l’autofinancement en parallèle de la formation avec pour objectif de garder une trace écrite de la formation et de pouvoir informer des femmes qui voudraient rejoindre l’association à posteriori

A5.3 : Mise en place progressive de l’autofinancement avec le soutien du projet :

➔ Année 1 : Formation et mise en place des activités

➔ Année 2 : 85 % du budget reste couvert par le projet et les 15 % restants doivent être financés par les revenus de l’association

➔ Année 3 : 60 % du budget est couvert par le projet contre 40 % par les revenus de l’association.

4. Cadre logique

	Résultats	Indicateurs	Valeur actuelle	Valeur cible	Moyen de vérification	Risques
Objectif général	Favoriser l'intégration sociocommunautaire et le bien-être des femmes migrantes et retornadas à San Antonio de Prado	Taux de femmes déclarant une amélioration de leur intégration sociocommunautaire et de leur bien-être	NC	70% (des 100 femmes visées par le projet)	Enquêtes de perception réalisées en amont du projet, mi-parcours et fin, tableau de suivi, bilan	- Les femmes sont toujours victimes de xénophobie et de sexisme au sein de la communauté - Faible engagement des institutions locales en faveur de l'inclusion des femmes
Objectif spécifique	Améliorer le tissu social et faciliter l'accès effectif aux droits fondamentaux par la création d'espaces de loisirs, de sociabilisation et d'information de proximité, tout en prenant en compte les barrières liées à la charge du travail de soin non rémunéré	- Taux de participation aux activités de l'association - Taux de femmes déclarant mieux connaître leurs droits - Taux de femmes déclarant avoir développé de nouveaux liens sociaux - Nombres de femmes utilisant le dispositif de garde d'enfants	NC	70% ≥ 60% (femmes avec enfants)	Enquêtes et relevés de participation, tableau de suivi	- Faible mobilisation des femmes en raison de leurs responsabilités familiales et de soin, peu de motivation - Participation peu régulière des bénéficiaires - Évolution des PP ou dispositifs d'accès aux droits - Faible confiance pour faire garder leurs enfants
RAO	Une association de femmes est créée et les femmes sont impliquées dans sa gestion	- Nombre de femmes identifiées dans le diagnostic - Taux d'occupation des postes du bureau de l'association (Présidente, vice-présidente, trésorière, secrétaire et suppléantes) - Nombre de réunions d'organisation organisées	NC	≥300 100% des 8 postes pourvus 7 réunions	Élection et prise de poste Comptes-rendus, communication, feuilles de présence	- Désoccupation des postes de gestion de l'association - Peu de participation
Produit	- Une association de femmes créée et fonctionnelle, - Une gouvernance spécifique aux besoins et envies des bénéficiaires est créée, - Un bureau exécutif est élu, - Des réunions de planification sont organisées et datées.					

RA1	Des alliances stratégiques avec les acteurs locaux sont créées	- Nombre d'alliances pour disposer d'un espace au sein du CdD de SAdP (Mairie de Medellín) - Nombre de diagnostics des acteurs locaux ressources pour les bénéficiaires - Nombre d'alliances créées avec les acteurs locaux pour que les femmes bénéficiaires accèdent à ces ressources	NC	1 1 ≥ 10	Contrat de partenariat ou lettre d'engagement Diagnostic Liste de présence aux réunions des partenaires	- La mairie refuse de réaliser une alliance avec le projet - Pas suffisamment d'acteurs ressources à Medellín - Les partenaires ne sont pas réellement impliqués - Les partenaires ne sont pas présents aux réunions ou pas régulièrement
Produit	- Diagnostic des acteurs locaux et ressources du territoire réalisé, - Des partenariats sont établis et peuvent être mobilisés					
RA2	Les femmes bénéficiaires ont accès à un espace sûr où réaliser leurs activités	- Nombre d'espaces disponible - Nombres d'activités créatives, de bien-être, culturelles, et ludiques réalisées	0 NC	1 2x/ semaine	Accès à l'espace, contrat d'engagement, tableau de suivi	- La mairie refuse de donner l'accès au Centro de Desarrollo dans le cadre du projet - Accès limité à l'espace (pas de stockage matériel, possibilité d'affichage) - Le nombre d'activités est trop ambitieux par rapport aux disponibilités des bénéficiaires
Produit	- Un espace communautaire de loisirs et de sociabilisation opérationnel et équipé, - Du matériel créatif, culturel, sportif, et de bien-être acquis, - Un programme régulier d'activités est mis en œuvre					
RA3	Les femmes ont acquis des connaissances concernant leurs droits et les services ressources	- Nombre de guides d'informations réalisés - Taux d'accès au guide par les femmes bénéficiaires - Nombre de bénéficiaires indirect.e.s impacté.e.s - Nombre d'ateliers de réflexion et de prévention réalisés	NC	1 100% ≥500 15/ 3ans	Guides imprimés, QR codes, PDF, Lien envoyé sur WhatsApp, Flyers distribués, podcast Feuille de présence, récap de la séance	- Le guide est vite dépassé par les changements politiques, d'acteurs locaux, et ne cerne plus les besoins réels - Le guide est reçu par beaucoup de bénéficiaires mais pas lu - Difficulté pour parler sans tabou ou en toute liberté - Peu de présence

Produit	• Un diagnostic des besoins informationnels est réalisé, • Un guide pratique des femmes migrantes et retournadas est élaboré et diffusé (papier, numérique, audio), • Une stratégie de communication a été appliquée afin de toucher un maximum de femmes (QR Code, WhatsApp, flyers, podcast, guide imprimés, PDF), • Des ateliers d'information, de sensibilisation et de prévention ont été réalisés					
RA4	Les obstacles liés à la garde d'enfants sont réduits	• Nombre d'animateur.ice.s formé.e.s • Taux d'activités parallèles proposées aux enfants • Taux de mères laissant leurs enfants aux animateur.ice.s le temps des activités	NC	15 85% ≥60%	Formation réalisées, nombre de jeunes disponibles pour la garde d'enfants	• Manque d'animateur.ice.s • Les mères ne font pas confiance aux animateur.ice.s
Produit	• Un espace de garde d'enfants aménagé et équipé • Des animateur.ice.s issu.e.s de la communauté sont formé.e.s et engagé.e.s dans le projet • Un programme d'activités éducatives et ludiques pour les enfants est développé et mis en place • Un dispositif communautaire de garde d'enfants est opérationnel pendant les activités de l'association					
RA5	Les femmes bénéficiaires et membres de l'association sont formées à l'autofinancement et sont force de proposition	• Nombre de formations dispensées • Taux de femmes bénéficiaires du projet ayant assisté aux formations • Nombre de guides de l'autofinancement créés • Taux de mise en place du plan d'autofinancement progressif durant les 3 ans de projet	NC	6 80% 1 100%	Bilan, feuille de présence, compte rendu Guide Budget, retrait de financement progressif	• Les femmes ne peuvent pas assister à toutes les formations • L'autofinancement n'est pas suffisant pour permettre un tel projet
Produit	• Des formations en gestion associative, entrepreneuriat social et activités génératrices de revenus réalisées • Un guide d'autofinancement de l'association est élaboré pour garder une trace écrite et permettre de former de futures membres de l'association • Un plan de pérennisation est établi • Des activités génératrices de revenus sont expérimentées et mises en œuvre					

5. Bénéficiaires

5.1 Participantes directes :

Les participantes directes du projet sont :

- Les femmes vénézuéliennes et retornadas identifiées et sélectionnées lors de l'activité 0
- Les colombiennes de la communauté d'accueil de SAdP et en priorité les femmes fréquentant déjà le CdD et/ou en situation de vulnérabilité

Les femmes seront identifiées à travers un diagnostic participatif grâce aux connaissances de COLVENZ. Parmi elles figurent notamment des femmes cheffes de famille, ayant des responsabilités de soins non rémunérés, des femmes souhaitant renforcer leur intégration au sein de la communauté d'accueil, cherchant à développer leurs liens sociaux et souhaitant s'impliquer dans une association.

Le projet bénéficiera également à COLVENZ, dont les capacités d'action seront renforcées grâce à la création d'un réseau de partenaires locaux, au développement d'une association communautaire pérenne et à la mise en place d'un modèle d'autofinancement permettant de poursuivre les activités au-delà de la période de financement. Les institutions et organisations partenaires mobilisées bénéficieront également d'un renforcement de la coordination territoriale en faveur de l'intégration des femmes migrantes et retornadas. Le CdD social bénéficiera également d'un appui matériel durant la période d'exécution.

5.2 Participant.e.s indirect.e.s.

Les participant.e.s indirect.e.s du projet sont multiples :

Dans un premier temps, le projet profitera aux enfants des femmes bénéficiaires avec le dispositif de garde d'enfants durant les activités du projet. Les jeunes de la communauté bénéficieront également d'un parcours de formation (Animateur.ice.s) leur permettant de faire valoir de nouvelles compétences et une expérience de travail.

Le projet bénéficiera également à la communauté d'accueil de SAdP à travers le renforcement de la cohésion sociale, le développement d'espaces de rencontres interculturelle et la participation à certaines activités ouvertes au public, favorisant les échanges entre populations migrantes, retornadas et la communauté locale.

Enfin, les acteurs institutionnels et associatifs du territoire verront leur coopération renforcée grâce à la création d'un réseau local d'orientation (COLVENZ, mairie, acteurs locaux privés-publics)

6. Hypothèses

- Le contexte sécuritaire, social et institutionnel de San Antonio de Prado reste suffisamment stable pour permettre la mise en œuvre des activités du projet
- COLVENZ et les acteurs institutionnels et associatifs locaux maintiennent leur engagement et leur coordination tout au long du projet
- Les femmes migrantes et retornadas sont mobilisées et participent régulièrement aux activités proposées par l'association
- Les jeunes formés à l'animation s'investissent dans le dispositif de garde d'enfants et permettent le bon fonctionnement des activités
- Les activités identifiées par les bénéficiaires contribuent à leur bien-être, leur intégration sociale et elles en renforcent leur sentiment d'appartenance communautaire
- Les bénéficiaires développent progressivement des liens de solidarité et s'impliquent progressivement dans l'autofinancement de l'association

7. Durabilité

La durabilité du projet repose sur un triple ancrage : communautaire, institutionnel et économique. Ce projet propose de mettre en place un dispositif durable où l'on cherche dès la conception à autonomiser les bénéficiaires et à rendre l'association actrice à long terme en matière d'intégration sociale, de loisirs et d'accès aux droits dans le corregimiento de SAdP. Les bénéficiaires seront impliquées dans la gouvernance de l'association, la définition des activités et les prises de décision dans l'objectif que les femmes s'approprient le projet et assurent la continuité des actions après le financement au profit de nouvelles femmes bénéficiaires de l'association.

Le projet s'appuie également sur un fort ancrage territorial grâce au partenariat avec COLVENZ (qui a déjà de nombreux contacts puisque l'ONG est établie depuis de nombreuses années) et au développement d'alliances avec de nouveaux acteurs locaux. Ces partenariats faciliteront l'accès des femmes aux services existants, renforceront la coordination des acteurs du territoire et permettront la poursuite des activités au sein d'espaces communautaires identifiés.

La pérennité financière sera assurée par le développement progressif d'un modèle d'autofinancement. La formation des membres de l'association à l'économie sociale et solidaire et au développement d'activités génératrices de revenus permet une véritable durabilité. De plus, le guide de formation permettra aux femmes qui arriveront après le projet d'avoir accès à cette formation également. Par la suite, les activités organisées par l'association pour la communauté permettront de générer d'autant plus de revenus permettant à terme de couvrir progressivement une partie, puis la totalité des frais nécessaires à son fonctionnement.

Enfin, le projet renforcera durablement les capacités de la communauté grâce à la formation de jeunes animateurs et animatrices pouvant ainsi devenir des ressources pour la communauté et leur offrir des opportunités de travail. Les outils développés (guide d'information sur les droits, supports de sensibilisation, procédure de gouvernance et plan d'autofinancement) permettront de conserver les savoirs et de faciliter la reproduction des actions au-delà de la période de financement.

8. Gouvernance

La gouvernance du projet est participative et repose sur une coordination entre COLVENZ, l'association de femmes créée dans le cadre du projet et par conséquent les bénéficiaires et les partenaires locaux.

COLVENZ assure la coordination technique et le suivi de la mise en œuvre du projet tout en accompagnant progressivement l'association vers son autonomie. L'objectif est de renforcer les capacités de gouvernance des membres afin que l'association assure, à terme, la gestion de ses activités, de ses partenariats, et de son modèle d'autofinancement.

La gouvernance s'appuie sur plusieurs autres instances comme le comité de pilotage réunissant les principaux partenaires, des réunions de suivi régulières entre COLVENZ et le bureau de l'association (présidente, vice-présidente, secrétaire, trésorière ou suppléantes). Des assemblées générales sont organisées entre le bureau de l'association et les membres afin que ces dernières puissent prendre part aux décisions et garantir une gouvernance participative et une meilleure représentativité de toutes.

9. Ressources humaines

Les ressources humaines mobilisées seront celles de l'équipe de COLVENZ avec un coordinateur de projet (50%), un.e animateur.ice communautaire (à 100%) appuyé.e par une personne en service civique à l'année (70%), un RAF (20%), puis des prestataires externes et

ponctuels (formateur.rice.s, professeur.e.s pour les activités...), 5 animateurs jeunesse (sur les temps d'activités).

10. Communication

La communication du projet sera assurée par l'équipe spécialisée de COLVENZ par le biais des réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook, Instagram, LinkedIn, TikTok), mais également grâce à la distribution de flyers avec des Codes QR et la mise à jour du site internet de COLVENZ comprenant toutes les informations publiques. Les flyers seront distribués dans les établissements publics de SAdP, lors des journées d'information à la population organisées par COLVENZ et à la sortie du métro à proximité de SAdP.

11. Chronogramme

	Année 1	Année 2	Année 3
1. Préparation et lancement du projet			
Identification et mobilisation des bénéficiaires	Ponctuelle	-	-
Diagnostic des besoins	Ponctuelle	-	-
Créations de l'association	Ponctuelle	-	-
Mise en place du comité de femmes	Ponctuelle	Suivi trimestriel	Suivi trimestriel
Élection du bureau et définition de la gouvernance	Ponctuelle	-	-
2. Réunions et coordination			
Réunions d'organisation de l'associations (avec acteurs projet)	Mensuel	Mensuel	Mensuel
Réunions de coordination avec les partenaires	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Réunions de suivi du projet	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
3. Développement des partenariats			
Identification des acteurs locaux	Ponctuelle	-	-
Prise de contact avec les partenaires	Ponctuelle	Si besoin	Si besoin
Formalisation des partenariats	Ponctuelle	Si besoin	Si besoin
4. Réalisation des activités			
Achat du matériel	Ponctuelle	Si besoin	Si besoin

Activités créatives	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Activités de bien-être	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Activités culturelles	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Activités de jeux et rencontres	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Activités culinaires et interculturelles	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Sorties culturelles	X1	X4	X4
5. Information et accès aux droits			
Diagnostic des besoins d'information	Ponctuelle	-	-
Création du guide des droits	Ponctuelle	Actualisation annuelle	Actualisation annuelle
Diffusion du guide	-	Ponctuelle	Ponctuelle
Ateliers d'informations et de prévention	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
6. Garde d'enfants			
Identification des jeunes animateurs	Ponctuelle	-	-
Formation des animateurs	Ponctuelle	-	-
Mise en place de la garde d'enfants	Quotidienne	Quotidienne	Quotidienne
7. Communication du projet			
Élaboration du plan de communication	Ponctuelle	Annuelle	Annuelle
Création des supports de communication	Ponctuelle	Si besoin	Si besoin

Communication auprès des bénéficiaires	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Communication sur les activités et événements (ouvert au public et touristes)	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Valorisation des résultats du projet	-	Trimestrielle	Trimestrielle
Actualisation des informations (Réseaux sociaux)	Si besoin	Si besoin	Si besoin
8. Autofinancement et sa mise en place			
Formation à l'autofinancement	Mensuelle	-	-
Identification des activités génératrices de revenus	Ponctuelle	Si besoin	Si besoin
Développement des activités génératrice de revenus	Dernier trimestre	Mensuelle	Mensuelle
9. Suivi, évaluation, et bilan			
Suivi de la participation	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
Évaluation intermédiaire	-	Ponctuelle	-
Évaluation finale	-	-	Ponctuelle
Collecte des données et indicateurs	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Bilan avec les bénéficiaires et partenaires	-	Annuelle	Semestrielle
Élaboration du plan de continuité de l'association	-	Ponctuelle	Ponctuelle

12. Budget

1. Budget de l'action	Première année 100%							Deuxième année (70%) 15%						Troisième année (50%) 40%						Total 3 ans	
Dépenses	Unité	Nombre d'unités	Nombre de personnes	Coût unitaire (EUR)	Coût total (EUR)	Coût unitaire (COP)	Coût total (COP)	Unité	N° d'unités	N° pers	Coût unitaire (EUR)	Coût total (EUR)	Coût total (COP)	Unité	N° d'unités	N° pers	Coût unitaire (EUR)	Coût total (EUR)	Coût total (COP)	EURO	COP
1. Ressources humaines																					
1.1 Salaires (personnel local)																					
Coordinateur.trice de projet (50 %)	Par mois	12	1	409,19	4 910,28 €	1500000	18000000	/mois	12	1	409,19	4 910,28 €	18000000	/mois	12	1	409,19	4 910,28 €	18000000		
Animateur.rice communautaire	Par mois	12	1	763,82	9 165,84 €	2800000	33600000	/mois	12	1	763,82	9 165,84 €	33600000	/mois	12	1	763,82	9 165,84 €	33600000		
Service civique	Par mois	6	1	114,85	689,10 €	415778	2494668	/mois	12	1	114,85	1 378,20 €	4989336	/mois	12	1	114,85	1 378,20 €	4989336		
Animateurs jeunesse	-	-	-	-	-	-	-	/heures	96	4	10,91	4 189,44 €	15360000	/heures	96	4	10,91	4189,44	15360000		
Total ressources humaines	14 076,12 €							14 076,12 €						14 076,12 €						42 228,36 €	154800000
2. Formations																					
Formation autofinancement	Forfait	1	1	960,2	960,20 €	3500000	3500000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Formation activités manuelles	Forfait	1	1	960,2	960,20 €	3500000	3500000	Forfait	1	1	545,58	545,58 €	2000000	Forfait	1	1	545,58	545,58 €	2000000		
Formation activités "bien-être"	Forfait	1	1	960,2	960,20 €	3500000	3500000	Forfait	1	1	545,58	545,58 €	2000000	Forfait	1	1	545,58	545,58 €	2000000		
Formation animateur	Forfait	1	1	960,2	960,20 €	3500000	3500000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total formation	3 840,80 €							1 091,16 €						1 091,16 €						6 023,12 €	22000000
<i>Pourcentage payé par l'autofinancement</i>								<i>163,67 €</i>						<i>436,46 €</i>						<i>600,14 €</i>	<i>2200000</i>
3. Déplacements et visites culturelles																					
2.1 Frais de déplacement																					
Déplacements activité culturelle 1	-	-	-	-	-	-	-	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000		
Déplacements activité culturelle 2	-	-	-	-	-	-	-	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000		
Déplacements activité culturelle 3	-	-	-	-	-	-	-	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000		
Déplacements activité culturelle 4	unité	4	50	1,2	240,00 €	4400	880000	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000	unité	4	50	1,2	240,00 €	880000		
Sous total frais de déplacements	240,00 €							960,00 €						960,00 €						2 160,00 €	7920000
2.2 Frais d'entrées																					
Lieu culturel payant	forfait	1	1	960,2	960,20 €	3500000	3500000	forfait	4	1	828,69	3 314,76 €	12000000	forfait	4	1	828,69	3 314,76 €	12000000		
Sous total frais d'entrées visites	960,20 €							3 314,76 €						3 314,76 €						7 589,72 €	27500000
Total déplacements et visites culturelles	1 200,20 €							4 274,76 €						4 274,76 €						9 749,72 €	35420000
<i>Pourcentage payé par l'autofinancement</i>								<i>641,21 €</i>						<i>1 709,90 €</i>						<i>2 351,12 €</i>	<i>8536000,00</i>
4. Etudes et guide																					

4. Etudes et guide																					
Diagnostic des acteurs locaux	unité	1	1	2200,62	2 200,62 €	8000000	8000000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Diagnostic besoin bénéficiares	unité	1	1	2200,62	2 200,62 €	8000000	8000000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Impression du guide	unité	1	300	6,82	2 046,00 €	25000	7500000	unité	1	300	6,82	2 046,00 €	7500000	unité	1	300	6,82	2 046,00 €	7500000		
Total études	6 447,24 €							2 046,00 €						2 046,00 €						10 539,24 €	38500000,00
5. Equipement et matériel																					
3.1 Matériel durable																					
3.1.1 Matériel de travail																					
Ordinateur	unité	2	1	409,19	818,38 €	1500000	3000000														
Imprimante	unité	2	1	218,23	436,46 €	800000	1600000														
Enceinte bluetooth	unité	1	1	95,48	95,48 €	350000	350000														
Tableaux veleda	unité	2	1	109,12	218,24 €	400000	800000														
3.1.2 Matériel d'ameublement	forfait	1	1	2000	2 000,00 €	7234941,2	7234941,2														
3.1.3 Matériel activités manuelle	forfait	1	1	200	200,00 €	723494,11	723494,11														
3.1.4 Matériel activités cuisine	forfait	1	1	3500	3 500,00 €	12661147	12661147														
3.1.5 Matériel activités bien-être	forfait	1	1	2500	2 500,00 €	9043676,4	9043676,4														
3.1.6 Jeux de société	forfait	1	1	545,58	545,58 €	2000000	2000000														
Sous total matériel durable	10 314,14 €																			10 314,14 €	37413258,71
3.2 Matériel consommable																					
3.2.1 Matériel créatif	forfait	1	1	1500	1 500,00 €	1266114,7	1266114,7	forfait	1	1	1500	1 500,00 €	1266114,7	forfait	1	1	1500	1 500,00 €	1266114,7		
3.2.2 Matériel bien-être	forfait	1	1	1600	1 600,00 €	5787952,9	5787952,9	forfait	1	1	1600	1 600,00 €	5787952,9	forfait	1	1	1600	1 600,00 €	5787952,9		
3.2.3 Matériel alimentaire																					
Budget activité cuisine (inclue les aliments et matériel)	forfait	1	1	4092,82	4 092,82 €	15000000	15000000	forfait	1	1	4092,82	4 092,82 €	15000000	forfait	1	1	4092,82	4 092,82 €	15000000		
Goûte enfants	forfait	1	1	1000	1 000,00 €	7329915,7	7329915,7	forfait	1	1	1000	1 000,00 €	7329915,7	forfait	1	1	1000	1 000,00 €	7329915,7		
Collations réunions	forfait	1	1	500	500,00 €	73299,57	73299,57	forfait	1	1	700	700,00 €	73299,57	forfait	1	1	700	700,00 €	73299,57		
Réunion comité de pilotage	forfait	2	1	50	100,00 €	180873	361746	forfait	1	1	50	50,00 €	180873	forfait	1	1	50	50,00 €	180873		
Sous-total matériel consommable	8 792,82 €							8 942,82 €						8 942,82 €						26678,46	89095340,7
Total équipement et matériel	19 106,96 €							8 892,82 €						8 892,82 €						36 892,60 €	126146853,4
Pourcentage payé par l'autofinancement								1 333,92 €						3 557,13 €						4 891,05 €	16201505,6
6. Autres																					
Kit de premier secours	forfait	4	1	27,53	110,12 €	100000	400000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Kit de bricolage	forfait	2	1	192,71	385,42 €	700000	1400000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Lot de ménage	forfait	3	1	275,3	825,90 €	1000000	3000000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total Autres	1 321,44 €																			1 321,44 €	4800000

Total Autres	1 321,44 €	4800000				1 321,44 €	4800000
7. Totaux							
Total général	45 992,76 €	165512287,6	28 334,86 €	100577283	28 334,86 €	100577283	102 662,48 € 373,1M de COP
Total (avec déduction autofinancement)			26 196,05 €	93230690	22 631,36 €	80986370	94 820,17 € 337,2M de COP
Pourcentage payé par l'autofinancement			2 138,81 €	7346592,4	5 703,50 €	19590913	7 842,31 € 35,9 M de COP
Réserve pour imprévus (maximum 5 % du sous-total des coûts directs éligibles de l'action, tel qu'indiqué au point 7).	Global	5%					5 133,12 € 18,7M de COP
TOTAL général	99 953,30 €						361 M de COP

Afin de mieux consulter le budget et les justifications :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1H5_HbYGcNXSYXZ5eJwil_5OyaEK-ewDnHQyrUM4ffcs/edit?gid=1227531656#gid=1227531656

Taux de conversion
1€ = 3 665,80
(7 Août 2026)

Conversion en pesos
approximative dû à la faiblesse
de cette monnaie

Conclusion :

Pour conclure, ce mémoire avait pour objectif d'analyser l'intégration des femmes vénézuéliennes en Colombie, avec un focus sur la métropole de Medellín et les dispositifs mis en place pour leur permettre d'accéder à leurs droits. À travers un stage de fin d'études pour l'ONG COLVENZ, une réflexion a pu être réalisée sur les réalités du territoire et les acteurs locaux, mais également comment apporter une réponse complémentaire aux dispositifs existants.

Depuis le début de la migration vénézuélienne, la Colombie a progressivement reçu plusieurs millions de déplacé.e.s et a dû apprendre à gérer le flux. Les différents services, notamment la migration avec une amélioration de la régularisation, ont permis aux migrant.e.s d'accéder plus facilement à l'emploi formel, à la santé, à l'éducation, au système bancaire et à de nombreux services. À Medellín, seconde ville de réception de la migration, les acteurs locaux et institutionnels et la coopération internationale se sont progressivement organisés afin de mieux gérer le phénomène. Ces avancées sont essentielles et témoignent du passage d'une aide humanitaire à un processus d'intégration de la population migrante à long terme.

Cependant, l'un des principaux constats de ce mémoire est que, malgré les nombreux dispositifs mis en place, un grand nombre de défis persiste, et notamment, pour les femmes. En effet, elles restent confrontées à des difficultés particulières telles qu'une plus grande précarité, une informalité professionnelle, la xénophobie et la misogynie, les VBG, ainsi que, souvent, la responsabilité familiale et le soin des personnes vulnérables. Ces responsabilités et freins supplémentaires réduisent le temps dont elles disposent pour créer du lien social, participer à la vie de quartier/ communautaire, ou avoir du temps personnel ou des loisirs. Parmi les dispositifs mis en place à Medellín, aucun n'est orienté vers le divertissement puisque l'aide se concentre essentiellement sur les besoins primaires (emploi, santé, éducation...). Or, l'épanouissement personnel favorise grandement notre capacité à interagir avec les autres, et à créer du lien qui aboutit à une meilleure intégration à long terme.

Mon expérience au sein de COLVENZ m'a permis de confirmer ces constats théoriques avec la réalité du terrain. L'organisation joue un rôle important de médiation entre la population migrante et les institutions, notamment concernant la régularisation, l'emploi, la santé ou l'orientation. Cette dernière a été créée et reste en grande partie portée par des personnes ayant elles-mêmes vécu une expérience migratoire. COLVENZ souffre par ailleurs d'un manque de moyens humains et financiers, d'une dépendance aux financements internationaux, ou encore de la difficulté à développer des projets sur le long terme.

Le projet Recre'acción exposé en troisième partie s'appuie sur les diverses limites des dispositifs énoncés précédemment. Le projet propose de créer au sein du CdD de SAdP un espace à destination des femmes migrantes et retornadas en combinant des activités de loisirs, de culture et un accès simplifié à l'information. Le dispositif cherche à inclure les bénéficiaires dans la conception du projet et à contrer les limites/contraintes qui empêcheraient une réelle participation, comme celle liés à la garde d'enfants. Une gouvernance participative ainsi qu'une réelle prise en compte des besoins et envies des femmes seront mises en place dans le choix des activités, et la gestion de l'association. Tout au long du projet, l'association sera accompagnée vers l'autonomie tant administrative que financière afin d'assurer une transition vers la fin du projet et une meilleure durabilité.

Cette proposition comporte néanmoins des limites. Les constats réalisés dans ce mémoire restent insuffisants pour rendre compte de l'avis des bénéficiaires, c'est pourquoi le projet prévoit la réalisation d'un nouveau diagnostic ciblé sur SAdP. La participation des femmes sera un point clé afin de pérenniser les acquis du projet et renforcer la continuité des actions à travers la mise en place d'un modèle économique moins dépendant des financements extérieurs.

Finalement, ce mémoire m'a permis de comprendre que l'intégration doit être pensée comme un processus à la fois juridique, économique et social. Garantir des droits constitue une première étape essentielle, mais elle n'est pas suffisante si elle n'est pas accompagnée d'autres facteurs d'épanouissement comme l'intégration et/ou la création d'un réseau de soutien. Dans ce cas précis, cela suppose également de prendre en compte les inégalités de genre systémiques. Les loisirs et la création d'espaces de rencontre peuvent donc paraître secondaires face à l'urgence, mais ils permettent aussi de rompre l'isolement, de créer des réseaux solidaires et de rendre l'intégration plus réelle et concrète.

Bibliographie

Sources primaires:

ACNUR, Alcaldía de Medellín, « Documento de buenas prácticas: Medellín, ciudad solidaria », 2023 [en ligne]. [<https://www.acnur.org/es-es/publicaciones/documento-de-buenas-prcticas-medelln-ciudad-solidaria-2023>] (consulté le 09/08/2026]

Bogotá, « ¿Dónde llamar por un caso de violencia contra las mujeres?, Te contamos », 2024, [En ligne]. [<https://bogota.gov.co/mi-ciudad/mujer/linea-de-emergencia-123-para-atender-casos-de-violencia-contra-mujeres>] (Consulté le 21/05/2025)]

Cancillería, « Decreto 1209 de 2024 », Ministerio de las relaciones exteriores, 2024, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/normograma/compilacion/docs/decreto_1209_2024.htm] (Consulté le 18/05/2025)]

Cancillería, « Políticas y asuntos migratorios », 2024, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/politica_asuntos_migratorios] (Consulté le 19/05/2025)]

Coalición por Venezuela, « Sobre nosotros », 2024, [en ligne]. [<https://coalicionporvenezuela.org/quienes-somos/>] (consulté le 07/05/2026)]

COLVENZ, « Nosotros », [en ligne]. [<https://colvenz.org/nosotros/>] (consulté le 05/05/2026)]

DANE, « Distribucion de la población », [En ligne]. [https://geoportal.dane.gov.co/servicios/atlas-estadistico/src/Tomo_I_Demografico/2.2.--distribuci%C3%B3n-de-la-poblaci%C3%B3n.html] (Consulté le 05/05/2025)]

Departamento Nacional de Planeación, Observatorio Colombiano de migración desde Venezuela, Agencia de Estados Unidos para el desarrollo internacional, « Informe mujeres migrantes », 2022 [en ligne]. [<https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Justicia%20Seguridad%20y%20Gobierno/Gobierno/OMV/INFORME%20MUJERES%20MIGRANTES%20-%20TODAS%20SOMOS%20DIGNAS.pdf>] (consulté le 13/01/2025)]

DNP, ONM et USAID, Todas somos dignas, « Caracterización de mujeres migrantes en Colombia con énfasis en economía del cuidado y violencias basadas en género », Bogotá D.C, 2023, p.17.

Expertise France, « Mujeres echando raíces », 2024, [en ligne]. [<https://www.expertisefrance.fr/fiche->

[projet?id=908058#:~=Les%20femmes%20migrantes%2C%20qui%20repr%C3%A9sentent,elles%20sont%20en%20situation%20irr%C3%A9guli%C3%A8re](#) (Consulté le 11/04/2025)]

Función pública, « 2125 de 2021 », Congreso de la República, 2021, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=168050>](Consulté le 16/05/2025)]

Función Pública, « Decreto 1288 de 2018 », Departamento Administrativo de la Función Pública, 2018, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=87780>](Consulté le 16/05/2025)]

Función pública, « Ley 2136 de 2021 », Congreso de la República, 2021, [En ligne]. [<https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=168067>] (Consulté le 16/05/2025)]

Gobierno de Colombia, FENALPER, NGRD et al, «ABC del RAMV», 2018, [En ligne]. [<https://portal.gestiondelriesgo.gov.co/RAMV/SitePages/inicio.aspx>] (Consulté le 18/05/2025)]

Integración migrantes, « Afiliación a la salud », s.d, [en ligne]. [<https://www.integracionmigrante.com/health/AffiliateFormHealth>] (consulté le 16/05/2026)]

IPEAT, Alfonso Prada S.E. (ambassadeur de Colombie en France), « Rencontre : « Où va la Colombie? » », 2025.

Migración MRE, « DISTRIBUCIÓN DE VENEZOLANAS(OS) », 2022, [En ligne]. [https://unidad-administrativa-especial-migracion-colombia.micolombiadigital.gov.co/sites/unidad-administrativa-especial-migracion-colombia/content/files/000608/30382_distribucion-venezolanos-2022-diciembre-version--2023.pdf] (Consulté le 15/05/2025)]

Ministerio de relaciones exteriores, « Decreto 1067 de 2015 », 2015, [En ligne]. [https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Normograma/docs/decreto_1067_2015.htm](Consulté le 16/05/2025)]

Molina Catherine, « Mujeres despliegan pancarta en rechazo del término “Veneka” en Caracas », Ministerio del poder popular para la Mujer y la Igualdad de Género, Venezuela, 2024.

OIT, « MUJERES REFUGIADAS Y MIGRANTES DE VENEZUELA EN COLOMBIA: ¿quiénes son y qué barreras enfrentan para su integración socioeconómica? », 2024, p.33.

ONU Mujeres, « Garantizando servicios públicos para las mujeres migrantes venezolanas », 2019, [En ligne]. [<https://www.unwomen.org/es/news/stories/2019/7/feature-ensuring-public-services-for-venezuelan-migrant-women>] (Consulté le 19/05/2025)]

R4V, « RMRP 2025-2026 Plan de respuesta para refugiados y migrantes », 2024, p.42-43.

RW, RMRP « 2025-2026: Regional Refugee and Migrant Response Plan (RMRP) », 2024, [En ligne]. [<https://reliefweb.int/report/colombia/rmrp-2025-2026-regional-refugee-and-migrant-response-plan-rmrp>] (Consulté le 19/05/2025)]

Laura Vásquez Roa, « Entre la invisibilidad y la discriminación: personas refugiadas venezolanas LGBTIQ+ en Colombia y Perú », amnistía internacional, 2022, [en ligne]. [<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2022/06/personas-refugiadas-venezolanas-lgbtqi-colombia-y-peru/>] (consulté le 02/05/2025)]

Vicepresidencia (Colombia), USAID, « La violencia contra las mujeres migrantes en Colombia: una frontera por superar », 2021, p.12.

Silvia Viñas, Eliezer Budasoff, « “Yo vine a trabajar”: mujeres migrantes en busca de un empleo digno », 2024 [podcast en ligne]. [<https://elhilo.audio/podcast/mujer-migracion-trabajo-america-latina/>] (consulté le 07/04/2025)]

Sources secondaires :

ACNUR, « A quién ayudamos », s.d, [en ligne]. [<https://www.acnur.org/retornados>] (consulté le 07/05/2026)]

Aliaga Sáez Felipe Andrés, « Causas de la migración forzada de Venezuela a Colombia », Universidad Nacional Pedro Henríquez Ureña, 2021.

Amnesty International, « Colombie et Pérou. Abandonnées par l’État dans les pays hôtes, les femmes vénézuéliennes sont de plus en plus exposées à des violences liées au genre », 2022 [en ligne]. [<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/07/colombia-peru-venezuelan-women-face-gender-based-violence/>] (consulté le 13/01/2025)]

Amnesty international, « Comprendre ce qu'il se passe au Venezuela », 2024, [en ligne]. [<https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/comprendre-ce-quil-se-passe-au-venezuela>] (consulté le 15/04/2025)]

Amnistía internacional, « Datos y cifras: Regularización y protección de personas venezolanas en Colombia, Ecuador, Perú y Chile », 2023 [en ligne].

<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2023/09/facts-figures-venezuelans-colombia-ecuador-peru-chile/> (consulté le 12/01/2025)]

Ávila Keymer, « Venezuela. Les différentes vagues d'exil », À l'encontre, La brèche, 2018.

Bedoya Bedoya María Rocío, « Migración venezolana hacia Colombia: respuestas del Estado (2015 -2019) », Revista internacional de cooperación & desarrollo, (vol.7), (n°2), 2020, p.9-28.

Benard Sophie, « La littérature en exil – sur Tu parles comme la nuit de Vaitiere Rojas Manrique », AOC, 2021.

Castro Carpintero Deisy Katherine et Rojas López Jonathan Orlando, « Discriminación, estereotipos y prejuicios sobre las mujeres migrantes venezolanas en la ciudad de Bogotá », universidad de la Salle, Bogotá, 2020, p.98-105.

Dane, « Conceptos Básicos », 2008, [En ligne]. [https://www.dane.gov.co/files/inf_geo/4Ge_ConceptosBasicos.pdf] (consulté le 05/05/2025)]

DANE, « Regiones geográficas », 2008, [En ligne]. [https://geoportal.dane.gov.co/servicios/atlas-estadistico/src/Tomo_I_Demografico/%E2%80%A2regiones-geogr%C3%A1ficas.html#:~=El%20territorio%20colombiano%20se%20divide,%2C%20Andina%2C%20Orinoquia%20y%20Amazonia]. (consulté le 05/05/2025)]

DANE, « Sistema de consulta de conceptos estandarizados », s.d, [en ligne]. [<https://conceptos.dane.gov.co/conceptos/conceptos/6162/ficha/#:~=Zona%20rural%20que%20pertenece%20a,asuntos%20p%C3%BAblicos%20de%20car%C3%A1cter%20local>] (consulté le 22/07/2026)]

Darwich Osorio Gregorio, « Petróleo en Venezuela en el siglo XX. De la inexperiencia institucional a la pericia », Cuadernos del cendes, (vol.32), (n° 88), 2015.

Delcas Marie, « En Colombie, les migrants vénézuéliennes contraintes de se prostituer », Le monde, 2021, [en ligne]. [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/30/en-colombie-les-migrantes-venezueliennes-contraintes-de-se-prostituer_6086409_3210.html] (consulté le 29/04/25)]

Díaz-Rico Jhojan Alejandro, « Migración, trabajo y nación. El lugar de Colombia en los estudios sobre las migraciones en los estudios sobre las migraciones a América Latina », Anuario de Historia Regional y de las Fronteras, (vol. 27), (n° 2), 2021, p. 219-258.

DNP, « Los departamentos », s.d, [En ligne]. [<https://ods.dnp.gov.co/es/departamentos> (consulté le 05/05/2025)]

El comercio, « Colombia reclama ante la OEA más ayuda para atender a migrantes venezolanos », 2019, [En ligne]. [<https://www.elcomercio.com/actualidad/mundo/colombia-oea-ayuda-migrantes-venezuela.html>] (Consulté le 18/05/2025)]

Expansión mx, « ¿Por qué Venezuela vive una de las peores crisis económicas del mundo? », 2020 [Vidéo en ligne]. [https://youtu.be/-UM4kituR1Q?si=bcwSl_GUzhUI1Eg8] (consulté le 4 avril 2025)]

Fajardo Farfán, July Samira, Palacio Puerta, María Adelaida, Vásquez Grajales, Julián, « Los derechos de las personas migrantes y la gobernanza migratoria desde un enfoque de derechos », OIM, 2021, [En ligne]. [<https://repository.iom.int/handle/20.500.11788/2328>] (Consulté le 16/05/2025)]

Grijalva Jiménez Agustín et Castro-Montero José-Luis, « La Reección Presidencial Indefinida en Venezuela, Nicaragua, Ecuador y Bolivia », Estudios constitucionales, (vol.18), (n°1), 2020.

Guidat, Théo, « Aux portes de l'exil, la Colombie face à la migration vénézuélienne », le grand continent, 2020, [En ligne]. [<https://legrandcontinent.eu/fr/2020/07/28/aux-portes-de-lexil-la-colombie-face-a-la-migration-venezuelienne/>] (Consulté le 05/05/2025)]

Human rights watch, « Venezuela eventos de 2024 », 2025, [en ligne]. [<https://www.hrw.org/es/world-report/2025/country-chapters/venezuela>] (consulté le 15/04/2025)]

Ibáñez Ana María, Adelaida Ortega María, Rozo Sandra, Rodríguez Marisol, et Al, « El Impacto de Permisos Temporales de Trabajo y Residencia para Inmigrantes en Colombia », Innovations for poverty action, 2022.

Jasmin Louis-Philippe, « La corruption, un problème historique au Venezuela », perspectives monde, 2023, [En ligne]. [<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3488>] (consulté le 24/05/2025)]

Llerena Paula, « ¿Cuáles son los países más grandes de Sudamérica? », 2023, [en ligne]. [<https://trome.com/familia/escuela/cuales-son-los-paises-mas-grande-de-sudamerica-imp-noticia/?ref=tr>] (consulté le 05/05/2025)]

Lotero Echeverri Gabriel, Romero Rodríguez Luis, y Pérez Rodríguez Amor, « Migración masiva venezolana en Colombia: estudio de news framing en cibermedios de referencia » *Análisis Cuadernos de Comunicación i Cultura*, no 63, 2020.

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, « Colombie », 2023, [En ligne]. [https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays_CO/indicateurs-et-conjoncture] (consulté 05/05/2025)]

Montenegro Yamile Andrea, « Sanciones impuestas por Estados Unidos a Venezuela: consecuencias regionales », *Revista de relaciones internacionales, estrategia y seguridad*, (vol.16), (n°2), 2021.

Mutis O Olga María, Ríos I Camilo José, Montaña G Laura María et Al, « Crisis u oportunidad: impacto de la migración venezolana en la productividad colombiana », *Desarrollo y sociedad*, (n°89), 2021, p.13-56.

OIM, « Les migrants et réfugiés vénézuéliens stimulent l'économie colombienne à hauteur de 529,1 millions de dollars », 2024, [En ligne]. [<https://www.iom.int/fr/news/les-migrants-et-refugies-venezueliens-stimulent-leconomie-colombienne-hauteur-de-5291-millions-de-dollars-selon-une-etude-de-loim>] (Consulté le 16/05/2025)]

OIM ONU Migración Colombia, Política pública migratoria, s.d, [En ligne]. [<https://colombia.iom.int/es/politica-publica-migratoria>] (Consulté le 19/05/2025)]

OXFAM, « Intersectionnalité : quand les discriminations s'entrecroisent », 2025, [En ligne]. [<https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/intersectionnalite-quand-les-discriminations-sentrecroisent/#:~=L'intersectionnalit%C3%A9%20est%20un%20concept,recourent%20et%20s'intensifient%20mutuellement>]. (Consulté le 25/05/2025)]

Palacios Sanabria María Teresa, Peralta González Laly Catalina, « Migración y posacuerdo: desafíos del Estado colombiano », *Migraciones internacionales*, (vol°14), 2023, p.13-18.

Penagos Lina, « Reconfigurations institutionnelles sur la frontière colombo-vénézuélienne, frontière de tous les trafics », *Caravelle*, (n°122), « Les frontières en Amérique latine : constructions, déconstructions, mises à l'épreuve », 2024, p.49-64.

Pineda Arboleda Juan Fernando, « El rol de las organizaciones no gubernamentales en la respuesta a la migración venezolana en Colombia », *Desafíos*, (vol.35), (n°spécial), 2023, p.1-32.

Prieto-Olivares Diego, « Estado de la cuestión sobre la migración LGBTIQ+ en Colombia », TransMigrARTS, 2025, [en ligne]. [<https://hal.science/hal-04913828v1/file/Estado-de-la-cuestion-sobre-la-migracion-LGBTIQ-en-Colombia-TMA5-A.pdf>] (consulté le 02/05/25)]

Rojas Morales Laura Maria, « Statut de protection temporaire de dix ans accordé par la Colombie aux migrants et réfugiés vénézuéliens », 2023, [En ligne]. [<https://www.sdg16.plus/fr/policies/statut-de-protection-temporaire-pour-les-migrants-venezueliens-colombie/#policy-reference-15>] (Consulté le 16/05/2025)]

Rousseau Isabelle, « Petróleos de Venezuela (PDVSA) : de la logique entrepreneuriale à la mission nationale (1920-2016) », Encyclopédie de l'énergie, 2017, [En ligne]. [<https://www.encyclopedie-energie.org/petroleos-de-venezuela-pdvsa-de-la-logique-entrepreneuriale-a-la-mission-nationale-1920-2016/>] (consulte le 24/05/2025)]

Sánchez Hidalgo Karen Viviana, « Migración y género: factores de vulnerabilidad de las mujeres migrantes venezolanas en Colombia », Notas de población, (n°117), 2023, p.43-70.

Secretaría de planeación, «Entidad promotora de salud - EPS», s.d, [en ligne]. [<https://www.sdp.gov.co/transparencia/informacion-interes/glosario/entidad-promotora-de-salud-eps>] (consulté le 16/05/2026)]

Straka Tomás, « Pensar, representar y administrar el petróleo », Tiempo y Espacio, (vol.25), (n°63), 2025.

Swissinfo, « ACNUR suspende y reduce programas de asistencia en Colombia debido a la falta de fondos », 2025, [En ligne]. [<https://www.swissinfo.ch/spa/acnur-suspende-y-reduce-programas-de-asistencia-en-colombia-debido-a-la-falta-de-fondos/89215808>] (Consulté le 19/05/2025)]

Tiberj Vincent, « Intégration », la sociologie, les 100 mots de la sociologie, 2014, [en ligne]. [<https://journals.openedition.org/sociologie/2484>] (consulté le 14/08/2026)]

Ana María Tribín-Urbe, Alan David Gómez-Barrera, et Tatiana Mojica-Urueña, « Desigualdad laboral : Migracion y genero », 2022, [en ligne]. [<https://cuidadoygenero.org/wp-content/uploads/2022/01/Desigualdad-laboral.pdf>] (consulté le 23/04/2023)]

UNHCR, ACNUR, « Regularización para personas venezolanas », s.d, [En ligne]. [<https://help.unhcr.org/colombia/regularizacion-para-personas-venezolanas/>] (Consulté le 16/05/2025)]

Urrego-Ortiz Franky, Quinche-Ramírez Manuel Fernando, « LOS DECRETOS EN EL SISTEMA NORMATIVO COLOMBIANO », Universidad Javeriana, 2008, p.57.

Annexes

Rapport de stage

I. Contexte du stage

A. Présentation de la structure de stage :

La Colonia Venezolana en Colombia (COLVENZ) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. L'ONG est née d'une volonté citoyenne de la diaspora vénézuélienne à Medellín lors de manifestations contre les actions du régime de Nicolás Maduro. Après plusieurs tentatives de création d'organisations, COLVENZ voit le jour en octobre 2017 pour intervenir auprès de migrant.e.s vénézuélien.ne.s et retournades colombien.ne.s dans leur processus d'intégration. Elle agit autour de plusieurs domaines, à savoir : la santé, l'emploi, la régularisation, l'entrepreneuriat, le sport, la culture, et donne des conseils personnalisés. Les membres de l'organisation travaillent également sur la formulation de projets auprès de bailleurs de fonds nationaux et internationaux, et essayent de mettre en place leurs propres projets autour du sport, de l'entrepreneuriat et des jeunes (18-29 ans).

L'organisation opère principalement dans la région d'Antioquia et plus précisément dans les zones périphériques de Medellín, notamment à San Antonio de Prado, Itagüí et Bello. L'équipe de COLVENZ est composée de 17 membres bénévoles composée de migrant.e.s vénézuélien.ne.s et retournades colombien.ne.s. Ces dernier.ère.s sont réparti.e.s sur diverses tâches en fonction de leurs compétences (gestion de projet, communication, terrain, psychologie, justice...). La gouvernance de l'organisation est participative et s'appuie sur une assemblée générale ainsi que sur un conseil d'administration stable depuis 3 ans. COLVENZ est également une ONG influente à Medellín est bénéficie d'une légitimité institutionnelle ce qui lui permet de collaborer avec la mairie de la ville, L'ACNUR, le gouvernement ou d'autres organisations influentes en termes de migration dans la région. Historiquement, l'organisation a joué un rôle politique pionnier en faisant une réquisition auprès du conseil municipal pour la création d'un statut de régularisation qui a par la suite donné lieu au PPT.

B. Activités de COLVENZ :

Ma présence ne s'inscrit pas réellement dans le cadre d'un projet de développement financé et d'une durée déterminée. Mon stage a plutôt concerné le projet global porté par COLVENZ, à savoir l'intégration et l'accompagnement des migrant.e.s et retournades à Medellín et ses alentours. Durant mes semaines de stage, j'ai en effet participé à différentes activités

portées par l'organisation, notamment concernant la formulation de projets, la recherche de financements, la participation aux espaces institutionnels et les activités de terrain.

L'une de mes principales missions durant ces semaines de stage a été centrée sur la formulation de trois projets :

Territorio Talento :

Le projet, élaboré entre COLVENZ et Conexiones Creativas (CC) a été rédigé dans le cadre de l'appel d'offres de l'union européenne « EU-LAC Social Accelerator ». Ce projet vise à améliorer l'insertion socio-économique des jeunes migrant.e.s, réfugié.e.s, et retournades de 18 à 29 ans. Il a été prévu de réaliser un diagnostic pour identifier les compétences/ talents et les besoins des bénéficiaires, de proposer un parcours de mentorat et d'orientation, la mise en place de formations et opportunités professionnelles ainsi que de mener un plaidoyer visant à valoriser les parcours des jeunes bénéficiaires. Sa mise en œuvre sera assurée par plusieurs partenaires, d'abord COLVENZ et CC, comme énoncé, puis des acteurs publics, privés, académiques, et financiers identifiés lors du diagnostic.

Una Visa por un sueño:

Cette proposition a été rédigée dans le cadre d'un appel d'offres « SCOPE OF WORK – Facilitación Guiada de Grupos de WhatsApp ». Le projet propose de générer des groupes WhatsApp permettant d'informer et d'accompagner des migrant.e.s vénézuélien.ne.s pour se faire régulariser et prendre connaissance des différentes procédures administratives. Pour se faire, 32 groupes seront créés et animés par de « facilitateur.rice.s », chargé.e.s de partager les informations régulièrement, d'assurer la participation et répondre aux questions. L'objectif est de réduire la désinformation. À ma connaissance, aucun partenaire n'est prévu pour ce projet, dont la commande a été très précise sur les éléments à mettre en place dans la formulation.

Kickingball para la inclusión :

J'ai finalement pu prendre part à la formulation du projet intitulé « Kickingball para la inclusión, diversidad de género y liderazgo de mujeres refugiadas en Medellín », conçu dans le cadre d'un appel d'offres de la fondation Olympic Refugee Foundation. Il cherche à renforcer l'inclusion sociale, le leadership, et l'accès aux droits de 240 femmes réfugiées vénézuéliennes, colombiennes et retournadas, ainsi que des membres de la communauté d'accueil à travers la pratique du Kickingball (pratiqué dans le club de sport de COLVENZ, au sein d'une équipe gérée par les femmes elles-mêmes). Le projet prévoit de mettre en place un diagnostic participatif, des formations sur l'accès aux droits et la prévention des VBG, l'organisation de tournois

communautaires ainsi que des formations en arbitrage et premiers secours sportifs. Ce projet met en œuvre plusieurs partenariats avec des acteurs comme l'ACNUR, l'OIM, l'INDER, le SENA, la mairie de Medellín, Caribe Afirmativo et plusieurs autres acteurs du secteur privé.

II. Présentation et analyse des tâches réalisées durant le stage

A. Présentation des missions

Recherche de financements et d'appels à projets :

Parallèlement à la formulation de projets, j'ai passé une grande partie de mon stage à rechercher des financements, à la demande de mes tuteurs de stage. Cette activité est apparue particulièrement importante, car en effet, COLVENZ dépend pour le moment des financements qui lui sont accordés pour la gestion de projet.

L'un des principaux problèmes rencontrés par les membres de l'équipe est la date limite de dépôt de candidature. En effet, la majorité des appels d'offres auxquels nous étions éligibles arrivaient à expiration la semaine suivant la découverte. Dans ces conditions, il a souvent été impossible de réunir les documents, contacter les partenaires et formuler un projet de bonne qualité, y compris lorsqu'il était déjà rédigé puisqu'il y a toujours des ajustements à faire pour correspondre aux demandes précises des TDR. Pour remédier à cela, j'ai donc effectué à mon initiative des recherches régulières afin d'identifier les principaux bailleurs de fonds (internationaux, régionaux, nationaux et locaux), les fondations, et les organisations dans l'objectif de pouvoir les suivre sur les réseaux sociaux (notamment LinkedIn) afin que l'information nous arrive plus rapidement. Cela a également permis à l'organisation de ne plus dépendre des appels transmis ponctuellement aux membres de l'équipe mais de pouvoir réellement rechercher des AO.

Cette mission est représentative de la façon dont s'est progressivement organisé mon stage. L'absence de tâches précises à effectuer a d'abord été difficile à gérer, au point que j'ai exprimé ce besoin de cadrage auprès du directeur de l'ONG (cela était déjà une inquiétude avant de commencer et nous avons déjà eu une discussion à ce sujet). J'ai ensuite rapidement compris que, compte tenu des activités professionnelles parallèles des membres de COLVENZ et de certaines limites en gestion de projet, il était important que je prenne des initiatives même si je ne maîtrisais pas non plus l'ensemble des outils, méthodes et besoins. C'est presque à la fin du stage que j'ai commencé à trouver un équilibre et à effectuer des tâches plus efficaces au regard des besoins de l'organisation.

Malgré les difficultés énoncées, cette expérience a été pour moi très formatrice puisqu'elle m'a permis de mettre en pratique de nombreuses connaissances théoriques apprises durant la formation IPAL. J'ai pu disposer d'une grande liberté dans l'organisation de mon travail et cela m'a permis de gagner en autonomie et en confiance. Par ailleurs, le travail que j'ai réalisé a été bénéfique pour COLVENZ et valorisé par l'équipe, qui a régulièrement souligné sa qualité.

Participation aux espaces institutionnels et au réseau territorial de COLVENZ :

Durant mon stage, j'ai également eu l'occasion d'accompagner certains membres de COLVENZ sur le terrain lors de plusieurs réunions avec les acteurs du territoire, ce qui m'a permis de mieux comprendre la place importante de COLVENZ au niveau local.

J'ai notamment participé au cycle délibératif du CONPES⁹⁸ de migrations 2026-2026, réunion réunissant différents acteurs institutionnels et de la société civile. La finalité de cette réunion était de recueillir les observations des acteurs de terrain et de réfléchir à la future politique migratoire colombienne. Cet espace m'a paru particulièrement intéressant puisqu'il m'a permis de constater une réelle remontée et prise en compte des informations jusqu'au gouvernement. La présence de COLVENZ dans ce type d'espaces montre également que son rôle ne se limite pas à apporter une aide aux migrant.e.s à petite échelle, mais aussi qu'elle participe à des réseaux plus larges et est un porte-parole de ces derniers.



Réunion du CONPES, 22 avril 2026.

⁹⁸ El Consejo Nacional de Política Económica y Social (CONPES) es un organismo colegiado que asesora al Gobierno nacional en los aspectos que se relacionan con el desarrollo económico y social del país. DNP, « Consejo nacional de política económica y social », s.d, [en ligne]. [<https://www.dnp.gov.co/conpes> (Consulté le 13/08/2026)]

J'ai également accompagné Cora, travailleuse sociale de terrain de COLVENZ, lors de réunions organisées par l'ACNUR à Medellín. Durant ces différentes rencontres, j'ai pu constater l'importance et le fonctionnement de la coordination entre les institutions et les organisations dans ce contexte, celles-ci étant dépendantes les unes des autres. Le réseau de COLVENZ représente également un atout majeur dans la formulation de projets puisque les bailleurs demandent régulièrement d'établir des partenariats ou bien de démontrer la fiabilité de l'organisation à partir de certificats.

Participation aux journées de terrain à San Antonio de Prado (SAdP) :

À ma demande, j'ai également pu participer aux journées organisées par COLVENZ à SAdP, ce qui m'a permis d'être directement en contact avec les populations auprès desquelles intervient l'organisation.

Ces dernières s'organisent sous forme de « forum » sur la place de la ville avec une vingtaine de partenaires réunis pour répondre aux besoins de la population. Sur ce même principe, deux membres de COLVENZ et moi-même étions présents pour répondre aux questions spécifiques concernant la migration sur tous les domaines d'expertise de COLVENZ.

Ma présence sur le terrain m'a d'abord permis d'identifier les questions les plus fréquentes et d'apprendre auprès de mes collègues les réponses et orientations à leur apporter. Ces observations m'ont également servi de support pour élaborer un questionnaire dans le cadre de mon mémoire portant sur les besoins des femmes migrantes ainsi qu'un diagnostic pour COLVENZ.

Ces journées m'ont permis de mieux comprendre la fonction de médiation et d'orientation jouée par COLVENZ. L'aide apportée ne consiste donc pas seulement à résoudre directement l'ensemble des situations mais également à savoir identifier l'acteur susceptible d'apporter une réponse adaptée. Elles m'ont aussi permis de mettre des situations concrètes derrière des problématiques que j'étudiais jusque-là principalement à travers la littérature scientifique. Finalement, il me semble important de rencontrer la population cible d'un projet en amont de sa formulation afin d'éviter de construire une représentation trop simplifiée ou caricaturale des bénéficiaires et c'est ce que j'ai cherché à faire dans mon projet de partie III de mémoire.



Journée d'intervention à SAdP (8 mai 2026)

Création d'un outil de collecte d'informations :

Comme énoncé précédemment, ma présence sur le terrain m'a aussi permis de réaliser un questionnaire (voir annexe n°1) dans l'objectif de réunir des informations générales pour effectuer un diagnostic de la population pour COLVENZ et pour réaliser mon projet de mémoire. Cette mission m'avait été demandée par le directeur de l'ONG ; cependant, aucune demande particulière ne m'a été formulée et j'ai donc pris la liberté de le formuler de ma propre initiative. Suite à des questions de logistique et d'organisation, je n'ai pas pu assister à d'autres forum avant la fin de mon stage et je n'ai donc pas pu obtenir les réponses souhaitées et nous avons donc conclu avec le directeur que le questionnaire serait envoyé sur WhatsApp. Dans l'attente des réponses, j'ai préparé du matériel destiné à recueillir des informations auprès des personnes enquêtées ; cependant, malgré de multiples relances, cela n'a malheureusement pas abouti.

B. Résultats du travail et compétences acquises

Les différentes missions réalisées durant ces quinze semaines de stage m'ont permis d'acquérir des compétences complémentaires à ma formation théorique.

Premièrement, concernant la gestion de projet, j'ai appris à mettre en pratique la formulation de projets à travers plusieurs appels d'offres en analysant les TDR, et les critères d'éligibilité en construisant les objectifs, en proposant des activités adaptées aux demandes, en participant à l'élaboration du budget et d'un chronogramme... De plus, j'ai amélioré mes connaissances en recherche de financements grâce à la recherche d'une multitude de financeurs

(notamment ciblée sur l'Amérique latine). Ce travail de recherche et de suivi sur les réseaux sociaux est l'un des résultats concrets que j'ai cédés à COLVENZ afin d'être réutilisé après mon départ.

Deuxièmement, cette expérience professionnelle, bien qu'elle soit loin d'être la première, m'a réellement poussée dans mes retranchements et amenée à ajuster ma manière de communiquer afin de faciliter la coordination avec l'équipe. J'ai également appris à m'adapter à une nouvelle façon de travailler parfois très éloignée des normes professionnelles françaises, qu'elles soient implicites et explicites. Cela m'a amenée à adapter mon approche de travail en lien avec le contexte local, et représente aujourd'hui un atout dans ma façon d'aborder un stage ou un emploi.

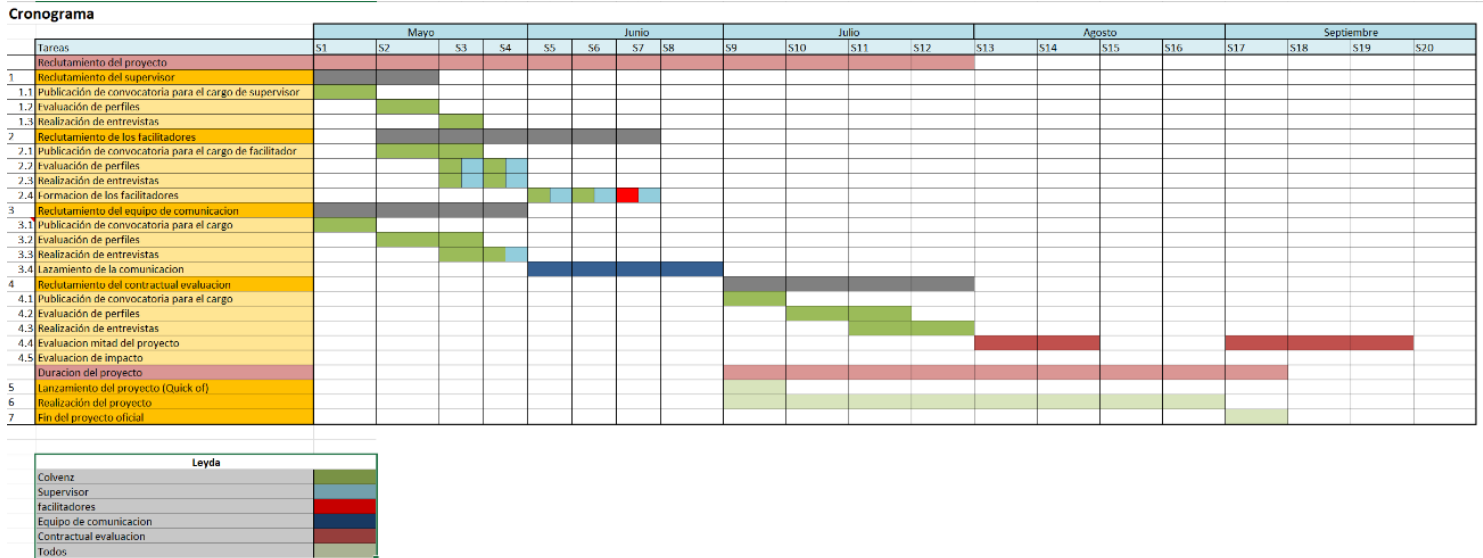
Mon stage m'a donné l'opportunité de développer mon autonomie dans la gestion de projet en l'absence de réel encadrement de stage. En effet, cela m'a souvent conduite à chercher par moi-même les actions impératives à mettre en place pour améliorer l'efficacité du travail de l'ONG, avancer sur des formulations de projet en équipe, coordonner des réunions regroupant plusieurs personnes ou entités (comme dans le cas de Conexiones creativas).

Par ailleurs, le contact avec les bénéficiaires et la participation aux réunions institutionnelles m'ont permis de mieux comprendre le contexte de la gestion migratoire à Medellín et dans la vallée d'Aburrá et la manière dont COLVENZ s'inscrit parmi ces acteurs.

Enfin, ce stage m'a amenée à me confronter à une réalité aujourd'hui très présente, à savoir : comment adapter la gestion de projet au retrait des financements. En effet, COLVENZ, comme d'autres organisations plus petites, a conscience que cette dépendance aux financements internationaux n'est plus possible et cherche à changer de méthode de fonctionnement. Ce stage m'aura permis de constater cette réalité de plus près et de réfléchir à des alternatives qui permettraient également plus de liberté aux ONG locales, également plus proches des besoins des bénéficiaires. Cela a aussi confirmé mon positionnement sur la participation des bénéficiaires qui est encore trop peu prise en compte dans les projets de développement, ce qui devrait être pour moi la plus grande priorité de la formulation.

C. Produits

1. Budget et chronogramme du projet « Una visa por un sueño »



Presupuesto - Proyecto: Una Visa por un Sueño

	Designación	Unidad	Cantidad	Unidad	Cantidad	Costo Unitario (COP)	Total (COP)
1	Recursos humanos						
1.1	Supervisor de facilitadores	Mes	2	Persona	1	2500000	5000000
1.2	Facilitadores comunitarios	Mes	2	Persona	8	1600000	25600000
1.3	Diseñador de comunicacion	Contrato fijo	1	Empresa	1	4000000	4000000
	Contractual evaluacion del proyecto	Contrato fijo	1	Persona	1	3000000	3000000
	Sub total						34600000
2	Herramientas digitales						
2.1	Plan de teléfono	Mes	2	Plan	9	40000	720000
2.2	Impresion flyer	Flyer	1	-----	-----	120000	120000
	Sub total						840000
3	Seguimiento del proyecto						0
3.1							0
	Sub total						0
	Total general						35440000

2. Questionnaire à destination de la population migrante et retournadas

Voir Annexe n°1

3. Formulation du projet « Kickingball para la inclusión, diversidad de género y liderazgo de mujeres refugiadas en Medellín »

Voir annexe du rapport de stage n°1

III. Bilan

Ces quinze semaines de stage au sein de l'ONG COLVENZ ont été une expérience enrichissante mais contrastée. Certaines difficultés, notamment liées au manque d'encadrement, à la disponibilité limitée des membres de l'équipe, ou bien le manque de cadrage général ont souvent été décourageants. Dans un premier temps, trouver ma place au sein de l'équipe en semi-distanciel a été assez difficile puisque je n'avais pas la possibilité d'interagir facilement avec eux et de comprendre sur quoi chacun travaillait ou leurs histoires

dans l'organisation. Il a également été compliqué d'obtenir des informations sur l'organisation car on ne m'exposait que des choses très vagues et j'ai donc dû réaliser des entretiens très encadrés, avec deux des créateurs de l'organisation.

Par ailleurs, j'ai choisi ce stage en connaissance de cause puisque je savais que j'intégrais une petite organisation sans locaux et disposant de moyens financiers limités. Faute d'autres possibilités de stage et malgré de nombreuses candidatures envoyées, je me suis donc engagée avec COLVENZ puisque cela restait cohérent avec mon sujet de mémoire. En effet, les organisations œuvrant pour la migration colombienne sont souvent des initiatives citoyennes non rémunérées menées sur le temps personnel ou bien de grandes ONG comme l'ACNUR et l'OIM qui sont difficilement atteignables sans contacts. Dans ce contexte, je ne pouvais donc pas avoir de trop grandes attentes concernant l'organisation et les missions. Ces contraintes m'ont tout de même été bénéfiques, car elles m'ont permis de constater la réalité du terrain, à savoir, le peu de moyens disponibles pour aider cette population.

Avec le recul, je considère que les difficultés que j'ai rencontrées ont participé à mon apprentissage, comme cela a été développé plus haut. Les membres de COLVENZ m'ont tout de même accueillie à bras ouverts et j'ai pu réaliser de belles choses à leurs côtés. Pour autant, je considère avoir besoin d'une seconde expérience professionnelle dans la gestion de projet afin de progresser sur la mise en pratique plus technique. Cela m'a permis d'identifier les domaines dans lesquels je dois encore progresser et ceux que je dois encore découvrir comme la mise en œuvre d'un projet et tout ce que cela implique.

Je considère donc ce stage comme une étape importante dans mon parcours et dans l'accomplissement de ce mémoire IPAL. Il m'a permis de mettre en pratique les connaissances acquises durant ma formation, de développer mon autonomie et ma capacité d'adaptation, mais aussi de faire un bilan sur ce qu'il me reste à apprendre. La grande liberté qui m'a été laissée et la confiance que l'on m'a accordée ont contribué d'une part à ma prise d'initiative notamment lors de la formulation du projet « Kickingball para la inclusión, diversidad de género y liderazgo de mujeres refugiadas en Medellín ». D'autre part, sur le plan personnel, ce stage m'a permis de me sentir plus légitime et compétente dans le travail que j'ai pu réaliser, ce dont j'avais grandement besoin. Finalement, cela me permet aujourd'hui de confirmer mon envie de continuer dans la gestion de projet dans les prochaines années tout en acquérant de nouvelles compétences que je n'ai pas eu l'occasion de mettre en œuvre durant ce stage.

Annexe du rapport de stage

1. Annexe n°1

Questionnaire à destination de la population migrante et retornadas de SAdP, (police pour dyslexique)



**FORMULARIO AMIGABLE PARA PERSONAS
MIGRANTES Y RETORNADAS**

Este formulario no es un examen, no es un trámite del gobierno y no tiene ningún costo.

¿Para qué lo estamos haciendo?

Queremos conocerle mejor para saber qué es lo que más necesita:

- ¿Ayuda con la documentación?
- ¿Salud?
- ¿Trabajo o un negocio propio?
- ¿Protección para usted o su familia?

Con lo que nos responda, vamos a poder diseñar ayudas reales (talleres, orientación, acompañamiento) que sirvan de verdad para personas como usted.

¿Qué pasa con su información?

- **Ningún dato se va a compartir** con nadie fuera de Colvenz.
- No vamos a dar su nombre, su dirección, ni nada que le identifique.
- Los resultados los usamos solo para entender las necesidades del grupo, no para señalar a nadie.
- Usted puede responder de forma anónima si así lo prefieres. No necesita decirnos su nombre. Solo queremos su opinión sincera.

¿Cuánto tiempo toma?

Muy poquito: entre 5 y 8 minutos.

Si hay algo que no quiere responder, no hay problema.

Si no sabe leer, le leemos las preguntas y usted solo señala o marca.

PRIMERA PARTE : ¿QUIÉN ES USTED?

1. ¿Usted quiere decir su nombre y dejarnos sus datos para que podamos ayudarlo más tarde (numero de celular, dirección, correo electrónico) ? **(opcional)**

.....
.....

2. ¿Cuántos años tiene usted? ☐ 0-17 ☐ 18-29 ☐ 30-45 ☐ 46-60 ☐ 60+

3. ¿Cómo se identifica usted? ☐ Mujer ☐ Hombre ☐ Otro

4. ¿Cual es su estado civil? ☐ Casada ☐ Divorciada ☐ Soltera ☐ Concubinato

5. ¿Usted tiene hijas o hijos a su cuidado? ☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 o más

6. ¿Hasta dónde estudiaste? ☐ No fui a la escuela ☐ Primaria
☐ Secundaria (bachillerato) ☐ Técnica ☐ Universidad

7. ¿A qué se dedicaba usted cuando estaba en Venezuela?

.....
.....

🧠 Para los menores de edad:

¿Actualmente usted esta escolarizado(a)? ☐ Sí ☐ No ; precisar por qué:

.....
.....

🧠 Para jóvenes 18-29 años :

¿Usted tiene un celular con internet? ¿Usa WhatsApp, TikTok, Instagram? ¿ Y para informarse?

.....
.....

¿Actualmente esta estudiando? ☐ Sí ☐ No ☐ Terminé la carrera ☐ Dejé de estudiar ; precisar por qué:

.....
.....

SEGUNDA PARTE : LLEGADA Y DOCUMENTACIÓN

8. ¿Cuándo llegó a Colombia? (mes/año)

.....

9. ¿Cuándo llegó a Medellín? (mes/año)

.....

10. ¿En qué barrio o sector esta viviendo actualmente?

.....

11. ¿Qué documento tiene para vivir en Colombia? ☐ CC ☐ PPT ☐ PEP
☐ PEP tutor ☐ Visa ☐ Salvoconducto ☐ Ninguno ☐ Otro; precisar

.....

12. Si no tiene ningún documento, ¿por qué no pudo o no quiso sacar uno? (puede marcar más de una) ☐ Es muy difícil ☐ Es muy caro ☐ No sabía que podía ☐ Me da miedo ☐ Me lo negaron
☐ Otra razón; precisar

.....

TERCERA PARTE : TU VIDA EN EL DÍA A DÍA

13. ¿Actualmente usted tiene un trabajo? ☐ Sí (¿en qué trabajas?)

.....

☐ No ; Precisar por qué?

.....

14. ¿Qué trabajo le gustaría tener si pudiera elegir?

.....
.....
.....

15. ¿Le gustaría poner su propio negocio? ¿Cuál? (tienes hobbies/habilidades)

.....
.....
.....

16. ¿Cómo siente su salud hoy? (Marcar con un círculo)

Muy bien - Más o menos - Mal - No sé

17. ¿Qué ayudaría a que su salud mejorara?

☐ Médico más barato ☐ Medicinas gratis o más fáciles de conseguir
☐ Ayuda para la mente (psicólogo, hablar con alguien) ☐ Asistencia prenatal ☐ Conocer como acceder a la salud ☐ Nutrición ☐ Otra ;
precisar

.....
.....

18. En su vida diaria, ¿cuál es la dificultad más grande? (solo una o dos)

☐ Plata ☐ Vivienda ☐ Papeles ☐ Trabajo ☐ Comida ☐ Seguridad
☐ Recreación ☐ Otra ; precisar

.....

CUARTA PARTE : TRATO, DISCRIMINACIÓN Y FUTURO

19. ¿Se ha sentido rechazado(a) o maltratado(a) por ser venezolano(a) o migrante?

☐ Nunca ☐ Una vez ☐ Varias veces ; Precisar por parte de quién?

20. [Solo para mujeres] ¿Se ha sentido discriminada o agredida por ser mujer?

☐ NO ☐ SI ; precisar

¿Dónde?

☐ En el trabajo ☐ En la calle ☐ En tu familia ☐ En la escuela ☐ No me ha pasado ☐ Prefiero no responder

Si quiere explicar más:

.....
.....
.....
.....

21. ¿Se siente integrado(a) en Colombia/ Medellín?

☐ Sí, totalmente ☐ Un poco ☐ No, para nada ; Si quieres explicar:

.....
.....
.....
.....

22. ¿Usted piensa regresar a Venezuela algún día? ☐ Sí ☐ No ☐ No sé

23. Lo que pasó en Venezuela en enero de 2026, ¿cambió sus ganas de quedarse en Colombia?

☐ Sí, ahora quiero quedarme más ☐ Sí, ahora quiero irme más ☐ No, sigue igual

Si quiere explicar:

.....
.....

Gracias por confiar en nosotr@s
Tu voz nos ayuda a mejorar nuestros servicios

2. Annexe n°2

Document de formulation de projet « Kickingball para la inclusión, diversidad de género y liderazgo de mujeres refugiadas en Medellín», modèle fourni dans les TDR

A. Resumen del proyecto

Título del proyecto	Kickingball para la inclusión, diversidad de género y liderazgo de mujeres refugiadas en Medellín
Resultados previstos (max dos oraciones)	240 mujeres deportistas fortalecen su inclusión social, liderazgo y protección frente a la VBG a través del Kickingball, deporte venezolano que ellas introducen y lideran en Medellín. A través de la formación en arbitraje (6 mujeres), primeros auxilios deportivos (4 mujeres) y capacitación en rutas de acceso a derechos y servicios (60% de las beneficiarias), el proyecto genera capacidades instaladas en las beneficiarias que garantizan la sostenibilidad de la iniciativa.
Solicitante principal (debe ser una entidad legalmente constituida y miembro de la SfRC)	Corporación Colonia Venezolana en Colombia (Colvenz) Creada legalmente el 30 de octubre de 2017 ante la Cámara de Comercio de Medellín-Antioquia. NIT:901127696-0
Otros socios del proyecto	Colvenz se registró recientemente como miembro de la SfRC. De acuerdo con los términos de la convocatoria, los socios del proyecto deben ser igualmente miembros de la Coalición. Dado que los socios habituales de la SfRC son comités olímpicos, federaciones deportivas internacionales, ONGs y empresas privadas, y que Colvenz se encuentra en una fase inicial de vinculación a la red, en esta oportunidad el proyecto trabajará con aliados locales estratégicos ya articulados con la organización en Medellín.
País de ejecución (América Latina o África)	Colombia - América Latina
Área temática (inclusión y diversidad de género, comunidades afectadas por el clima u otro tema)	Inclusión y diversidad de género

Importe solicitado (en USD) (hasta 50 000 USD)	\$47.000
--	----------

B. Descripción general del proyecto

Antecedentes y contexto (Describa el desafío que se pretende abordar) Máx. 300 palabras	La migración venezolana constituye el mayor movimiento migratorio moderno de América latina con más de 7,9 millones de personas fuera del país (ACNUR,2025) Colombia es el principal destino de esta población con cerca de 3 millones de personas venezolanas (Migración Colombia, 2025). En Medellín se estima que la población venezolana es de 240.000 personas lo que representa aproximadamente el 10% de la población de la ciudad; de las cuales el 51% son mujeres, (OIM,2024). Estas mujeres se enfrentan a múltiples desafíos derivados de la condición migratoria, discriminación de género, la orientación sexual, la xenofobia. La Violencia Basada en Genero constituye quizás la manifestación menos visible, pero más grave de esta vulnerabilidad, con consecuencias directas en su incorporación a las dinámicas sociales, culturales y deportivas. En Medellín, desde hace seis años las mujeres migrantes venezolanas se han unido en torno a la práctica del Kickingball, deporte originario de Venezuela prácticamente desconocido en Colombia. Hoy existen 12 equipos de 20 mujeres cada uno, incluyendo población colombiana retornada, y comunidades de acogida; al menos el 50% de estas deportistas son población LGBTQ+, y otra parte importante son mujeres cabeza de familia. En cada equipo hay 5 o 6 mujeres venezolanas sin estatus migratorio regular. Colvenz ha integrado estos equipos femeninos a su Club Deportivo con un doble propósito: visibilizar el aporte cultural que desde el deporte realizan estas mujeres, e incorporarlas a su red de apoyo interinstitucional para favorecer el acceso a derechos y servicios. El proyecto busca además formar a algunas de estas deportistas en arbitraje y primeros auxilios deportivos con el fin de disminuir la barrera de discriminación por género que históricamente ha excluido a las mujeres de estos roles deportivos.
---	---

Objetivos específicos del proyecto (explique cómo aborda el proyecto el desafío descrito anteriormente) Máx. 100 palabras	B. Objetivos específicos Identificar mediante un diagnóstico participativo las barreras de acceso a derechos, protección y participación deportiva que enfrentan las integrantes de los equipos de Kickingball. Articular alianzas con entidades locales, y de cooperación internacional para ejecutar actividades de práctica deportiva, capacitación en rutas de acceso a derechos y servicios, formación en arbitraje y primeros auxilios deportivos. Fortalecer las capacidades de liderazgo deportivo y autonomía organizativa de las mujeres beneficiarias garantizando la sostenibilidad de los resultados del proyecto.
Población objetivo (refugiados , desplazados internos, retornados , comunidades de acogida, etc.)	240 mujeres refugiadas venezolanas, colombianas retornadas y de la comunidad de acogida en Medellín, aproximadamente el 50% pertenecientes a población LGBTIQ+ y con importante presencia de mujeres jefas de familia.
Actividades clave del proyecto Máx. 300 palabras	Actividad 1 Diagnóstico participativo (1) Realizar una caracterización socio-económica con enfoque de diversidad de género de las 240 mujeres beneficiarias mediante instrumentos participativos que identifiquen barreras de acceso a derechos y servicios, situación migratoria, condición de vulnerabilidad, y necesidades de protección. Los resultados orientarán la planificación de las actividades siguientes. Actividad 2. Articulación de alianzas estratégicas (2) Gestionar la vinculación de entidades locales y de cooperación internacional: ACNUR, OIM, Instituto de Deporte Regional (INDER) SENA, ONG Caribe afirmativo, para apoyar técnica y operativamente la ejecución del proyecto. Actividad 3. Capacitación (2) Desarrollar talleres sobre rutas de acceso a derechos y servicios, prevención de VBG, ejecutados con entidades especializadas. La priorización de los temas a desarrollar será acordada de acuerdo con el interés de las beneficiarias. Se realizarán espacios de encuentros seguros facilitados por mujeres referentes y lideresas de la comunidad LGBTIQ. Actividad 4. Torneos comunitarios de Kickingball (2)

	Implementar dos torneos de tres meses cada uno con gran final, que incluyen espacios lúdicos para hijos e hijas de las participantes. La planificación, organización y ejecución de los torneos estará a cargo de las beneficiarias como protagonistas y conocedoras del deporte. Colvenz participará como orientador, y garante del respeto a los derechos y reconocimiento de la población beneficiaria. Actividad 5. Formación en arbitraje y primeros auxilios deportivos. (3) Formar a un grupo seleccionado de mujeres beneficiarias en arbitraje y primeros auxilios deportivos, fortaleciendo sus capacidades de liderazgo, autonomía y participación en roles tradicionalmente ocupados por hombres dentro del ámbito deportivo. La selección se realizará bajo criterios transparentes, inclusivos y sin generar acciones con daño. Actividad 6. Visibilización de las actividades del proyecto y sus resultados. (02/03) Ejecutar acciones de comunicación para visibilizar el Kickingball como expresión cultural venezolana, así como el liderazgo, las capacidades deportivas y los aportes de las mujeres refugiadas, retornadas y de la comunidad de acogida. Estas acciones se desarrollarán mediante el uso responsable de redes sociales, canales institucionales de Colvenz, y medios de aliados estratégicos.
Innovación (por ej., en qué medida las actividades propuestas son innovadoras; cómo se introduce un nuevo enfoque) Máx. 200 palabras	En líneas generales, las actividades propuestas se enmarcan en el contexto de la innovación mediante tres dimensiones complementarias: Dimensión 1: el Kickingball - deporte originario de Venezuela y poco conocido en Colombia- es introducido y liderado por las propias mujeres refugiadas como mecanismo de aporte socio-cultural a la comunidad de acogida, logrando invertir el rol tradicional adjudicado a la población refugiada como receptora pasiva de asistencia. Dimensión 2: las actividades integran en un mismo espacio comunitario el deporte, la diversidad de género, y la movilidad humana. Si bien Medellín cuenta con programas dirigidos a la

	población LGBTIQ+ y refugiada, esta combinación específica es inédita en la ciudad y responde a una necesidad concreta: crear entornos seguros donde mujeres con diversidad de género puedan participar sin temor a la discriminación. Dimensión 3: la formación de mujeres como árbitras tiene como propósito derribar las barreras de discriminación de género muy propia del entorno deportivo, en el que estos roles generalmente son ejercidos por hombres. Esto permitirá replicar un modelo de liderazgo femenino deportivo, y promover su autonomía deportiva. Transversalmente, el proyecto incorpora como elemento innovador la participación activa de las beneficiarias en la planificación y ejecución de todas las actividades, reconociéndose como protagonistas y expertas en su propia experiencia deportiva y migratoria.
Continuidad (imagine que han transcurrido dos años desde la finalización de la subvención. ¿Cuál sería la situación de l proyecto en ese momento ?) Máx. 200 palabras	Dos años después de finalizada la subvención, el proyecto se habrá consolidado como una iniciativa comunitaria sostenible, liderada por las propias mujeres participantes. Los torneos comunitarios de Kickingball continuarán con mayor capacidad organizativa, gracias al fortalecimiento del liderazgo femenino, la formación de árbitras, y mujeres capacitadas en primeros auxilios deportivos. A esto se suma que Colvenz formalizó en 2024 su Club Deportivo, proporcionando un marco institucional que ampara a los 12 equipos y facilita el acceso a recursos públicos y privados para su continuidad. Las mujeres beneficiarias asumirán un rol activo en la planificación de nuevos encuentros deportivos, la orientación de nuevas participantes y la transferencia de conocimientos a sus equipos y comunidades, garantizando que las capacidades instaladas permanezcan más allá del periodo de financiación. La red de alianzas construida facilitará la continuidad del acceso a espacios deportivos, rutas de protección, oportunidades de formación y apoyos técnicos o en especie. El material deportivo será administrado colectivamente para garantizar su uso permanente.

	De esta manera, el Kickingball se proyectará como un espacio sostenible de integración intercultural, liderazgo femenino, y construcción de entornos seguros e inclusivos en Medellín.
--	--

C. Compromiso con una participación sustancial de personas refugiadas

Explique cómo las personas que han vivido situaciones de desplazamiento han participado o participarán en: 1. el diseño y el desarrollo del proyecto; 2. la ejecución de las actividades; 3. la elaboración e interpretación de los datos y las conclusiones. Máx. 300 palabras	Las mujeres refugiadas y migrantes con diversidad de género participarán activamente en todas las etapas del proyecto, siendo reconocidas como protagonistas y expertas en su propia experiencia. El proyecto se basa en la trayectoria organizativa de las mujeres beneficiarias, quienes ya se encontraban vinculadas a la práctica del Kickingball y la organización comunitaria de sus equipos. A partir de esta experiencia previa, la iniciativa busca fortalecer sus capacidades, liderazgo y autonomía. En la fase de diseño, se realizarán reuniones participativas y un diagnóstico socioeconómico que permitirá caracterizar a las 240 beneficiarias e identificar sus necesidades, barreras de acceso a derechos y servicios, condiciones de vulnerabilidad y situación migratoria. También se recogerá información sobre su experiencia previa en el Kickingball, sus capacidades, lugar de residencia y factores que puedan limitar su participación. Estos insumos orientarán la planificación de las actividades, la selección de los temas de formación, la organización de los torneos y la identificación de ligas y actores deportivos con los que se puedan establecer alianzas. Durante la ejecución, las beneficiarias serán las principales responsables de la planificación, organización y desarrollo de los torneos comunitarios de Kickingball, con el acompañamiento técnico de Colvenz. Asimismo, participarán en procesos de formación como árbitras, y en primeros auxilios deportivos, fortaleciendo su liderazgo y generando capacidades que podrán replicar en sus comunidades. En la elaboración e interpretación de los datos y las conclusiones, se mantendrá un proceso permanente de
---	--

	seguimiento participativo. A través de reuniones periódicas, las mujeres analizarán conjuntamente los resultados del diagnóstico y del desarrollo de las actividades, evaluarán el cumplimiento de los objetivos, identificarán logros, dificultades y aprendizajes, y formularán recomendaciones para mejorar el proyecto y fortalecer su sostenibilidad una vez finalizada la subvención.
--	---

D. Colaboración y alianzas

Defina las funciones, responsabilidades y aportaciones previstas de cada uno de los socios del proyecto.	N/A
Otros colaboradores y su participación (por ej., apoyo financiero, técnico o en especie, asesoramiento, etc.) Máx. 100 palabras	Acnur y OIM brindaran apoyo técnico en Protección y Prevención de VBG. El INDER facilitará de manera gratuita los espacios deportivos, asistencia técnica, y promoción del Club deportivo. El Sistema Nacional de Aprendizaje (SENA) orientará a las beneficiarias en procesos de empleabilidad. Caribe Afirmativo, ONG liderada por población LGBTIQ+ fortalecerá el proceso de prevención VBG mediante conversatorios en espacios seguros para la integración. Estas alianzas, en su mayoría, son aliados permanentes de Colvenz, garantizan una intervención integral que articula deporte, protección, empleabilidad, e integración.

E. Seguimiento y evaluación

Compromiso con el seguimiento y la evaluación del proyecto	¿Todos los miembros del colectivo están dispuestos a colaborar con la ORF en la definición de un enfoque práctico que permita poner a prueba y evaluar la viabilidad y la eficacia del pro
	Sí x
	No

F. Resumen del presupuesto y plan financiero

		En USD	Explicación de los costes, si procede.
--	--	-----------	--

Desglose de la financiación solicitada	Actividades programáticas	16.100	Incluye el diagnóstico, el proceso de articulación con aliados. 2 torneos deportivos (costos de arbitraje, espacios,paramédicos, seguros de las deportistas, trofeos) además se incluye el costo de dotación de implementos deportivos para los equipos y sus respectivos uniformes para los torneos. Actividades recreativas para las hijas e hijos menores de las beneficiarias durante los torneos deportivos.
	Formación y creación de capacidad	7.000	Se incluyen los costos para la formación de 6 mujeres como árbitras, 4 mujeres en primeros auxilios. Incluye la movilización y refrigerios para los 6 talleres de capacitación en prevención en VBG. Los costos de visibilidad del trabajo de las beneficiarias están incluidos en esta partida.
	Gastos de personal	15.050	3 profesionales del equipo de Colvenz: 1 Coordinador general. 1. Coordinador de campo. 1 administrador para el proyecto.
	Seguimiento y evaluación	2.250	El especialista de proyectos de Colvenz se encargará de este proceso. El proceso de seguimiento inicia en el mes 1 hasta el mes 11. Las evaluaciones serán a medio termino con una frecuencia trimestral para un total de 3, más la evaluación final
	Logística	1.500	Incluye el traslado de los coordinadores a las actividades en campo, el traslado de los refrigerios y de los implementos deportivos al momento de la compra.
	Costes indirectos	3.000	Incluye el manejo administrativo bancario, el pago del contador, los gastos de papelería, entre otros.
	Reserva para contingencias	1000	Destinado a casos no previstos: movilización,seguridad, etc.
	OTROS	600	Impresión de dípticos sobre el proyecto para los aliados y demás actores de interés.

	OTROS	500	En caso de requerir alquiler de equipos, toldos, sillas si es necesario.
	OTROS		
	Total	47.000	
Información detallada sobre cualquier financiación complementaria y/o contribuciones en especie disponibles Máx. 200 palabras		El proyecto no cuenta con financiación complementaria en efectivo adicional a la subvención solicitada. Sin embargo, las alianzas estratégicas establecidas por COLVENZ aportarán contribuciones en especie que reducen significativamente los costos operativos: • INDER — facilitará los espacios deportivos para la realización de los torneos comunitarios y las sesiones de entrenamiento, eliminando costos de alquiler de instalaciones. • Entidades aliadas — pondrán a disposición espacios físicos para el desarrollo de los talleres de capacitación. • ACNUR y OIM — aportarán personal técnico especializado para la capacitación en prevención de VBG y rutas de atención a derechos y servicios, reduciendo significativamente los costos de formación. Estas contribuciones en especie, aunque no monetizadas en el presupuesto, representan un aporte real a la sostenibilidad operativa del proyecto y demuestran el nivel de articulación institucional que COLVENZ ha construido en Medellín	
Calendario propuesto para la utilización de la Subvención Máx. 200 palabras		El diagnóstico participativo inicia en el mes 1 hasta el mes 2. El tiempo estimado incluye la adecuación del instrumento para la recolección de información, la convocatoria a las beneficiarias para la presentación del proyecto, y el inicio del diagnóstico el cual se realizará por grupos de 3 equipos deportivos. La conformación de alianzas se inicia desde el mes 1 hasta el mes 3 con el fin de identificar otros actores que puedan interesarse en el proyecto.	

	Las capacitaciones en temas de acceso a derechos y servicios, y prevención de VBG inician en el mes 3 hasta el mes 8. Se realizarán 6 talleres: 2 sobre el tema 1, 2 sobre el tema 2, 1 conversatorio con la ONG Caribe Afirmativo, y 1 sobre empleabilidad. El horario se acordará con las beneficiarias. El primer torneo deportivo está previsto para el mes 4 hasta el mes 6. El segundo torneo desde el mes 8 hasta el mes 10. La actividad de formación sobre arbitraje y primeros auxilios se iniciará desde el mes 4 hasta el mes 8. Las personas capacitadas serán seleccionadas por las beneficiarias dentro de su entorno cercano. La visibilización comienza en el mes 3 hasta el cierre del proyecto. El seguimiento y monitoreo se inicia en el mes 1 hasta el mes 11. Se realizarán 3 evaluaciones intermedias y una evaluación final al cierre del proyecto.
--	--